PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 9 JUILLET 2026

L'an 2026, le jeudi 9 juillet à 17H30, le conseil de communauté de Roi Morvan Communauté, légalement convoqué le 3 juillet s'est réuni à Langonnet sous la présidence de Monsieur Sébastien WACRENIER, Président de la Communauté de Communes.

Etaient présents :

Délégués titulaires : *Mesdames et Messieurs : Gilles BERNARD, Benoît BERNY, Jean-Michel BOUEDEC, Laurent BOUKANDJA, Myriam CHENAIS,, Bernard COSPEREC, Renée COURTEL, Paul COZIC, Christian FAIVRET, Marilyne FEBVIN, Maryse FLEGEO BRACHET, Bérangère FRITZ, Floriane GUILLANIC, David GUILLOUX, Jean-Luc GUILLOUX, Eric JEAN, Martine LE BARTZ, Erwan LE CORRE, Monique LE CREN, Solenn LE FERREC, Annie LE GAL, Thierry LE NY, Jean-Charles LOHE, Michel MORVANT, Caroline NENEZ, Pierre-Marie QUESSEVEUR, Fabrice RAUD, Yvonne RAYER, Benoît RIVALAN, Natacha SANNIER, Daniel SKOCZ, Morgane ULLIAC, Liliane VAILLANT, Corinne VOLA, Sébastien WACRENIER*

Délégués suppléants : *Mesdames et Messieurs : /*

Etaient absents / excusés : *Mesdames et Messieurs : Christophe CARARIC, Claudine CORFDIR, René GRY, Michel LAVOLE, Annie LE GOFF, Gwendoline LE STER, Gérard RIO, Laëtitia ROYANT, Raymond SIOU*

Pouvoirs *: Claudine CORFDIR à Eric JEAN, Michel LAVOLE à Caroline NENEZ, Gwendoline LE STER à Paul COZIC, Laëtitia ROYANT à Sébastien WACRENIER*

Nombre de membres au conseil :	***44***
Présents :	***35***
Votants :	***39***

Le quorum de 23 membres présents est atteint

A été nommé secrétaire de séance : Eric JEAN

Ordre du jour de la séance

1. **Validation du Procès-Verbal du conseil communautaire du 18 juin 2026**

2. **Déchets/Economie circulaire**
   a. Rapport annuel 2025 – Service public de prévention et de gestion des déchets

3. **Ressources en eau/Assainissement**
   a. Assainissement Collectif – Gouvernance

4. **Tourisme/Culture/Patrimoine**
   a. Pacte de développement culturel 2024-2027 – Convention de reversement d'une subvention à l'association La Grande Boutique pour la résidence artistique de territoire « Déroutes du geste – Terre, mer, ker »

5. **Finances/Mutualisations**
   a. Cotisation 2026-4

6. **Transitions écologiques, énergétiques et mobilités**
   a. Lutte contre le frelon asiatique

7. **Administration générale**
   a. Sécurisation juridique – Renouvellement de contrat avec la société SVP
   b. Ressources humaines – Hermines du zéro déchet recrutement de services civiques
   c. Motion CNFPT

8. **Services à la population**
   a. Régularisation des financements Réseaux d'Ecoles Rurales (RER) Privées en corrélation avec la convention "Soutien aux Réseaux d'Ecoles Rurales (RER) Privées du territoire" 2025-2027

9. **Aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat**
   a. Convention pour le développement de la cohabitation solidaire

10. **Présentation du PLH et du PdMs – intervention de Carmen Jaffrelot**

11. **Questions diverses**

Rapports de présentation des questions - Délibérations adoptées – discussions

Sébastien Wacrenier remercie Eric Jean de recevoir les élus pour le conseil communautaire.

Eric Jean présente la commune de Langonnet.

Validation du Procès-Verbal du Conseil Communautaire du 18 juin 2026

→ Le procès-verbal de la séance du 18 juin 2026 est approuvé à l'unanimité des membres présents.

Déchets et économie circulaire **Daniel SKOCZ**

Rapport annuel 2025 – Service public de prévention et de gestion des déchets
La loi 2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte modifie la dénomination et les modalités de communication du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets désormais appelé rapport annuel sur le service public de prévention et de gestion des déchets.
Le décret 2015-1827 du 30 décembre 2015 met à jour les indicateurs techniques et financiers, fondés sur la comptabilité analytique dont fait l'objet le service, devant figurer dans le rapport sur le service public de prévention et de gestion des déchets.

Chaque année, le Président présente à l'assemblée délibérante ce rapport destiné à l'information des élus et des usagers dans les six mois suivant l'année écoulée. Le rapport et l'avis de l'assemblée délibérante sont mis à disposition du public et publié sur le site Internet de la collectivité.

→ **Les élus présents prennent acte du rapport annuel 2025 du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés**
Ce document sera à la disposition du public via le site Internet de la collectivité.

→ ***Adopté à l'unanimité***

Benoît Berny constate qu'il n'y a pas de point spécifique sur la collecte des bouteilles plastiques. A-t-on estimé la perte de recettes si des sociétés privées se mettaient à les collecter à la place des collectivités.
Daniel Skocz répond qu'il n'y a pas eu d'estimation pour l'instant.
Sébastien Wacrenier indique que les bouteilles plastiques sont toujours déposées dans les bacs jaunes. Les collectivités sont vent debout contre ce projet de réforme et une pétition est en cours.

Gilles Bernard souhaite savoir si la référence à l'année 2010 est normale. Il lui est répondu que cette référence à l'année 2010 est obligatoire.

Ressources en eau – Assainissement Collectif **Bérangère FRITZ**

Gouvernance

Roi Morvan Communauté exercera la compétence assainissement collectif à compter du 1er janvier 2027.

La délibération du 25 septembre 2025 qui modifie notamment les statuts, rappelle les missions du service régies par l'article L2224-8 du code général de collectivités territoriales.
Elle est accompagnée d'une proposition de pacte de transfert qui précise les règles de gestion financières et techniques. Les thèmes du pacte de transfert ont été présentés lors de 4 réunions communales regroupées entre le 28 avril et le 19 mai 2026. Le premier élément de ce document porte sur l'organisation de la gouvernance de la compétence assainissement à compter du 1er janvier 2027.
Cependant il semble nécessaire de préparer la prise de compétence dès 2026 avec une forme transitoire de gouvernance à définir par le bureau communautaire.

A / Le contenu du pacte de transfert

Extraits du pacte de transfert annexé à la délibération de transfert de la compétence assainissement collectif du 25 septembre 2025 :

1. OBJET DU PRESENT PACTE DE TRANSFERT

L'objet du présent pacte de transfert, annexé à la délibération relative au transfert de la compétence assainissement collectif proposée au conseil communautaire du 25 septembre 2025, est de préciser les règles de gestion et financières dont les élus communaux et intercommunaux souhaitent collectivement se doter afin d'effectuer ce transfert de compétence dans les meilleures conditions possibles avec un cadre clair, partagé et connu de tous.

Il porte sur les points suivants :

- L'organisation de la **gouvernance** de la compétence assainissement collectif,
- Le **transfert volontaire des résultats de clôture**,
- La construction du plan pluriannuel **d'investissements**,
- **L'harmonisation des tarifs** perçus auprès des abonnés,
- **L'organisation des services**, leur capacité à **mutualiser** les interventions et prestations et leur prise en charge financière par RM Com,
- Les **modes de gestion** à la prise de compétence.

B / Organisation de la gouvernance à compter du 1er janvier 2027

Extraits du pacte de transfert annexé à la délibération de transfert de la compétence assainissement collectif du 25 septembre 2025 :

2. L'ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE DE LA COMPETENCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

2.1. Rappel du contexte réglementaire

Dans la mesure où une partie des communes de Roi Morvan Communauté exploite le service de l'assainissement collectif en régie et où les modes de gestion communaux seront maintenus en l'état à l'occasion du transfert (cf. ci-après : § 7 – Les modes de gestion), **le transfert de compétence impose la création d'une régie communautaire.**

S'agissant d'un SPIC, la loi impose que la régie revête la forme soit d'une régie autonome (dotée de la seule autonomie financière, matérialisée par un budget annexe) soit d'une régie personnalisée (dotée de la personnalité morale : établissement public distinct de RMCom).

La régie dotée de la seule autonomie financière est créée, et leur organisation administrative et financière déterminée, par délibération du conseil communautaire. Elle est administrée, sous l'autorité de la présidente et du conseil communautaire, par un conseil d'exploitation et un directeur désignés dans les mêmes conditions sur proposition de la présidente (cf. CGCT, art. L. 2221-11 et R. 2221-63 et s.).

Le conseil d'exploitation :

- Délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le conseil communautaire ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ;
- Est obligatoirement consulté sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie ;
- Peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle ;
- Présente toutes propositions utiles ;
- Est tenu au courant de la marche du service par le directeur.

Le nombre des membres du conseil d'exploitation ne peut être inférieur à trois. Les membres du conseil communautaire doivent y être majoritaires, la désignation d'au moins une personne n'appartenant pas au conseil communautaire est obligatoire.

Il appartiendra au conseil communautaire, une fois le transfert de compétence adopté, de fixer les conditions d'organisation de la régie en votant ses statuts.

2.2. L'orientation proposée

Le pacte de transfert prévoit l'articulation des échanges au sein de RM Com qui s'appuiera sur le Conseil d'exploitation, ouvert à toutes les communes et réuni régulièrement.

Ce Conseil d'exploitation aura pour missions notamment :

- **De piloter le fonctionnement de la régie et des délégations de service public**

- De préparer la politique d'investissements avec une évaluation annuelle en vue de la préparation budgétaire
- En miroir, de proposer les tarifs à percevoir auprès des abonnés
- De suivre les recettes perçues par le service (provenant de la facturation aux abonnés par le délégataire de l'eau potable à travers une convention de facturation à mettre en place et des reversements des délégataires)
- De suivre les dépenses engagées pour l'année en cours
- D'organiser la relation avec les usagers

Annuellement, une rencontre individuelle de chaque commune avec RM Com aura lieu pour préparer les travaux en matière d'assainissement collectif pour l'année à venir, en concertation avec la commune pour les travaux qu'elle aura prévus.

La mise au point d'un programme de travaux pour l'année suivante est réalisée par RM Com, une fois les demandes des communes recueillies.

Ce programme de travaux est ensuite présenté à la Commission Finances et au Conseil d'exploitation pour avis, et est ensuite soumis au vote du Conseil Communautaire.

Cette gouvernance pourrait être amenée à être soit renouvelée, soit à être adaptée en fonction des retours des communes.

C / Organisation du processus de décisions avant le 1er janvier 2027

Compte tenu des enjeux environnementaux, techniques, juridiques, administratifs et financiers liés à l'exercice de la compétence assainissement collectif, les dossiers étaient jusqu'à présent examinés par le Bureau Communautaire avant les Conseils Communautaires. Il est précisé que certaines délibérations peuvent être prises par anticipation de l'exercice effectif de la compétence.
Il est proposé de maintenir ce circuit de décision et de le compléter par un comité de suivi dont la mission sera de travailler les sujets du pacte de transfert pour le bureau communautaire.
Le comité de suivi pourrait être composé d'un nombre de membres restreint, représentatif de la diversité des communes (répartition géographique, régies/DSP, grands systèmes/Moyens/Petits, toutes les techniques, tous les tarifs aux usagers).

Le comité de suivi pourrait ainsi être composé :

- Du Président de RMcom, pour la commune de Meslan, Sébastien Wacrenier ;
- De la Vice-présidente Ressources en eau et assainissement, pour la commune de Gourin, Bérangère Fritz ;
- De la vice-présidente chargée des finances, pour la commune de Priziac, Caroline Nenez ;
- Du maire du Faouët ou son représentant, pour la commune pesant 50% de la capacité du territoire, Christian Faivret ;
- Du maire de Ploërdut ou son représentant pour une commune avec un tarif aux usagers très bas et sur une technique non représentée par les 4 communes précédentes, Jean Luc Guilloux ;
- Du maire de Langoëlan ou son représentant pour une commune dotée d'un système de petite taille et d'une technique non représentée par les 4 communes précédentes, Fabrice Raud.

Lors de sa séance du 18 juin 2026, le bureau a émis un avis favorable à la composition proposée en l'élargissant à l'intégration de 3 suppléants : Jean-Charles Lohé, maire, pour la commune de Locmalo, Laurent Boukandja, maire, pour la commune de Lignol et Renée Courtel, maire, pour la commune de Guiscriff.

Après en avoir délibéré et dans l'attente de la création du conseil d'exploitation pour le 1er janvier 2027, le Conseil Communautaire décide :

- **d'approuver la mise en place du comité de suivi du transfert de la compétence assainissement collectif constitué des élus proposés ci-dessus**

  → *Adopté à l'unanimité*

Tourisme/Culture/Patrimoine **Jean-Luc GUILLOUX**

Pacte de développement culturel 2024-2027 – Convention de reversement d'une subvention à l'association La Grande Boutique pour la résidence artistique de territoire « Déroutes du geste – Terre, mer, ker »

1. **Cadre du Pacte de développement culturel 2024-2027**

Roi Morvan Communauté s'est engagée sur la période 2024-2027, aux côtés de l'État (DRAC Bretagne) et de la Région Bretagne, dans la mise en œuvre d'un Pacte de développement culturel visant à structurer une politique culturelle ambitieuse, cohérente et accessible à l'ensemble des habitants du territoire.
Suite au diagnostic culturel de territoire mené la première année, quatre axes stratégiques ont été validés par le Conseil communautaire du 12 décembre 2024 :

- Axe 1 – Développer l'ingénierie culturelle communautaire
- Axe 2 – Soutenir les forces vives pour une meilleure structuration de l'activité culturelle
- Axe 3 – Favoriser la participation des habitants à la vie culturelle
- Axe 4 – Mobiliser l'action collective au service des ressources culturelles et patrimoniales

Conformément aux engagements signés, les partenaires institutionnels contribuent au financement des actions retenues annuellement par le Comité de pilotage du Pacte. Les aides peuvent être versées soit directement aux opérateurs, soit à l'intercommunalité qui en assure ensuite le reversement.

2. **Financement du projet « Déroutes du geste – Terre, mer, ker »**

Dans le cadre du Pacte de développement culturel, Roi Morvan Communauté dispose de crédits destinés à la mise en œuvre du projet suivant :

- **Résidence artistique de territoire « Déroutes du geste – Terre, mer, ker », portée par l'association La Grande Boutique en 2025 et 2026, à hauteur de 13 000 €.**

La convention annexée au présent bordereau prévoit le reversement de la subvention à l'association, selon les modalités suivantes : 5 000 € à la signature de la convention et 8 000 € après transmission du bilan final de l'action.

3. **Intérêt du dispositif de reversement de subvention**

Le dispositif de reversement de subvention proposé dans ce cadre permet de :

- Soutenir des projets culturels en cohérence avec les priorités du Pacte ;
- Assurer une redistribution conforme à la destination des fonds obtenus ;
- Garantir une gestion financière claire, rigoureuse et transparente ;
- Distinguer ces aides complémentaires et ponctuelles des subventions annuelles de fonctionnement déjà attribuées par Roi Morvan Communauté.

Vu l'avis favorable du bureau en date du 18 juin 2026,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- **d'approuver la convention de reversement d'une subvention relative au projet artistique de territoire « Déroutes du geste – Terre, mer, ker », telle que jointe en annexe ;**
- **d'autoriser le Président, à signer ladite convention ainsi que tout document et avenant afférent, dans la limite des crédits votés pour le projet.**

→ ***Adopté à l'unanimité***

Jean-Luc Guilloux précise que le Théâtre de Lorient a encore quelques possibilités de représentation dans les communes qui seraient intéressées.

Finances **Caroline NENEZ**

Cotisation 2026-4

Vu l'avis favorable du bureau en date du 18 juin 2026,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- d'approuver le versement de la cotisation 2026 mentionné ci-dessous

Organisme	Montant
Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR)	984.16 €

→ ***Adopté à l'unanimité***

Transitions écologiques, énergétiques et mobilités

Lutte contre le frelon asiatique

Arrivé accidentellement dans le sud-ouest de la France au début des années 2000, le frelon asiatique à pattes jaunes (Vespa vélutina nigrithorax), espèce exotique envahissante, a commencé à coloniser le Morbihan au cours de l'année 2011. Depuis 2014, l'ensemble du département du Morbihan est concerné par l'espèce.

Contexte local

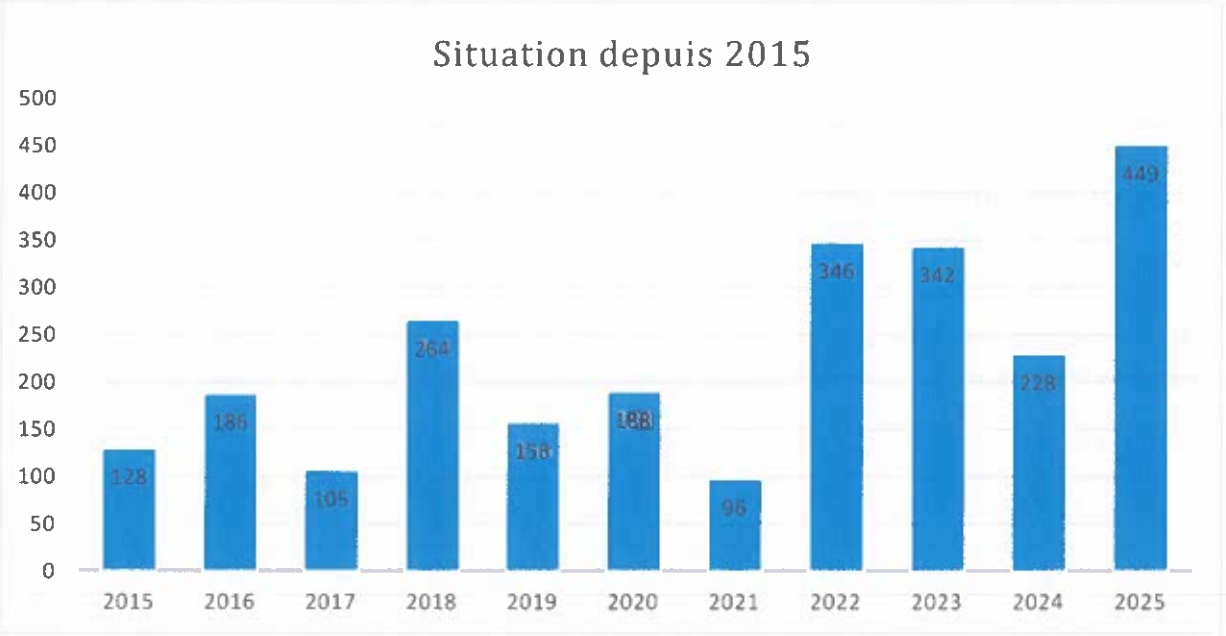
Pour participer à la lutte, Roi Morvan Communauté a mis en place à partir de 2015 un dispositif d'aides financières au bénéfice des particuliers, en partenariat avec les communes (référent dans chaque commune et participation financière pour la plupart d'entre elles) à savoir :

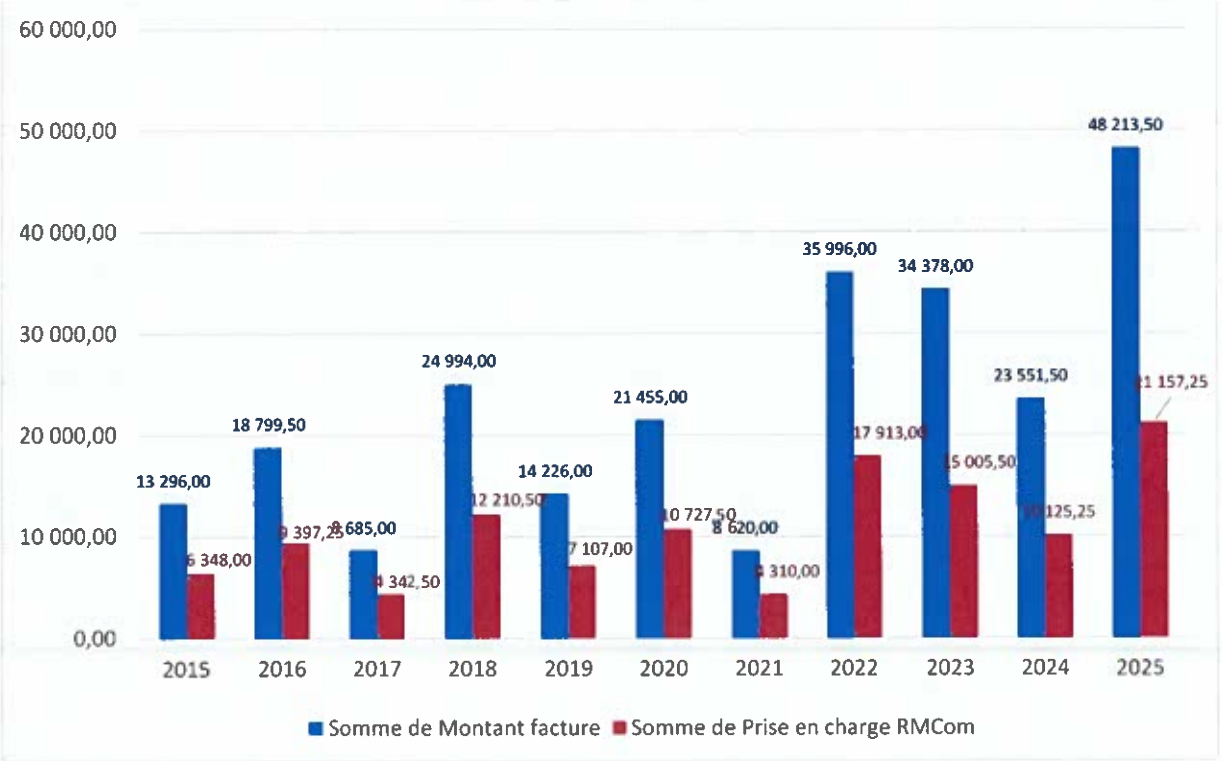
- **Une prise en charge de 50% des coûts d'intervention de la destruction des nids sur une période définie entre mai et novembre**.

A partir de 2023, la commission environnement eau / biodiversité, face au constat de l'absence d'une baisse significative de cette espèce et des coûts engendrés pour la collectivité, avait travaillé sur un compromis en resserrant les critères d'attribution :

- La fin du financement pour les nids les plus hauts (non retenu in fine par le conseil communautaire)
- La réduction de la période de prise en charge financière (abaissée de 15 jours en mai) soit depuis 2023, du 15 mai au 15 novembre
- Un abaissement des plafonds de financement
- L'encouragement de la lutte plutôt au printemps (avec du piégeage sélectif en s'assurant qu'il soit respectueux de la biodiversité et resserré autour des ruchers) et une vigilance accrue sur les nids primaires

En 2025, 10 ans après la mise en œuvre, RMCom aura participé à la destruction de 2 488 nids pour un total de 118 643,75 €.





Contexte national

La présence de l'espèce sur l'ensemble du territoire national a conduit à l'élaboration d'un plan national. Le plan prévoit un financement global de 3 millions d'euros par an consacré aux moyens de lutte et de prévention.
https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/27.03.2026-DP-frelon.pdf

En Bretagne, ce dispositif est soutenu par le réseau FREDON et le réseau GDS , avec une mise en œuvre coordonnée par les FDGDON et les GDSA dans chaque département. Ce plan s'inscrit donc dans la continuité des actions déjà menées dans le département par la FDGDON 56.

Début 2026, quelques communes de Roi Morvan Communauté ont été contactées par la FDGDON 56 qui leur a proposé de signer une convention triennale d'accompagnement au piégeage sélectif de printemps du frelon asiatique.

Suites à donner

Chaque année, le conseil communautaire a été amené à délibérer sur ce dispositif. En 2026, du fait de la réinstallation des nouvelles équipes municipales et intercommunales, la commission ne s'est pas réunie pour étudier le dossier et faire des propositions aux membres du bureau et aux membres du conseil communautaire.
Pour autant, plusieurs communes membres ont fait savoir qu'elles souhaitaient connaître la stratégie de RMCom avant qu'elles se positionnent elles-mêmes (nb : chaque année, il est rappelé que les communes gardent le libre arbitre quant à leur intervention ou non dans cette lutte).

Vu l'avis favorable du bureau en date du 2 juillet 2026 à la reconduction du dispositif,

Considérant que la commission réfléchira au dispositif pour l'année 2027,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- **d'approuver la reconduction du dispositif, à savoir l'intervention de Roi Morvan Communauté sur la base des critères de recevabilité pour 2026 présentés ci-dessous ;**

⇒ Plafonds de financement

- Nid situé à une hauteur **inférieure à 5 mètres** : plafond de dépense éligible de **90 € TTC** ;
- Nid situé **à/et plus de 5 mètres et moins de 10 mètres de hauteur** : plafond de dépense éligible de **110 € TTC** ;
- Nid situé **à/et plus de 10 mètres de hauteur** : plafond de dépense éligible de **130 € TTC** ;

⇒ Intervention financière de Roi Morvan Communauté à hauteur de 50% de la dépense plafonnée engagée par la commune, sur l'année de référence.

⇒ Prise en charge pour les destructions de nids **entre le 15 mai et le 15 novembre**

⇒ Transmission des dossiers de demande d'aides pour le 1er décembre au plus tard

→ ***Adopté par 32 voix pour et 7 abstentions***

Bérangère Fritz précise qu'elle s'abstient car il faut se questionner sur cette politique et se demander on finance la destruction des pièges et questionner l'efficacité de ce dispositif.
Elle précise qu'elle aura aussi une réflexion au sein du conseil municipal de Gourin.
Solenn Le Ferrec indique que ça marche bien sur Guiscriff et se demande si RMCom perçoit une aide de l'Etat.
Jean-Charles Lohé précise que RMCom ne perçoit aucune aide.

Arrivée de Natacha Sannier.

Benoît Berny indique qu'il partage l'avis de Bérangère Fritz. On réalise des interventions de destruction des nids mais rien en matière de prévention. Il s'interroge aussi sur le cumul de subvention communale et intercommunale et sur le principe de subsidiarité qui ne lui semble pas être respecté.
Jean-Charles Lohé précise que ce n'est pas une compétence de l'intercommunalité.
Michel Morvant précise que les communes financent certaines associations et que RMCom finance aussi ces mêmes associations.
Jean-Charles Lohé indique que la future commission devra mener une réflexion sur le sujet « destruction des nids de frelons ».
Solenn Le Ferrec demande si ce dossier pourra être étudié rapidement par la commission pour avoir une réponse en fin d'année.
Erwan Le Corre remarque qu'il ne faudrait pas détruire les nids de frelons avec des insecticides néonicotinoïdes, ce qui est problématique, mais plutôt avec des produits alternatifs.

Administration générale **Sébastien WACRENIER**

Sécurisation juridique – Renouvellement de contrat avec la société SVP

La société SVP est une société d'expertise juridique de 200 experts, tous de formation supérieure et spécialisés dans un domaine de compétences, dont 40 juristes spécialisés en droit public.
C'est un service de réponses immédiates à toutes questions professionnelles
Le système est simple :
Les questions sont posées par téléphone à un accueil qui détermine le champ thématique et oriente vers l'expert adapté. La réponse est immédiate avec un échange possible de documents.
L'accès est aussi possible via une plateforme numérique.
Des réponses écrites sont aussi possibles en fonction du contrat choisi.

La complexification de l'environnement et du nombre de sujets et thématiques traités par RMCom a rendu nécessaire le renforcement de la sécurisation juridique des décisions de l'EPCI.
Un contrat avec la société SVP a donc été signé en 2023 pour une durée de 3 ans.

Considérant la nécessité de maintenir cet accompagnement juridique des services de RMCom, la collectivité ne comptant de service juridique en interne,

Il est proposé de renouveler le contrat pour une durée de 3 ans à partir du 1er juin 2026 sur les mêmes bases que le précédent à savoir :

Contrat INTEGRAL : réponses à l'oral en illimité + réponses écrites en usage illimité
1 à 10 titulaires de cartes.

Le coût annuel s'élève à 9018 € TTC/an, soit une augmentation de 1.56% par rapport au coût annuel 2024.
(Le coût annuel tient compte d'un abattement de 10% appliqué dans le cadre d'un engagement sur 3 ans)

Vu l'avis favorable du bureau en date du 18 juin 2026,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- **d'approuver le renouvellement du contrat SVP pour une durée de 3 ans à compter du 1er juin 2026 selon les modalités précisées dans l'annexe.**

→ ***Adopté à l'unanimité***

Ressources humaines – Hermines du zéro déchet recrutement de services civiques
La région Bretagne souhaite mettre en place un réseau de services civiques dans le domaine de l'environnement.

Le cadre du volontariat de service civique

Le service civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans (élargi aux jeunes en situation de handicap jusqu'à 30 ans) sans condition de diplôme ou de qualification qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif *(association)* ou une personne morale de droit public *(collectivités locales, établissement public ou services de l'Etat)* pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif, dont l'environnement. L'établissement ne peut recruter un contrat de service civique pour exercer des

missions relevant du fonctionnement général de l'organisme d'accueil, ou confier des missions exercées par un agent public moins d'un an avant la date de signature du contrat.

Les missions de service civique doivent permettre d'expérimenter ou de développer de nouveaux projets au service de la population, de démultiplier l'impact d'actions existantes en touchant davantage de bénéficiaires, ou de renforcer la qualité du service déjà rendu par les agents à la population.
Plusieurs conditions doivent être remplies par l'organisme d'accueil pour recourir au service civique :

- les volontaires doivent être engagés sur des missions utiles à la société, permettant de répondre aux besoins de la population et des territoires,
- les volontaires doivent intervenir en complément de l'action publique et ne doivent pas s'y substituer,

Le contrat de service civique n'est pas un contrat de travail : il ne relève pas du code du travail mais du code du service national. En effet, l'article L 120-7 du code du service national dispose notamment que le contrat de service civique organise une collaboration exclusive de tout lien de subordination entre le volontaire et la collectivité qui l'accueille, à la différence d'un contrat de travail. Pour autant, la position du volontaire ne doit pas être celle d'un intervenant livré à lui-même : il reste soumis aux règles de service imposées par le cadre dans lequel il intervient.

A minima, un tuteur doit être désigné au sein de la structure d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.
Le service civique donne lieu à une indemnité versée directement par l'Etat au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.
Les frais d'alimentation ou de transport pourront être couverts, par la structure d'accueil, par le versement d'une indemnité complémentaire en application de l'article R 121-25 du code du service national.

Une formation civique et citoyenne sera obligatoirement assurée au volontariat. Un référentiel de formation a été défini par l'agence de service civique.

<u>Le dispositif « hermines du zéro déchet »</u>

- La Région définit le cadre des missions : sensibilisation et accompagnement à la consommation responsable, au réemploi/à la réparation, aux couches lavables, à la réduction du gaspillage alimentaire et au tri des déchets, à domicile, en déchèterie, hors foyer et dans les manifestations.
- La région élabore la fiche de mission type, fait la promotion des offres, élabore le programme de formation et développe la mise en réseau des volontaires (identité visuelle, plateforme d'échange, plan de formation thématique de 5 jours). Un webinaire sur les modalités est prévu le 12 juin 2026.
- La collectivité d'accueil effectue les démarches pour l'obtention de l'agrément service civiques. Elle recrute les personnes pour des actions correspondant aux missions sur leur territoire. Elles complètent le dispositif pour les formations obligatoires restantes (PSC1 et formation civique et citoyenne).

<u>La proposition au sein de la collectivité</u>

Dans le cadre du second PLPDMA (Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés) et de la gestion des déchets, il est proposé que Roi Morvan Communauté recrute deux volontaires en Service Civique, comme préconisé par la Région Bretagne pour des missions de sensibilisation, d'animation et de communication de proximité sur la prévention et le tri des déchets, avec désignation de 2 tuteurs.

Agrément service civique
La collectivité dispose d'un agrément valable jusqu'en 2029. Cependant il ne comprend pas les missions dans le domaine de l'environnement. Après contact avec la DRAJES, l'administration propose de préparer une demande d'avenant environ 3 mois avant le recrutement, soit courant juin/juillet.

Missions au sein du service déchets et économie circulaire
Une fiche de missions répondant aux critères régionaux et de l'agrément a été élaborée. Elle est fournie en annexe.
Elle vise à :

- permettre aux jeunes volontaires d'acquérir des compétences et des savoirs faire variés en prévention des déchets via différents types d'actions supports ;
- développer les actions du PLPDMA et améliorer la qualité du tri des déchets.

Durée et temps de mission
Le cadre prévu est une mission à 28h hebdomadaire pendant 8 mois, idéalement de septembre à avril.
Il est demandé de privilégier des binômes.
Le tutorat nécessite un temps d'accompagnement important à anticiper si le jeune manque d'autonomie ou de mobilité. Le tutorat et l'accompagnement du volontaire seront assurés par le service gestion des déchets et économie circulaire et en particulier par la coordinatrice du PLPDMA et la responsable de service.

Estimation du coût pour la collectivité
Le/la volontaire perçoit une indemnité mensuelle de 619.83 € dont 504.98 € versés par l'Etat et 114.85 € versés par l'organisme d'accueil, soit pour ce dernier un total de 1837.60 € correspondant à 2*8 mois de volontariat.
Le volontaire en service civique pourra bénéficier de chèques déjeuners et du forfait mobilités durables, le cas échéant.

La commission gestion des déchets s'est prononcée favorablement à ce projet lors de la réunion du 02 mars 2026.

Vu l'avis favorable du bureau en date du 18 juin 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- **d'autoriser le président à candidater au dispositif "Hermines du zéro déchets" initié par la Région Bretagne ;**
- **d'autoriser le président à modifier par avenant l'agrément service civiques de février 2026 sur base de la fiche de mission ci-jointe ;**

- d'autoriser le président à élaborer une offre de volontariat en service civiques pour 2 personnes sur une durée de 8 mois à 28h hebdomadaire, pour une mission débutant en septembre 2026 ;
- d'autoriser le président à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires ;
- d'inscrire les crédits nécessaires au budget 2026-2027.

→ *Adopté à l'unanimité*

Sensibiliser les usagers pour réduire et mieux trier les déchets - Hermines du zéro déchet »

A renseigner dans Service Civique Écologique

En quelques mots...

Un breton produit encore 670 kg de de déchets par an soit l'équivalent en poids de près de 2 000 bols bretons. Les collectivités et la Région Bretagne souhaitent renforcer la sensibilisation des bretons à la réduction et au tri des déchets et accompagner les changements de comportements, dans le cadre d'un nouveau réseau régional de volontaires en services civiques intitulé « Les Hermines du zéro déchet ».

Organisme
Roi Morvan communauté

Localisation de la mission
LE FAOUËT

Durée

Votre mission de Service Civique

Objectifs

Cette mission en service civique s'intègre dans le Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) de la collectivité et dans le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets avec une trajectoire de Zéro déchet en 2040. Cette mission s'inscrit dans le réseau régional « Hermines du zéro déchet ».

Actions

Au sein du Service déchets et économie circulaire, les missions du/de la volontaire seront à réaliser en équipe et porteront sur :

- Sensibiliser et accompagner l'usager dans sa démarche « zéro déchet » :
  - consommation responsable (animation Semaine européenne de réduction des déchets)
  - réemploi (gratiferia, réemploi de cartons...)
  - réduction des biodéchets (végétaux notamment, lutte contre le gaspillage alimentaire...)
  - tri des déchets (collecte séparée des cartons, tri tout type de flux)

- Sensibiliser et accompagner l'usager dans sa démarche « zéro déchet » lors de :
  - manifestations, marchés,

- porte à porte (toujours à deux et les premiers temps accompagnement par un tuteur)
- ateliers proposés par le service
- interventions en milieu scolaire ou périscolaire

- Sensibiliser l'usager dans la gestion et le tri des déchets :
  - à domicile (emballages, papiers, biodéchets...)
  - en déchèterie (réemploi et filières de valorisation)
  - hors domicile et dans les manifestations

- Développer des outils des communications écrites et de proximité

- Travailler avec les autres services de la collectivité et ses partenaires

Votre environnement

Formations obligatoires

Aucune compétence nécessaire, mais nécessité d'apprécier le contact avec les gens.
Aucun diplôme particulier exigé.
Formations programmées dans le cadre de la mission :

- Formation civique et citoyenne obligatoire, PSC1
- Formation en lien à la thématique des déchets : b.a.ba sur l'organisation de la gestion des déchets en France, accompagnement au changement de comportement, tri des déchets, réduction du gaspillage alimentaire, réparation et réemploi...

Tutorat et accompagnement

Deux tutrices dans la structure d'accueil qui vont suivre la formation de 1,5 jours avant le début de la mission
Appui régional et mise en réseau des volontaires en services civiques « Hermines du zéro déchet »

L'organisme d'accueil, informations pratiques

Le territoire compte 25 000 habitants. La qualité de son environnement, la richesse de sa culture et le dynamisme de ses habitants contribuent à structurer cet espace, situé dans le Morbihan, aux frontières communes avec les départements du Finistère et des Côtes d'Armor.

Afin d'apporter des services de qualité à sa population et contribuer au développement du territoire, Roi Morvan Communauté a pour mission la mise en œuvre d'actions à l'échelle de ses 21 communes dans les domaines de l'économie, du tourisme, des services enfance et jeunesse, de l'accompagnement social, gestion des déchets, protection et mise en valeur de l'environnement.

Localisation de la mission

Service Gestion des déchets, 56320 Le Faouët, 5 route du Vieux Moulin
Rayonnement d'actions sur les 21 communes du territoire

Mon contact

Contact administratif :
Brigitte Le Goff, b.legoff@rmcom.bzh , 02 97 23 39 58

Contact technique :
Maureen BABIN, preventiondechets@rmcom.bzh , 02 97 23 71 02

En pratique

- 2 volontaires recherchés
- Accessible aux plus de 18 ans uniquement
- 28 h par semaine sur 4 jours - intervention ponctuelle en soirée et week-end si nécessaire
- Public(s) bénéficiaire(s) : tous publics
- Actions clés : transmission, pédagogie, prévention, tri, sensibilisation

Motion de Roi Morvan Communauté relatif au plafonnement du produit de la cotisation du CNFPT introduit dans le projet de loi de finances pour 2026

Roi Morvan Communauté exprime sa plus vive opposition à l'amendement introduit par le gouvernement dans le projet de loi de finances pour 2026 visant à plafonner à 396 980 060 euros le produit de la cotisation perçue par le CNFPT.

Cette mesure a été élaborée et déposée sans qu'aucune concertation préalable n'ait été engagée avec le CNFPT alors même qu'elle affecte directement les ressources, le fonctionnement et la capacité des collectivités territoriales à assurer la formation de leurs agents.

La mesure représenterait une ponction de 45 millions d'euros, issue directement de la contribution des collectivités locales, pouvant mettre en cause des actions essentielles telles que par exemple la prise en charge des frais de déplacement des stagiaires, la formation des policiers municipaux, la formation des sapeurs-pompiers et plus largement la capacité du CNFPT à répondre à l'augmentation continue des besoins de formation des agents des collectivités.

Le CNFPT a déjà connu par le passé une baisse de la cotisation de 1% à 0,9%. Le CNFPT a également vu disparaitre dans les dernières années les financements auxquels l'Etat s'était engagés pour soutenir l'apprentissage public local, ce qui a eu pour conséquence de réduire fortement et durablement les capacités de recrutement d'apprentis par les collectivités locales. Aujourd'hui, ce sont l'ensemble des collectivités et de leurs agents qui devraient subir l'impact d'une telle ponction sur le long terme, et cette mesure porterait atteinte à la mission de mutualisation et de péréquation du CNFPT, garantissant un accès équitable à la formation sur l'ensemble du territoire national, notamment pour les collectivités les plus petites et les territoires ruraux et ultramarins.

Roi Morvan Communauté dénonce avec la plus grande fermeté une mesure jugée injustifiée, unilatérale et contraire aux principes de libre administration des collectivités territoriales, d'autonomie financière des établissements publics locaux et de paritarisme qui fondent l'action du CNFPT.

Déplorant qu'aucune correction n'ait pu être apportée avant l'adoption définitive du PLF 2026, Roi Morvan Communauté demande solennellement au Gouvernement et au Parlement de

supprimer dès que possible le mécanisme de plafonnement du produit de la cotisation du CNFPT et d'engager sans délai un dialogue approfondi avec les représentants des collectivités territoriales et des organisations syndicales siégeant en son sein, afin de garantir la pérennité et la qualité du service public de la formation des agents publics territoriaux.

Vu l'avis favorable du bureau en date du 2 juillet 2026,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- **d'adopter la motion relatif au plafonnement du produit de la cotisation du CNFPT introduit dans le projet de loi de finances pour 2026**

→ **Adopté à l'unanimité**

Services à la population **David GUILLOUX**

Régularisation des financements Réseaux d'Ecoles Rurales (RER) Privées en corrélation avec la convention "Soutien aux Réseaux d'Ecoles Rurales (RER) Privées du territoire" 2025-2027
Depuis 1999, Roi Morvan Communauté soutient le fonctionnement des Réseaux d'Ecoles Rurales (RER) du territoire, notamment par des aides financières.

Une convention existait pour les 7 réseaux publics. Celle-ci a été revue avec l'Education Nationale et signée pour la période 2023-2027.

Par contre, les 2 réseaux privés percevaient des financements, sans l'existence de convention.

Un travail a été mené avec l'Enseignement Catholique pour élaborer ce document de partenariat, pour la période 2025-2027.

Cette nouvelle convention a été validée par une délibération du 05.03.2026 et signée par les 2 parties le 10.03.2026.

Cette convention 2025-2027 modifie les modalités de financement des RER Privés et nécessite un versement complémentaire de subventions, dont voici le détail :

I – SITUATION AVANT LA NOUVELLE CONVENTION

Modalités de financement des RER Privés, avant la nouvelle convention :

- **Montant annuel de 2.70 €/élève, pour financer les activités.**

- **Montant annuel de 8400 €, en substitution du Conseil Départemental 56, versé au prorata du nombre d'élèves.**

- **Montant annuel de 1 500 € pour les transports de liaison école-collège, versé au prorata du nombre d'élèves.**

- **Montant annuel de 2 000 € pour participer au Salon du Livre, organisé par le Centre d'Animation Pédagogique (public), versé au prorata du nombre d'élèves.**

Calcul des montants à verser, pour l'année 2025-2026 :

Nombres d'élèves fournis par l'Éducation Nationale le 18.09.2025.

Réseaux	Ecoles	Nombre d'élèves par école	Nombre d'élèves par réseau	Subvention RMCom 2.70 € /élève	Substitution CD 56	Transport Liaison	Salon du Livre	Montant de l'aide
LA MARION	LE FAOUËT, École "Du Sacré Coeur"	98	325	877 €	4 475 €	799 €	1 066 €	7 217 €
	BERNÉ, École "Sainte Hélène"	77						
	MESLAN, École "Notre Dame"	28						
	PRIZIAC, École "Saint Bého"	41						
	GUÉMENÉ Sur SCORFF, École "Saint Jean"	81						
LES MONTAGNES NOIRES	PLOURAY, École "Saint Louis"	49	285	770 €	3 925 €	701 €	934 €	6 330 €
	GUISCRIFF, École "Saint Joseph"	35						
	ROUDOUALLEC, École "Sainte Thérèse"	35						
	GOURIN, École "Saint Pierre"	166						
		TOTAL	610	1 647 €	8 400 €	1 500 €	2 000 €	13 547 €

II – SITUATION AVEC LA NOUVELLE CONVENTION 2025-2026

Modalités de financement des RER Privés, prévues dans la nouvelle convention 2025-2027 :

- **Montant annuel de 23 €/élève, pour financer les activités. (incluant la participation au salon du livre)**

- **Montant annuel de 2 100 € pour les transports de liaison école-collège, versé au prorata du nombre d'élèves.**

Calcul des nouveaux montants à verser, pour l'année 2025-2026 :

Nombres d'élèves fournis par l'Éducation Nationale le 18.09.2025.

Réseaux	Ecoles	Nombre d'élèves par école	Nombre d'élèves par réseau	Subvention RMCom 23 € / élève	Transport Liaison	Montant de l'aide
LA MARION	LE FAOUËT, École "Du Sacré Coeur"	98	325	7 475 €	1 119 €	8 594 €
	BERNÉ, École "Sainte Hélène"	77				
	MESLAN, École "Notre Dame"	28				
	PRIZIAC, École "Saint Bého"	41				
	GUÉMENÉ Sur SCORFF, École "Saint Jean"	81				
LES MONTAGNES NOIRES	PLOURAY, École "Saint Louis"	49	285	6 555 €	981 €	7 536 €
	GUISCRIFF, École "Saint Joseph"	35				
	ROUDOUALLEC, École "Sainte Thérèse"	35				
	GOURIN, École "Saint Pierre"	166				
		TOTAL	610	14 030 €	2 100 €	16 130 €

III – RÉGULARISATION DE LA SITUATION PAR DES VERSEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- Les modalités et montants, avant convention, avaient été validés dans une délibération du 11.12.2025.
- Il convient aujourd'hui de procéder à des versements complémentaires pour répondre aux modalités de financement prévues dans la nouvelle convention 2025-2027.

Montants des versements à effectuer :

Réseau LA MARION → 1 377 €

Réseau LES MONTAGNES NOIRES → 1 206 €

TOTAL → 2 583 €

Vu l'avis favorable du bureau en date du 2 juillet 2026,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- **d'approuver le versement de ce complément de subventions aux Réseaux des Écoles Rurales privées pour l'année 2025-2026 ;**
- **d'autoriser le président ou son représentant à signer les documents afférents.**

→ *Adopté par 38 voix pour et 1 abstention*

Aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat **Michel MORVANT**

Convention pour le développement de la cohabitation solidaire

L'hébergement temporaire des jeunes, des actifs et des saisonniers ainsi qu'accompagner et favoriser l'hébergement et l'accueil des personnes âgées, sont des enjeux identifiés par Roi Morvan Communauté dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat.

Roi Morvan Communauté compte en 2022, 6 407 jeunes de moins de 30 ans, et 10 375 actifs âgés de 15 à 64 ans. Simultanément, il existe sur le territoire une forte tension sur le parc locatif : peu d'annonces, des loyers inaccessibles pour les actifs, les jeunes et les saisonniers, et un manque d'hébergements ou de logements dédiés. Cela engendre des problématiques de mal-logement de travailleurs et retarde l'autonomie résidentielle des jeunes.

Dans le même temps, l'analyse de la structure de la population par tranche d'âge montre que plus d'un habitant sur trois (38.2%) résidant au sein de Roi Morvan Communauté est âgé de 60 ans et plus. L'âge avancé ainsi que le vieillissement de la population implique un besoin d'adaptation des logements.

L'offre actuelle de logements des jeunes à l'échelle de RMCom se limite aux Résidences Habitat Jeunes, avec 30 places prévues d'ici 2029, avec l'inauguration en mars 2024 de la première antenne à Guiscriff d'une capacité de 10 places.

Pour répondre à ces besoins, la communauté de communes souhaite créer un réseau d'habitat multisites et multiformes, offrant des solutions temporaires et adaptées aux jeunes, aux travailleurs et aux séniors, en les rapprochant de leurs lieux d'emploi ou en maintenant les ménages à domicile plus longtemps.

Depuis plusieurs mois, RMCom travaille avec l'Association pour l'Inclusion par le Logement, l'Emploi et les Solidarités (AILES) pour développer des actions concrètes sur cette thématique et pour ce faire **établir une convention pour développer des solutions d'habitats temporaires pour les jeunes notamment les saisonniers, les actifs et les séniors sur le territoire de RMCom.**

Plusieurs formules de cohabitations sont proposées par l'Ailes :

- **La formule solidaire** : une participation aux charges (80 €/mois) avec des services rendus (réaliser des courses pour la personne, l'accompagner en promenade, réaliser quelques tâches ménagères, etc.) ;

- **La formule conviviale** : une participation financière (180 €/mois) avec le partage de moments conviviaux. Dans ce cas, une demande d'Aide Personnalisée au Logement (APL) peut être formulé par le binôme si le jeune répond aux critères d'éligibilité de la Caisse Allocations Familiales (CAF).

- **Hébergement temporaire chez l'habitant** : le tarif est de 15 € / nuitée dans la limite de 250 € par mois (17€ / 270€ en période hivernale).

- **Les résidences solidaires** : ce dispositif de Tiss'âges permet aux résidences autonomie ou

EHPAD d'accueillir des étudiants ou des jeunes travailleurs. Une convention est signée entre l'AILES et l'établissement pour la mise en relation et l'accompagnement.

> Le contrat de cohabitation intergénérationnelle solidaire prévoit (Hébergeur & hébergé) :
  - Une Adhésion à l'AILES : 30 €/an
  - Un forfait « Accompagnement » : 20 €/mois

L'objectif est de constituer **10 binômes** sur le territoire de Roi Morvan Communauté.

Afin de mettre en œuvre les missions listées ci-dessus, l'association s'appuiera sur un ou une de ses conseiller(ère) habitat jeunes dédié(e) pour le maintien du niveau de compétence sur le sujet de la cohabitation solidaire.

L'association s'engage plus particulièrement à mobiliser un professionnel à hauteur de 10% Equivalent Temps Plein (ETP) pour assurer la mise en œuvre du programme.

RMCom s'engage à verser une subvention annuelle globale d'un montant de 6 000 euros (six mille euros) pour la mise en œuvre du programme sur le territoire, du 1er septembre 2026 au 1er septembre 2028.

Vu l'avis favorable du bureau en date du 2 juillet 2026,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide de :

- **Valider le projet de convention entre Roi Morvan Communauté et Ailes pour le développement de la cohabitation solidaire pour une durée de 2 ans (2026-2028) ;**
- **Valider la participation financière annuelle de Roi Morvan Communauté à hauteur de 6 000€ ;**
- **Valider l'objectif de constituer 10 binômes sur la durée de la convention ;**
- **Autoriser le président à signer les pièces afférentes.**

→ ***Adopté à l'unanimité***

Michel Morvant précise qu'il pourra y avoir des binômes pour les plus de 30 ans si le besoin s'en fait sentir.
Le dispositif est à diffuser largement par les élus auprès des habitants.

Présentation du PLH et du PdMs – intervention de Carmen Jaffrelot, chargée de mission mobilités habitat au sein de RMCom.

Jean Charles Lohé informe de la création du Syndicat Mixte des Mobilités régional qui s'appuie sur des bassins de mobilité. Le territoire du COB constitue un bassin de mobilité. Le syndicat a mis en place le VMRR : versement mobilités régional rural dont le produit sera réparti pour partie entre les EPCI. Le VMRR, applicable aux entreprises de plus de 11 salariés est fixé à 0.08% pour les territoires ruraux dont le COB et de 1.5% pour les territoires plus urbains.
Divers objectifs : de décarbonation, de péréquation entre territoires, de réflexion partagée entre acteurs pour assurer une continuité de transport.

Renée Courtel souligne que nos gros employeurs cotisent désormais et il faudra qu'on ait un retour sur le territoire pour améliorer le transport.

Natacha Sannier remarque que les dispositifs ne doivent pas être concentrés sur les 3 centralités car les habitants des petites communes ont des problèmes pour se rendre sur les centralités.
Jean Charles Lohé répond que rien n'est décidé pour l'instant, on expérimente mais la remarque est pertinente.
Il cite l'exemple de Kreizi carr à Cléden Poher qui répond à une vraie demande.

Michel Morvant, concernant le PLH, précise que dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) précédentes, RMCom avait un opérateur qui accompagnait les ménages dans leurs dossiers et projets. En 2025, dans le cadre du pacte territorial, la consultation des opérateurs a abouti à des offres trop onéreuses et aucun opérateur n'a été retenu.
Cependant on s'appuie sur les services de l'ALECOB pour accompagner les ménages et on aide les ménages modestes pour le financement de l'assistance à maitrise d'ouvrage (AMO) jusqu'à 400 € ; l'Etat finance l'AMO pour les ménages très modestes.

Divers
Sébastien Wacrenier informe l'assemblée qu'un rendez-vous est prévu semaine prochaine avec le Préfet sur le problème de sécheresse.

La séance est levée.

Signature secrétaire de séance :
Eric JEAN



Signature Président :
Sébastien WACRENIER



ANNEXES

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260713-2026_110-DE

Roi Morvan Communauté

ROI MORVAN COMMUNAUTE

RAPPORT ANNUEL SUR LE SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

(Suivant décret 2015-1827 du 30 décembre 2015)

ANNEE 2025 SYNTHESE

Service déchets ménagers – juin 2026

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260713-2026_110-DE

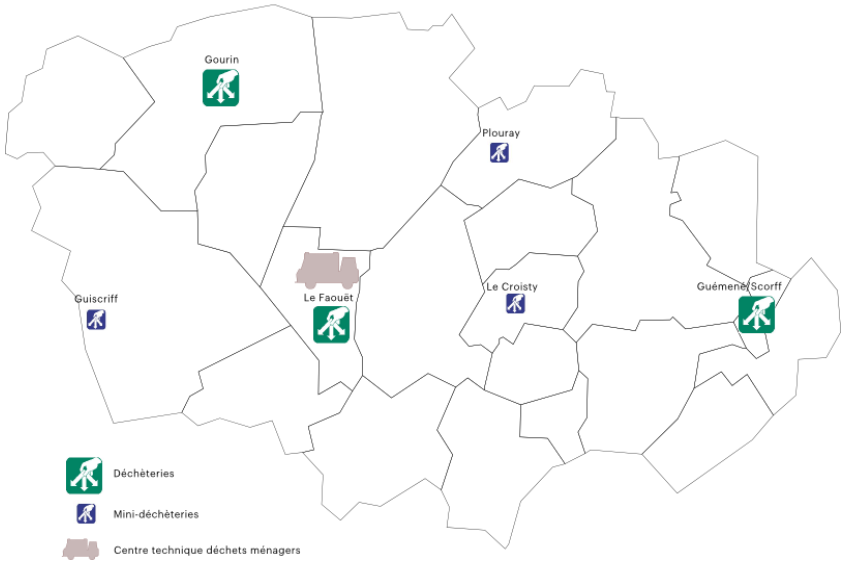
LE TERRITOIRE ET L'ORGANISATION DU SERVICE

21 communes. **25 642** habitants (pop. INSEE-SINOE) - **28 193** population DGF. 764 km². 33 habitants au km², typologie « rural dispersé ».

COLLECTE

Flux collecté	Mode de collecte	Organisation	Fréquence majoritaire
Ordures ménagères résiduelles	Points de regroupement et bacs individuels	Régie, 4 équipes, 16 tournées	Une fois par semaine (C1) majoritaire
Emballages de collecte sélective	Points de regroupement et bacs dédiés établissements	Régie, 2 équipes, 16 tournées	Une fois par quinzaine (C0.5)
Verre, journaux-revues-magazines	Apport volontaire	Prestataires	Selon le taux de remplissage, C1 à C0.25
Encombrants, végétaux, gravats, bois, métaux, cartons, DEEE, DDS, piles, batteries, lampes…	Déchèteries et éco-stations	Prestataires	Selon le taux de remplissage

INSTALLATIONS DU SERVICE DECHETS MENAGERS DE RMCOM



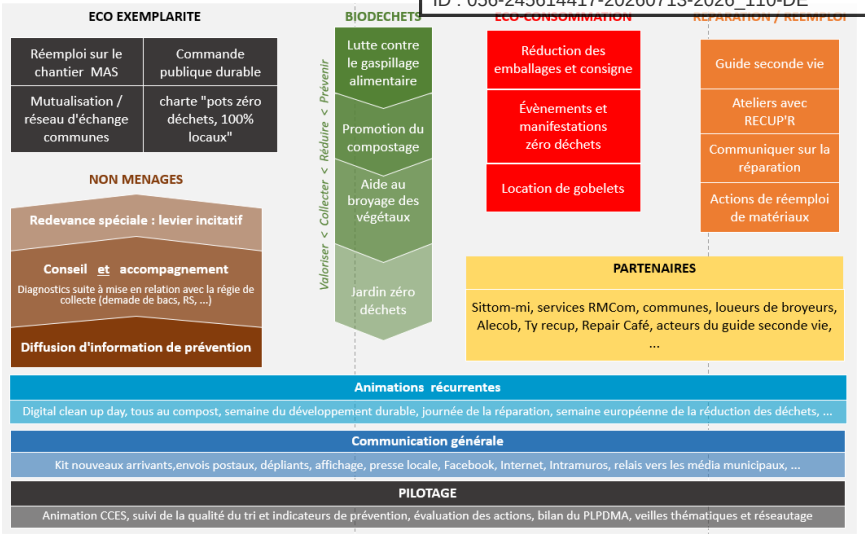
TRAITEMENT

La compétence transport - traitement des ordures ménagères et des collectes séparatives est dévolue au Sittom-mi.
La compétence traitement des produits de déchèteries est rattachée à la compétence collecte exercée par Roi Morvan Communauté.

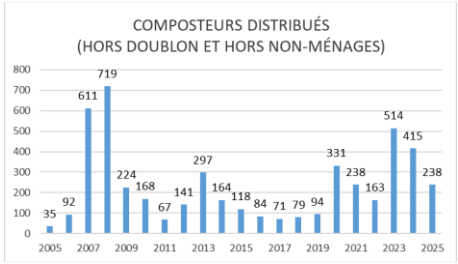
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260713-2026_110-DE

PREVENTION

- **PROGRAMME LOCAL DE PREVENTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (PLPDMA)** :
  - Le PLPDMA a été adopté en décembre 2025 jusqu'à fin 2029 avec 5 axes de travail.
  - Biodéchets
  - Réduire les emballages
  - Favoriser la réparation
  - Développer le réemploi, l'écologie industrielle et territoriale auprès des non ménages.
  - Evènements zéro déchet et éco-exemplarité



- **GESTION DE PROXIMITE DES BIODECHETS** :
  - Année 3 du programme, 238 ménages équipés en plus, 41% de la population dotée (255 tonnes évitées)
  - Développement du compostage partagé : 11 sites installés
  - Ressource végétale : vote de l'arrêt des tontes et feuilles mortes en déchèteries pour 2026



- **RESSOURCERIE RECUP'R** :
  - Collecte en déchèterie ou apport à Recup'R, 88 tonnes d'objets vendus pour réemploi.



COMMUNICATION TRI ET PREVENTION TOUT AU LONG DE L'ANNEE

COMMUNICATION GENERALE

Dépôt d'affiches et de flyers divers dans les communes
Articles dans les bulletins communautaires et municipaux
Publication d'évènements dans les « infos locales » de la presse
Communiqués de presse / articles de presse
Courriers de sensibilisation aux erreurs de tri
Publication sur les sites internet de RMCom et des communes
Publication sur Intramuros / Facebook de RMCom et des communes
Application des mairies (ex : panneaux pocket)
Affichage numérique communal
Photos des évènements et suivi des retombées presse

ANIMATIONS

Février : Visite de centre de tri des emballages
Mars : Digital clean up Day et sensibilisation au tri auprès des professionnels (lien France service)
Avril : Gratiferia et création d'éponge tawashi (lien espace de vie sociale)
Mai : atelier marque page récup (médiathèque)
Juin : visite de centre de tri, création de coussin sensoriel (lien service enfance jeunesse)
Juillet - Août : consultation publique PLPDMA, Appel à projet régionaux
Octobre : journées nationales de la réparation avec les acteurs du territoire
Novembre : visite du site de Guyot environnement, visite Retrilog grand public
Décembre : Fresque économie circulaire agents de différents services
Décembre : atelier furoshiki et compostage au marché de Noël de Ploërdut,
Décembre : visite de centre tri textiles (collège BTS ST Yves)
Toute l'année : formations d'initiation au compostage, inauguration de sites de compostage partagé
Toute l'année : permanences de mise à disposition de composteurs

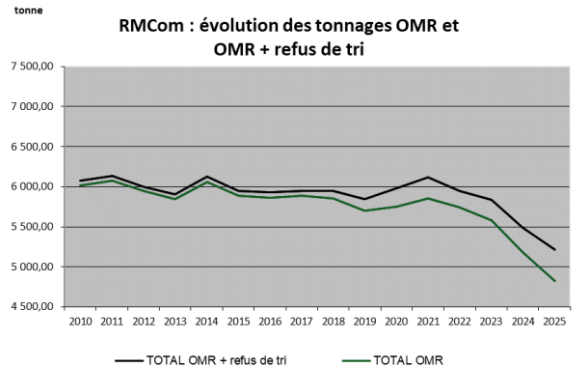
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260713-2026_110-DE

COLLECTE ORDURES MENAGERES RESIDUELLES ET COLLECTES SELECTIVES

Roi Morvan Communauté collecte les verre, papier, emballages légers et les ordures ménagères résiduelles (OMR). 2 associations collectent les textiles.

Collecte	Tonnages 2025	Performance en kg / habitant DGF / an	Type de traitement	Evolution des tonnages / 2010	Eléments de comparaison SITTOM-MI en kg / habitant DGF
Verre	1 205	43	Valorisation matière	-2%	49
Papier	243	8.6	Valorisation matière	-50%	
Emballages ménagers	1 219tonnes entrantes, 32% refus	43 dont 14 de refus => 29 valorisables	Tri Refus : valorisation énergétique Valorisation matière	+218%	52 / 59
Ordures ménagères résiduelles	4 822	171	Valorisation énergétique	-17%	137
Total (avec textiles 82 tonnes)	**7 571**	**268.5**	**31% valorisation matière 69% valorisation énergétique**	**-7%**	**245**

Les tonnages des flux de collecte baissent de 7% par rapport à 2010. La baisse est particulièrement sensible pour les ordures ménagères ces dernières années et conforte la politique menée de prévention des déchets et de prise en compte des professionnels dans le service public.
Cependant, la production par habitant reste au-dessus de la moyenne du Sittom-mi, ce qui s'explique aussi par le passage à la tarification incitative d'une partie des collectivité adhérentes.
La production par habitant DGF **baisse de 4.5% par rapport à 2010 %** et passe de 276 kg/habitant à 269 kg/habitant.



Il faut favoriser la prévention et le respect des consignes de tri via la communication maintenue mais aussi par des mesures techniques et financières adaptées aux différentes catégories d'usagers du service.

FOCUS : QUALITE DU TRI

Nationalement et aussi localement, la qualité du tri se dégrade beaucoup.
La part des refus de tri passe de 16 à 32% depuis 2010.
La dégradation de la qualité ne concerne pas que des emballages mal triés.
On retrouve de plus en plus des déchets de toutes nature : pneus, ferrailles, électro ménagers, ordures ménagères, jeux, produits du bâtiment, de l'agriculture, matériel médical…
Ces objets peuvent endommager les machines et mettre en danger les salariés et l'installation : casse, explosions, départ d'incendie.
Il devient nécessaire de mener un pré-tri visuel au dépotage avant l'entrée en centre de tri.
Cela est un surcoût pour la collectivité (surtri et retraitement)






Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260713-2026_110-DE

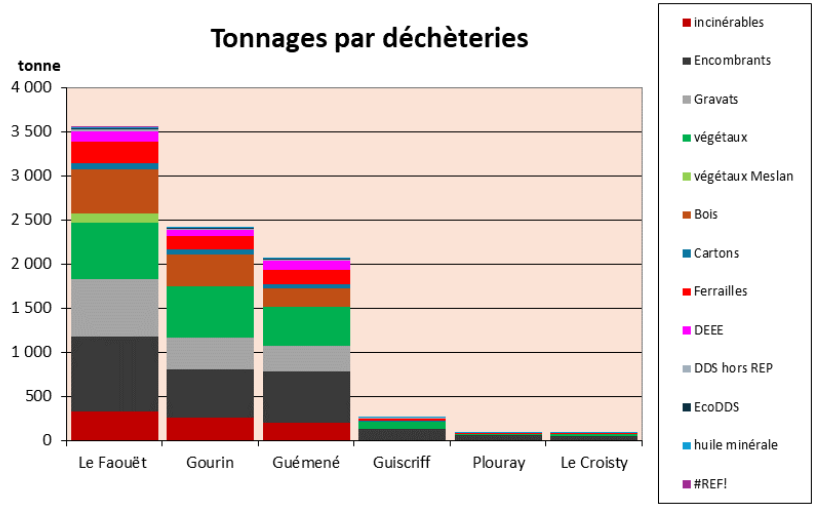
DECHETERIES

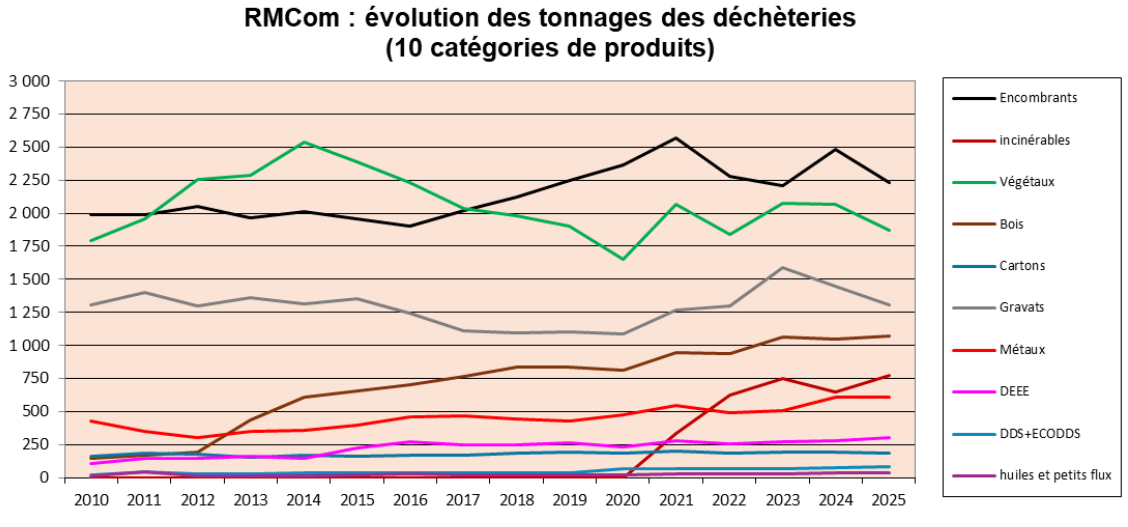
3 déchèteries principales, 3 éco-stations et une benne « végétaux » isolée.
En 2025, les tonnages baissent légèrement ; notamment les végétaux (effet météo), les gravats et les encombrants, flux le plus onéreux à traiter.
8 469 tonnes apportées en déchèteries : 300 kg/habitant DGF.

- Les 3 déchèteries principales concentrent 96 % des visites et 95% des apports, dont 42% sur la seule déchèterie du Faouët.
- En moyenne 3 visites par an par habitant DGF et une moyenne de 103 kg par visite, gravats inclus, en légère baisse.
- Le tout-venant (encombrant + incinérable) est le flux majoritaire en déchèterie.

Les modes de traitement en déchèteries :

- 42% en enfouissement sans valorisation : gravats et encombrants.
- 58% valorisation matière ou énergétique.



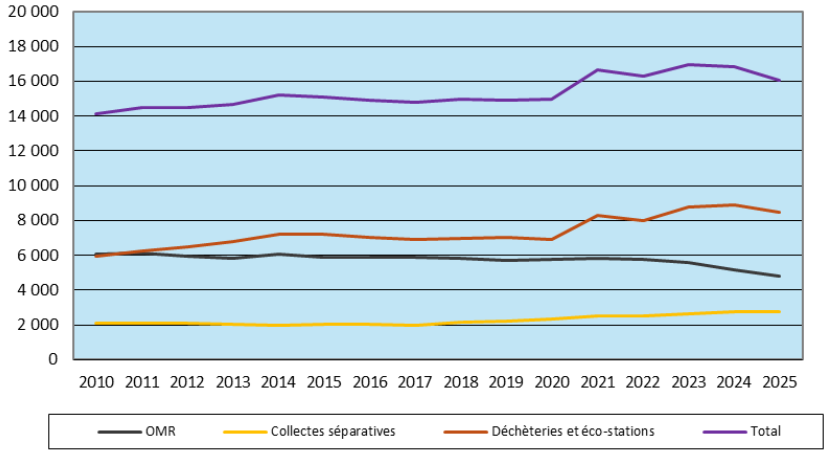


Les déchèteries vont faire l'objet d'un programme pluriannuel de rénovation afin d'en faciliter l'usage , de trier plus de matériaux et de sécuriser les sites.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260713-2026_110-DE

COLLECTE - TRAITEMENT : REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES TONNAGES PAR FILIERES

RMCom : évolution des collectes



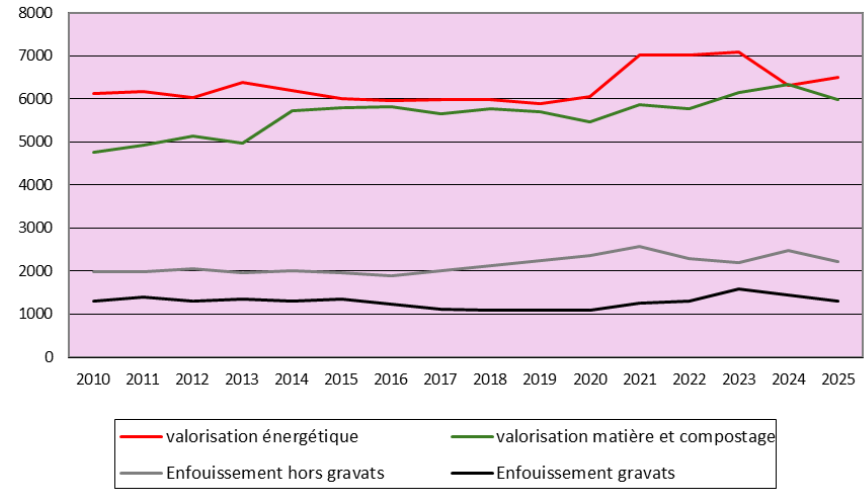
Depuis 2010, la hausse des tonnages des déchets ménagers et assimilés est de 13.5%. La production par habitant augmente de 19% sur la période.

En 2025 par rapport à 2024 :

- Les tonnages d'ordures ménagères résiduelles baissent de 359 tonnes.
- Les tonnages de collecte séparatives sont stables.la baisse du papier est compensée par la hausse des emballages mais la part des indésirables qu'ils contiennent augmente ce qui fait que le tonnage réel d'emballages à recycler régresse de 4% (-34 tonnes).
- Les tonnages en déchèteries baissent de 420 tonnes

Moins d'habitants produisent en moyenne chacun plus de déchets, qui sont amenés majoritairement en déchèterie.

RM Com: évolution entre filières de traitement



- La valorisation matière diminue du fait notamment des végétaux.
- La valorisation énergétique progresse malgré la baisse notable des OMR du fait des apports d'incinérables de déchèteries. La baisse de l'enfouissement y est liée.
- Les gravats enfouis, continuent de baisser en 2025.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260713-2026_110-DE

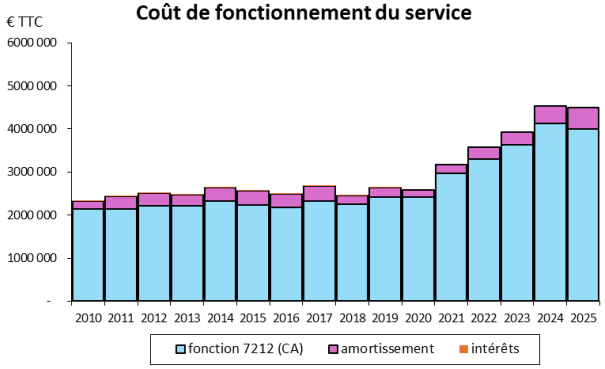
INDICATEURS FINANCIERS

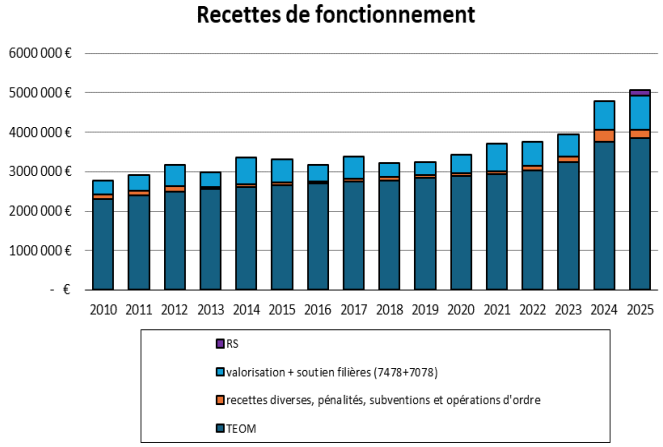
FONCTIONNEMENT

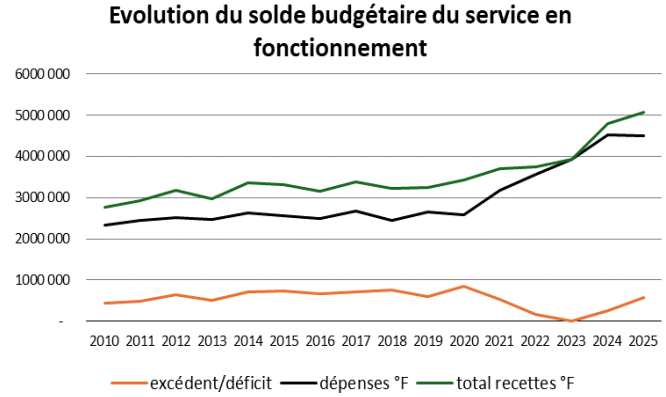
Les **dépenses de fonctionnement** sont de **4.49 M€**. La variation globale du budget est de + 93% par rapport à 2010. Une baisse de 1% par rapport à 2024, principalement du fait de de conditions tarifaires plus intéressantes au renouvellement du marché de tri par le Sittom-mi. Les principaux postes de dépenses au compte administratif sont :

- La régie de collecte et les services communs : 1.71 M€ (+6%) augmentation essentiellement liée aux amortissements.
- Les marchés de prestations de services, principalement la gestion des déchèteries : 1.48 M€ (+2.5%)
- Les contributions au Sittom-mi pour le traitement des OMR et le tri des emballages : 1.30 M€ (-12%)

Les **recettes de fonctionnement** sont de **5.07 M€**. Elles sont à 76% constituées de la TEOM. Le taux n'a été augmenté en 2025. Les autres recettes sont pour 17% des recettes de valorisation de produits recyclables et le versement de soutiens d'éco-organismes et46% de recettes diverses et pour 3% la redevance spéciale.
La redevance spéciale pour la gestion des déchets des non-ménages est celle de 2024 perçue en 2025 et la redevance 2025 d'un usager sorti du service en cours d'année.







L'excédent budgétaire de de **0.57 M€** est intégré au budget général peut servir au financement d'investissement futurs.

INVESTISSEMENT (TTC), hors opérations d'ordre

Les **dépenses d'investissements** sont de **0.73 M€** et sont consacrés cette année à des achats de bacs, d'immobilisateurs, de composteurs, une BOM en renouvellement et le paiement du solde de celle de l'année précédente, des travaux d'électricité (entretien) au centre technique.
Les **recettes d'investissements** réelles sont nulles. Il s'agit uniquement d'amortissement comptables.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260713-2026_110-DE

REPARTITION DES COÛTS (incluant RECUP'R) – METHODE COMPTACOÛT

En cours d'élaboration

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260713-2026_110-DE

FAITS MARQUANTS 2025

- Validation du programme de prévention des déchets ménagers et assimilés.
- La collectivité est lauréate à l'appel à projet économie circulaire pour un programme d'action de réemploi des matériaux multi-acteurs en 2026-2027.
- Le programme de gestion de proximité progresse moins bien que les années précédentes.
- Baisse sensible des OMR, augmentation persistante des tonnages d'emballages mais du fait de l'augmentation des erreurs de tri.
- La collectivité est lauréate à l'appel à projet « carton » de Citeo pour la mise ne place d'une collecte séparée des cartons en apport volontaire en 2026.
- Démarrage des études de maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la déchèterie de Le Faouët. Subvention de l'Etat et de la Région en plus du contrat de territoire avec le département.
- Hausse des recette matériaux et des soutiens en lien avec la hausse des tonnages d'emballages (décalage de versement des recettes).
- Recette de redevances spéciales versées à service échu en 2025.
- Solde budgétaire de fonctionnement positif mais insuffisant pour financer l'investissement réel de l'année.

PROJETS 2026-2027

PREVENTION / ECONOMIE CIRCULAIRE

- **Généralisation du tri à la source des biodéchets : 04-2023 / 03-2027.**
- **Accompagnement à la valorisation des tontes et des feuilles mortes à la parcelle en parallèle à l'arrêt des dépôts en déchèteries.**
- **Coordination d'un programme d'actions multi-acteurs de réemploi des matériaux.**
- Recrutements de services civiques dans le cadre du dispositif « hermines du zéro déchets » de la région pour des actions d'animation sensibilisation à la prévention et au tri et déchets.

COLLECTE ORDURES MENAGERES RESIDUELLES

- Achat d'une BOM et réception de la BOM achetée en 2025.
- **Bilan de la réduction des fréquences de collecte OMR de 1 fois par semaine à 1 fois par quinzaine sur un secteur hors bourg.**

COLLECTES SELECTIVES

- **Déploiement d'une collecte séparée des cartons sur l'ensemble du territoire.**
- Actions correctives sur la qualité du tri, en lien avec le Sittom-mi et avec les « hermines du zéro déchet ».

DECHETERIES

- **Fin des études et début des travaux à la déchèterie du Faouët. Début des études de maîtrise d'œuvre pour la déchèterie de Guémené/Scorff.**
- Relance des marchés de gestion des déchèteries (haut de quai, transport, traitements)
- Identification des professionnels en déchèterie et évolution des modalités de tarification.
- Préparation de signature des contrats avec les éco-organismes (sous réserve des nouveaux agréments et cahier des charges pour certains).

TRANSVERSAL

- **Projet de station de transfert : réorganisation des collectes à la construction d'une station de transfert par le Sittom-mi sur le territoire de RMCom.**
- **Recherche d'un logiciel de calcul pour la refonte des collectes et leur optimisation.**
- Mise à jour du règlement de collecte
- Réflexion sur les pistes d'économies et de recette nouvelles pour les années à venir.
- Qualité du service : sourcing pour une prestation de lavage des bacs pour 2027

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

Roi Morvan Communauté

ROI MORVAN COMMUNAUTE

RAPPORT ANNUEL SUR LE SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

(Suivant décret 2015-1827 du 30 décembre 2015)

ANNEE 2025

Service déchets ménagers – juin 2025

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

SOMMAIRE

Présentation générale

- Territoire
- Compétence
- Organisation du service
- Equipements du service
- Personnel du service

Indicateurs techniques

- Communication
- Prévention
- Pré-collecte
- Collectes
- Déchèteries
- Traitement
- Synthèse des indicateurs de performance

Indicateurs financiers

- Modalités d'exploitation
- Dépenses
- Recettes
- Coûts complets et coûts aidés : en cours d'élaboration

Bilan et perspectives

Glossaire

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

PRESENTATION GENERALE : LE TERRITOIRE

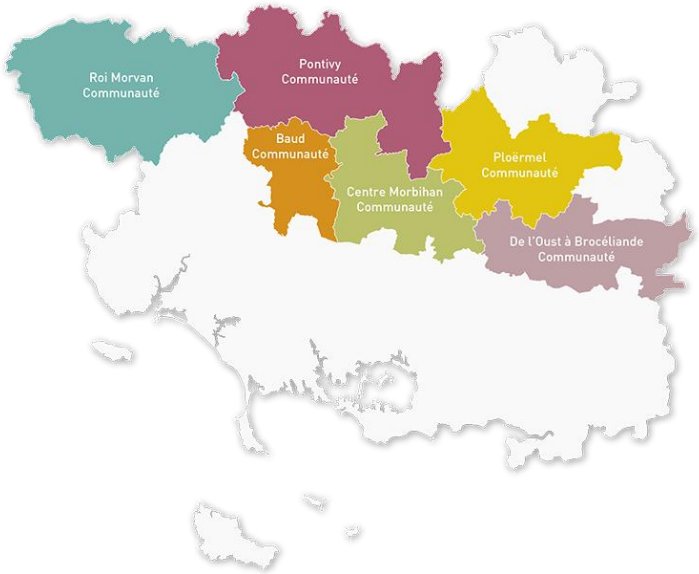
21 communes, typologie « rural dispersé ».
28 193 habitants population DGF.
25 059 habitants pop. municipale INSEE. 12 530 ménages (taille d'un ménage :2 personnes)
25 642 habitants (pop. INSEE ajustée ADEME/SINOE)
764 km²
En moyenne 33 habitants au km², pas de surclassement saisonnier.



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

PRESENTATION GENERALE : LES COMPETENCES EXERCEES

	Prévention	Collectes séparatives	Déchets résiduels (OMR)	Déchèteries
				
Compétence Collecte	RMCom	RMCom	RMCom	RMCom
Compétence Traitement	SITTOM-MI	SITTOM-MI	SITTOM-MI	RMCom



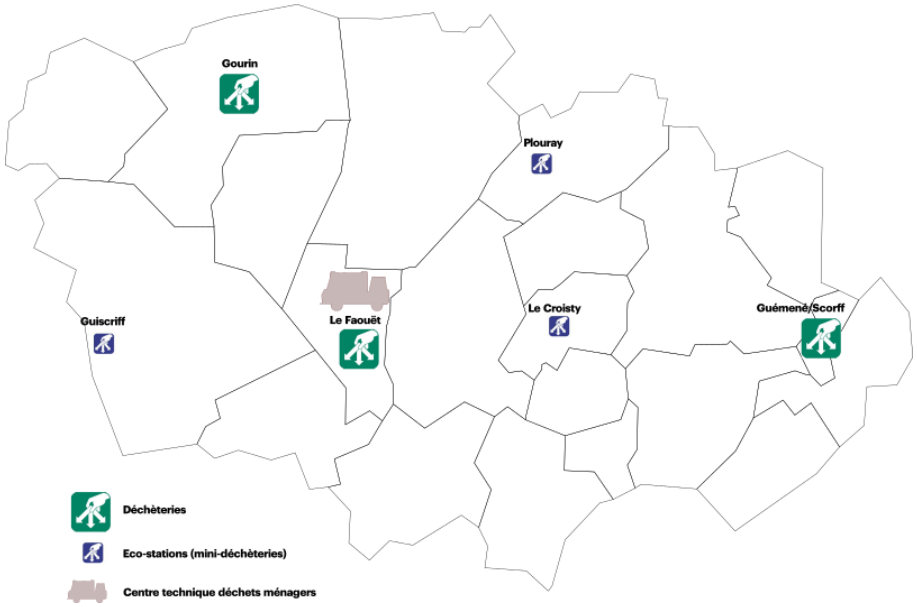
Roi Morvan Communauté a la compétence « collecte » et « déchèterie ». Elle est adhérente au SITTOM-MI.
Le SITTOM-MI a la compétence pour le traitement des ordures ménagères, des produits des collectes séparées des emballages légers, du verre, du papier et apporte une solution de traitement à la collecte séparée des biodéchets, le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

PRESENTATION GENERALE : ORGANISATION DU SERVICE GESTION DES DECHETS

Flux collecté	Mode de collecte	Organisation de collecte	Fréquence majoritaire
Ordures ménagères résiduelles	Porte à porte et points de regroupement	Régie, 4 équipes, 16 tournées	Une fois par semaine majoritaire (C1)
Emballages légers de collecte sélective	Points de regroupement	Régie, 2 équipes, 16 tournées	Une fois par quinzaine (C0.5)
Verre, journaux-revues-magazines	Apport volontaire	Prestataires	Selon le taux de remplissage, C1 à C0.5 en majorité
Encombrants, végétaux, gravats, bois, métaux, cartons, DEEE, DDS, piles, batteries, lampes, …	Déchèteries	Prestataires	Selon le taux de remplissage

INSTALLATIONS DU SERVICE GESTION DES DECHETS DE RMCOM



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

PRESENTATION GENERALE : DECHETERIES COMMUNAUTAIRES

La collectivité gère six équipements

- 3 déchèteries principales : Gourin, Guémené/Scorff et Le Faouët.
- 3 éco-stations (mini-déchèteries) : Le Croisty, Guiscriff, Plouray.

Depuis le changement de réglementation en 2012, 4 déchèteries sont classées ICPE sous le régime de la déclaration contrôlée. Les deux installations du Croisty et de Plouray ne relèvent plus du régime ICPE. Dans les faits, l'éco-station de Guiscriff est inférieure aux seuils.
La collectivité est propriétaire des bennes des éco-stations et des contenants de haut de quai (partie accessible aux usagers) des déchèteries : caissons DEEE, DMS, Recyclerie, PSE, plastique souple.



PRESENTATION GENERALE : EQUIPEMENTS DE PRE-COLLECTE



Bacs OMR 660 l



sacs cabas + bacs 1100 l



Colonne d'apport verre et papier



composteur à disposition chez l'usager

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

PRESENTATION GENERALE : LOCAUX DU SERVICE

Les personnels, véhicules et matériels du service sont regroupés au centre technique déchets ménagers, 5, route du vieux moulin, ZI de Pont Min au Faouët, depuis janvier 2012.
En 2018, une cuve à carburant a été installée pour les véhicules du service.



PRESENTATION GENERALE : VEHICULES DU SERVICE

La collectivité utilise 8 bennes à ordures ménagères (BOM) : 7 bennes en collecte, et 1 véhicule de secours. Une benne est sur parc, hors service pour cession à la réception de prochaine benne commandée en cours d'année.
1 fourgon et 2 véhicules légers sont affectés au service.
En 2025, 1 BOM commandée en 2024 a été réceptionné en juillet 2025.
Fin 2025 le parc de BOM est constitué des véhicules suivants :

Bennes de collecte	année	PTAC	charge utile	type de benne	préhension	affectation	type de cabine.
DAF/PACKMAT	2025	26 t	10.5 t	caisson fixe	latérale	CS	haute.
RENAULT/SEMAT	2024	26 t	11.0 t	caisson fixe	arrière	CS	haute.
DAF/PACKMAT	2023	26 t	10.5 t	caisson fixe	latérale	CS	haute.
RENAULT/SEMAT	2021	26 t	11.4 t	caisson fixe	arrière	OMR	haute.
DAF/PACKMAT	2021	26 t	10.5 t	caisson fixe	latérale	OMR	haute.
DAF/PACKMAT	2020	26 t	10.7 t	caisson fixe	latérale	OMR	haute.
DAF/PACKMAT	2018	26 t	8.5 t	caisson déposable	latérale	OMR	haute.
MERCEDES/SEMAT	2014	26 t	11.6 t	caisson fixe	arrière	Secours	basse.
ACCESS/FAUN	2012	26 t	11.8 t	caisson fixe	arrière	Hors service	basse.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

PRESENTATION GENERALE : PERSONNEL DU SERVICE

Fin 2025, le service gestion des déchets est composé de 16 postes avec des renforts sur la prévention et pour la collecte sélective

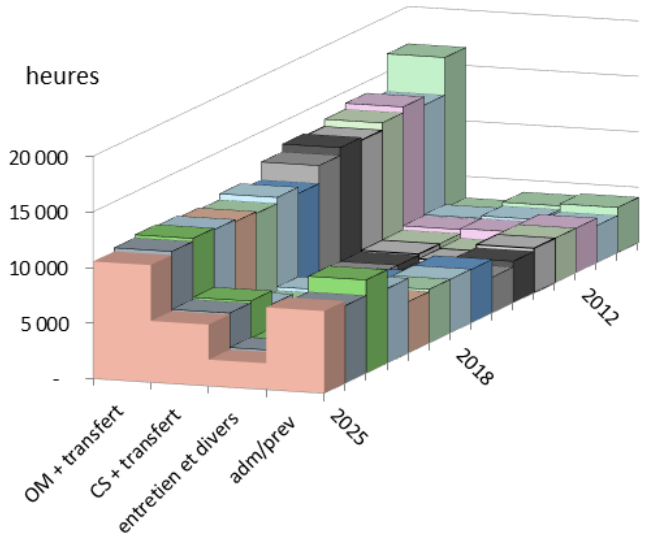
- 6.2 postes de collecte des OMR,
- 4.2 postes de collecte sélective, suite au basculement partiel de la collecte en benne arrière vers la collecte latérale mono-opérateur,
- 1 poste de support technique (entretien-maintenance et polyvalent),
- 3 postes technico-administratifs : coordinatrice régie, 1 responsable collecte & chargée de projet (CDD 2022-2025), 1 responsable de service.
- 2 postes de prévention : 1 chargée de mission tri - prévention des déchets, 1 chargée de mission gestion de proximité des biodéchets (2023-2027)

Des agents temporaires sont recrutés pour les remplacements d'absence et pour surcroît d'activité.

Le service totalise 25 818 heures de travail, équivalent à 16.07 temps complets (-1%) avec une stabilisation des réorganisations pour la collecte des emballages.

Les heures de gardiennage des éco-stations ne sont pas comptées car occupés par des agents d'Alesi et concernent 3 postes à temps non complet pour 881 heures.

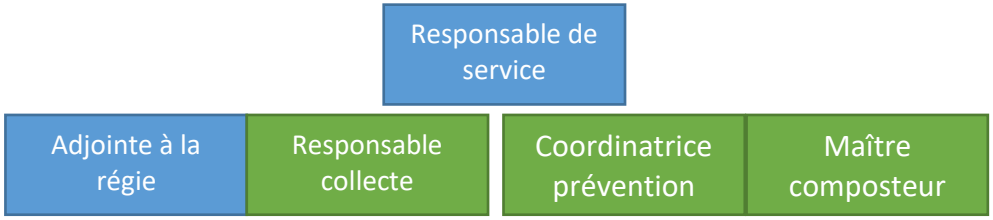
Répartition des heures de travail selon l'activité



PRESENTATION GENERALE – PERSONNEL ORGANISATION ET PREVENTION

Les postes sont occupés fin 2025 par :

- 2 titulaires en activité dont 1 à temps non complet
- 3 contractuels en contrats de projets ou vacance de poste permanent.



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

PRESENTATION GENERALE – PERSONNEL REGIE DE COLLECTE

Heures d'activité « régie » : 19043 h en baisse, équivalent à 11.85 temps complets. Le doublement du nombre de services « emballages » a été compensé par le passage de 80% des tournées en benne latérale.
45 heures de formation : FCO pour divers agents.

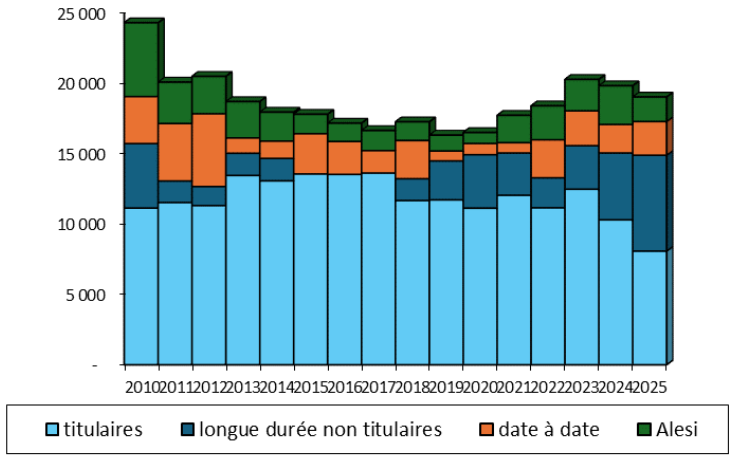
Événements marquants de l'année, mouvement de personnel :

- 2 agents en arrêt maladie continu sur l'année, 2 agents en disponibilité.
- 1 poste de chauffeur en plus (doublement de la collecte des emballages)
- Plus de la moitié du temps de travail est effectué par des contractuels, ce qui apporte de la souplesse mais pose aussi des problèmes de continuité de service.

Les postes de la régie de collecte sont occupés fin 2025 par :

- 6 titulaires en activité dont 1 à temps non complet.
- 4 contractuels en CDD longue durée en remplacement des titulaires indisponibles.
- 11 contractuels en CDD courts en remplacement des agents absents principalement l'été.
- 9 salariés d'Alesi en mission de remplacement d'agents absents, surcroît d'activité pour panne, tout au long de l'année.

Heures de la régie de collecte, par type de contrat





Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES – COMMUNICATION

Des actions de communications sont réalisées tout au long de l'année par le service dont les principaux sont les suivants :

- Dépôt d'affiches et de flyers divers dans les communes + envoi dans les mairies et les médiathèques pour affichage
- Bulletins municipaux pour promouvoir des évènements et des informations sur la prévention et le tri
- Publication d'évènements dans les « infos locales » de la presse
- Communiqués de presse / articles de presse
- Courriers pour faire de la sensibilisation aux erreurs de tri et invitation aux formations d'initiation au compostage, permanences de mise à disposition de composteurs
- Publication sur les sites internet de RMCom et des communes
- Publication sur Intramuros / Facebook de RMCom et des communes
- Application des mairies (ex : panneaux pocket)
- Affichage numérique communal
- Photos des évènements





La gratiféria fait le plein de chineurs solidaires

Entre dons et trouvailles, les visiteurs ont largement profité de la gratiféria.

● La gratiféria a une nouvelle fois trouvé son public, samedi, dans la salle Jean-Moëc.
Organisée par Roi Morvan Communauté, en partenariat avec la Croix-Rouge, cette foire pas comme les autres a attiré un flux continu de visiteurs entre 10 h et 16 h.

Une belle fréquentation

« Le principe séduit. Ici, tout est gratuit. Chacun peut déposer des objets dont il n'a plus l'usage et repartir avec d'autres, sans échange d'argent. À 13 h, nous avions déjà dépassé les 100 visiteurs », se félicitent les organisateurs, satisfaits de la fréquentation.
Au fil de la journée, vêtements, livres, vaisselle ou petits équipements ont changé de mains dans une belle ambiance.
Tous les dons sont contrôlés à l'entrée afin de garantir leur qualité. Les objets restants sont ensuite recyclés ou confiés à la Croix-Rouge.



Plus de pelouses et feuilles mortes en déchetterie

Roi Morvan Communauté — Les élus ont tenu leur conseil, jeudi, et ont voté l'interdiction, dès le 1er juin 2026, de déposer en déchetterie tontes de pelouse et feuilles mortes. Des solutions seront proposées.

Une grosse soirée attendait les élus de Roi Morvan Communauté, jeudi, à la salle de Tronjoly, à Gourin. Dix bordereaux étaient sur les tables et lors de ce conseil, c'est aussi le départ à la retraite de Rosine Gouez qui a été fêté. Elle avait été recrutée par Roi Morvan Communauté en 2004 pour occuper le poste de responsable du Point accueil emploi (PAE), devenu en 2021 la maison France services.

1 Les tontes de pelouses interdites en déchetterie en 2026

En début de séance, Sébastien Wacrenier, maire de Meslan et vice-président de la commission déchets a présenté le rapport annuel 2024 concernant leur gestion. Et elle n'a pas fait l'unanimité.
Les déchets verts représentant 2 070 tonnes à l'année, collectés en déchetterie et transportés hors du territoire. Le déploiement du tri à la source des biodéchets sur le territoire se réalise en grande partie avec un compostage sur place. « **Cependant, dans un contexte compliqué, avec des déchetteries saturées, et la difficulté d'agrandir leur surface d'accueil, il serait souhaitable de faire évoluer leur règlement. Ainsi, à compter du 1er juin 2026, les tontes de pelouses et les feuilles mortes ne seront plus acceptées. Des mesures d'accompagnement seront mises en place dès le premier semestre 2026. Ceci ferait économiser quelque 20 000 € à la collectivité, et le nombre de passages en déchetterie serait donc réduit** », a expliqué le vice-président.
David Guilloux, maire de Berné ; Christian Faivret, maire du Faouët, et son adjointe, ont voté contre cette décision. « **On vote une interdiction alors qu'on ne propose pas de solution en contrepartie, alors qu'il en existe** », a argumenté le maire du Faouët.

2 60 € d'aide pour réduire le prix de la location d'un broyeur

La commission déchets propose une aide financière de 60 € TTC par foyer et par an pour l'année 2026 pour la location d'un broyeur à végétaux. Dans la limite de 60 foyers du territoire.

3 Fonds de concours pour Ploërdut

La commune de Ploërdut sollicite l'attribution d'un fonds de concours pour l'extension de la Maison de santé, afin d'accueillir de nouveaux professionnels. 29 962 € seront accordés.

4 Développement durable et habitat

Sur le territoire de RM Com, la problématique du logement est cruciale : maisons anciennes mal isolées, offre locative insuffisante... Le Plan local de l'habitat (PLH) est sur les rails et le travail se poursuit avec des partenaires (les communes, l'État, le pays COB, et l'Agence locale de maîtrise de l'énergie et du climat du centre ouest Bretagne ou Alecob...). Budget estimé : 2 944 millions d'euros. 150 000 € seront consacrés à l'ingénierie.

5 Vers un forum Santé mentale

Depuis la crise de 2020, des études nationales soulignent l'augmentation des difficultés rencontrées par les jeunes de moins de 30 ans, en matière de santé mentale, d'isolement et de perte de repères.
Le conseil communautaire mène dorénavant des actions de formation auprès des personnels éducatifs du territoire. Une journée *Premier accueil. Première écoute* aura lieu le jeudi 25 septembre, à la salle des fêtes de Tronjoly.

6 Des récits sonores autour des sites patrimoniaux

La communauté de communes soutient l'éducation artistique et culturelle... et aussi son patrimoine. Autour des sites, de l'alignement de Guernanroué, à Roudoualleac (néolithique) ; du tumulus de Kermain, à Langonnet (âge du bronze) ; de la carrière de Locuon à Ploërdut (gallo-romain) ; de la motte castrale de Kermain, à Langonnet (XIIe siècle), et du village médiéval de Pont-Calleck et des Bains de la Reine à Guéméné-sur-Scorff, les élèves du collège Jean-Corentin-Carré, au Faouët, ont travaillé avec l'école de musique et la compagnie La Bande à Grimaud, pour la création de récits sonores, conditionnés à la réalité des faits historiques. Ces œuvres auront vocation à intégrer le parcours d'interprétation archéologique intercommunal existant. 19 300 € seront attribués à La Bande à Grimaud, compagnie théâtrale basée à Lorient.

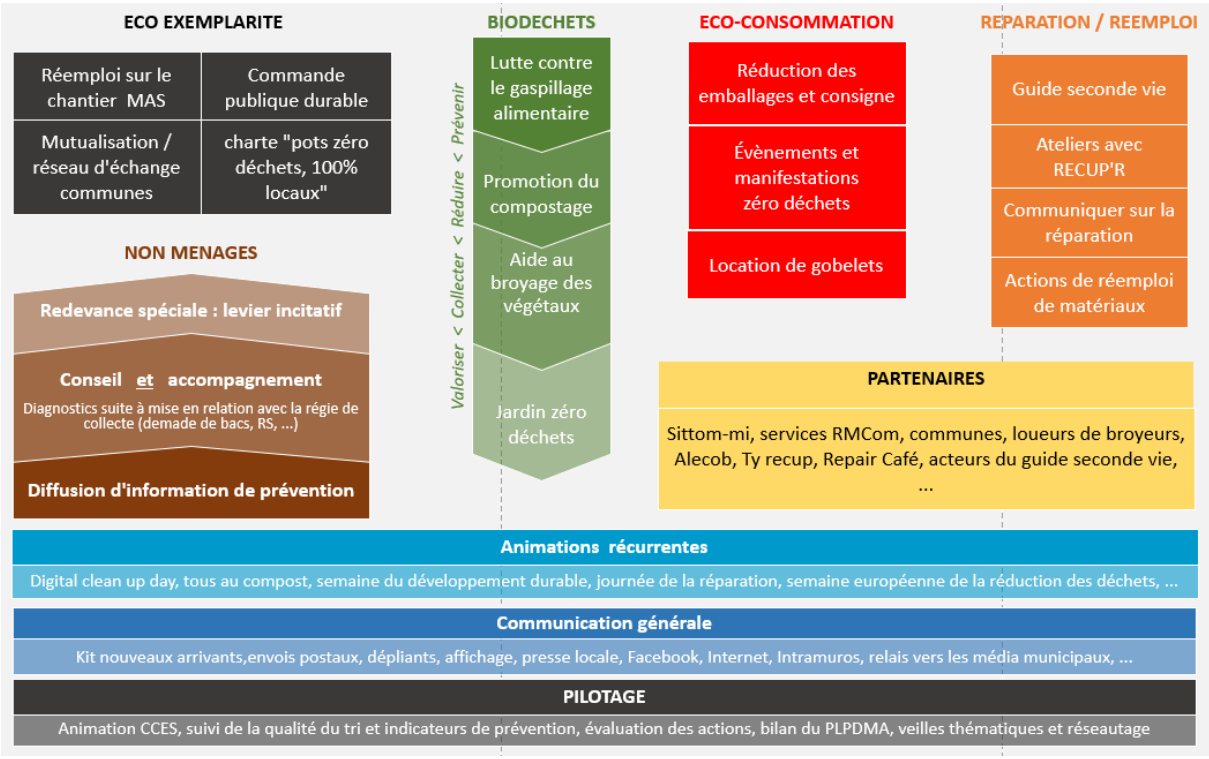
D'ici 2026, des solutions alternatives seront proposées pour se débarrasser des tontes de pelouses et des feuilles mortes (photo d'illustration). (Photo Ouest-France)

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES - PREVENTION - PLPDMA

- Le Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) a été adopté en décembre 2025 pour 5 ans.

Suite aux consultations, des thématiques sont ressorties et classées en plusieurs axes de travail : biodéchets, réduire les emballages, favoriser la réparation, développer le réemploi, écologie industrielle et territoriale (non ménages), évènements et éco-exemplarité.



L'ensemble des actions de départ ont été classées selon trois niveaux de priorisation qui détermineront, en fonction des moyens alloués, les actions retenues à développer sur la période 2025-2029.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES – ACTIONS PREVENTION ET TRI

Les actions de prévention ont repris à 80% à partir de mars 2025.

Au cours de l'année 2025, les actions de prévention suivantes ont été réalisées :

- Février : Visite de centre de tri des emballages
- Mars : Digital clean up Day et sensibilisation au tri auprès des professionnels (en lien avec le conseiller numérique de France service)
- Avril : Gratiferia et création d'éponge tawashi en lien avec l'espace de vie sociale
- Mai : atelier marque page récup (médiathèque)
- Juin : visite de centre de tri, création de coussin sensoriel (semaine de la parentalité en lien avec le service enfance jeunesse)
- Juillet - Août : consultation publique PLPDMA, Appel à projet régionaux
- Octobre : Journées nationale de la réparation avec les acteurs du territoire
- Novembre : Visite des agents sur le site de Guyot environnement et fresque économie circulaire, visite Retrilog grand public
- Décembre : Fresque économie circulaire agents ressourcerie ; atelier furoshiki et compostage au marché de Noël de Ploërdut, visite de centre tri textiles (collège BTS ST Yves)









Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES – ACTIONS PREVENTION ET TRI

Tout au long de l'année, des actions récurrentes sont également mises en œuvre.

- Envoi des **kits nouveaux arrivants** : 152 envois en 2025. Tous les mois un kit d'information est envoyé avec de la documentation sur les différentes collectes et les déchèteries, les consignes de tri, la location de broyeurs, la mise à disposition de composteurs, des stops-pubs, la location de gobelets et Récup'R avec en plus de l'information sur les évènements en cours.





- **Aide à la location de broyeurs** : 37 locations en 2025. Le service renouvelle tous les ans sa communication sur ce dispositif auprès des loueurs, via les kits nouveaux arrivants, des flyers distribués ou des publications sur le site Internet, la page facebook ou dans les bulletins municipaux.



- **Service de location et de lavage de gobelets réutilisables** : 1 750 gobelets loués en 2025. Mis en place en 2021 avec une convention entre le SITTOM-MI, l'ESAT de Plouray et RMCom. RMCom s'assure de la communication autour de ce dispositif. Il est moins utilisé, un certain nombre d'associations se sont doté de leur stock de gobelets.



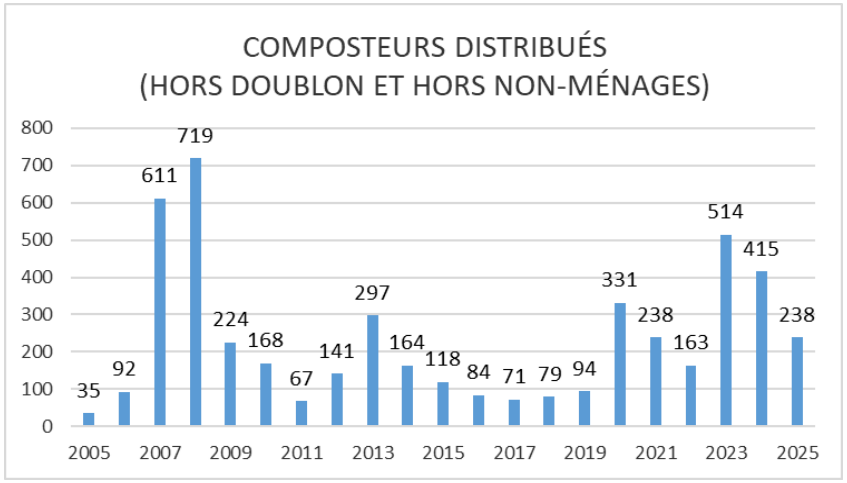
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

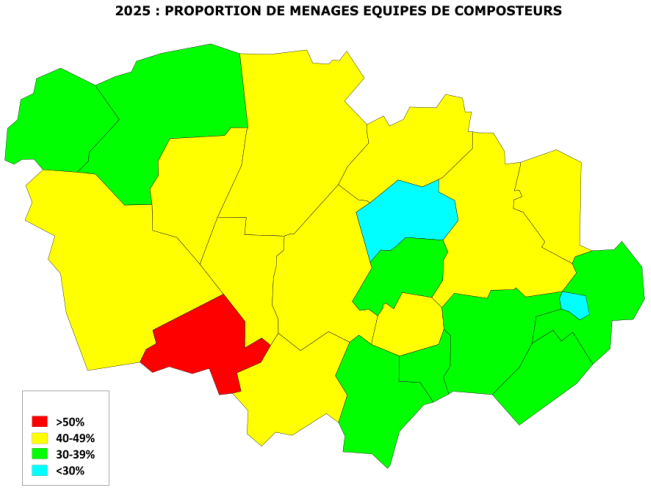
INDICATEURS TECHNIQUES - PREVENTION – GESTION DE PROXIMITE DES BIODECHETS

Le déploiement du programme de gestion de proximité des biodéchets engagé en 2023 se poursuit jusqu'en mars 2027. Ce poste bénéficie d'un soutien de l'ADEME.

- **Développement du compostage domestique** :

Grâce aux actions menées par les chargées de prévention et maître composteurs, 238 nouveaux composteurs ont été mis à disposition en 2025, dont 113 composteurs de 320 l et 125 composteurs de 560 litres. Total cumulé depuis le premier programme : 4863 demandes (composteurs et bioseaux seuls, sans second composteur) soit environ 41% des ménages.

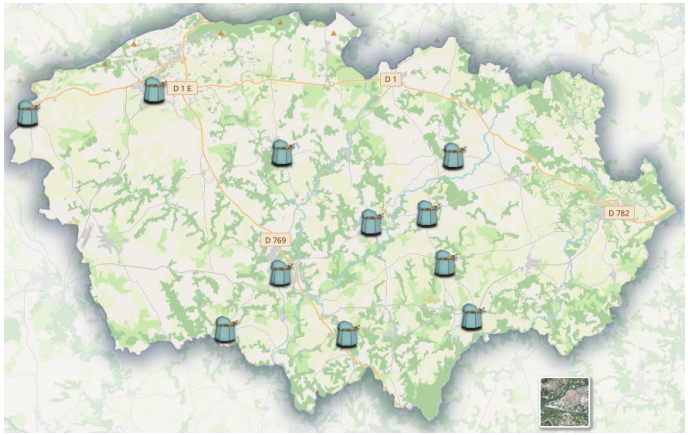




- **Développement du compostage partagé** :

Installation de 4 sites de compostage partagé supplémentaires pour un total de 11 sites et 25 référents formés

Gourin
Kernascleden
Langonnet
Le Croisty
Le Faouët
Lanvénégen
Meslan
Priziac
Roudouallec
Saint Caradec Trégomel
Saint Tugdual



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES - PREVENTION : RESSOURCERIE RECUP'R

La recyclerie, composée d'un atelier et d'un magasin, est ouverte Zi de Pont Min au Faouët, 3 jours par semaine, depuis 2014. Il s'agit d'une recyclerie généraliste. Les équipements électriques et électroniques ainsi que les vêtements ne sont pas acceptés.
En 2022-2024, le site a fait l'objet d'une rénovation d'ampleur et d'une extension pour regrouper les 2 chantiers d'insertion sur le même site : ressourcerie et chantier nature et patrimoine. Ceci permet des synergies et offre une certaine complémentarité selon les projets, comme le réemploi d'objets ou d'éléments en bois par le Chantier Nature et Patrimoine pour fabriquer et proposer du mobilier d'extérieur aux communes.

La ressourcerie est un service communautaire lié à la politique sociale qui sert de support à un chantier d'insertion ; la collectivité est l'employeur des personnes en CDDI. L'équipement fonctionne avec une équipe en chantier d'insertion et 2 encadrants. 1 conteneur maritime de collecte est installé par déchèterie, à Gourin, Guémené/Scorff et Le Faouët. Normalement, une personne pour l'accueil des apporteurs est présente 3 jours par semaine dans chaque déchèterie.

La recyclerie permet de vendre des objets en bon état destinés autrement à être jetés. Cependant les vols et vandalismes sont une constante dans certaines déchèteries et ne favorisent pas une collecte préservante.

En 2025, 88 tonnes en provenance des déchèteries ou directement apportées par les personnes à Recup'R ont été vendues.
Les objets qui ne sont pas réutilisables ou qui ne trouvent pas preneur sont ramenés à la déchèterie du Faouët.



Bijoux	136.80 Kg
Tapis	223.75 Kg
Animalerie	183.00 Kg
Camping	160.40 Kg
Puériculture	580.10 Kg
Sacs, valises et tissus	4226.51 Kg
Multimédia	812.34 Kg
Noel	187.30 Kg
Cycle sport	1576.04 Kg
Cadres	2928.70 Kg
Jouets	4458.83 Kg
Matériaux Bricolage	7040.10 Kg
Livres	8053.04 Kg
Bibelots	12371.90 Kg
Vaisselle	13441.80 Kg
Meubles	24415.80 Kg
Autres	7065.90 Kg

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES : ACTIVITES LIEES A LA PRE-COLLECTE

- Fournitures de grands sacs d'un m³ pour la collecte des polystyrènes et du plastique souple, en déchèterie.

- Rajout de contenants permanents ou saisonniers, déplacements, échange, remplacements de bacs endommagés ou volés : 231 interventions. Baisse de 40% en partie explicable par la fin du programme de conteneurisation de la collecte des emballages et l'intervention de communes pour le transport de bacs fêtes.

- En parallèle, 73 arceaux de maintien ont été mis en place en 2025 en plus des 132 installés en 2024 (total 205).

- La mise à disposition de bacs fêtes durant l'année a concerné 38 manifestations pour un total de 387 bacs, en hausse. Ceci nécessite d'avoir un stock minimum d'une soixantaine de bacs, tant OMR que CS, pour pouvoir fournir plusieurs associations simultanément. Cela représente une aide indirecte d'environ 3500 € d'équivalent redevance spéciale, hors temps passé pour l'acheminement, la reprise des bacs et leur nettoyage.



Les sacs cabas de tri à domicile des emballages sont mis à disposition dans les communes si besoin pour les nouveaux arrivants.



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES - PRE-COLLECTE ET DESSERTE EMBALLAGES ET ORDURES MENAGERES RESIDUELLES (OMR)

La conteneurisation est systématique.

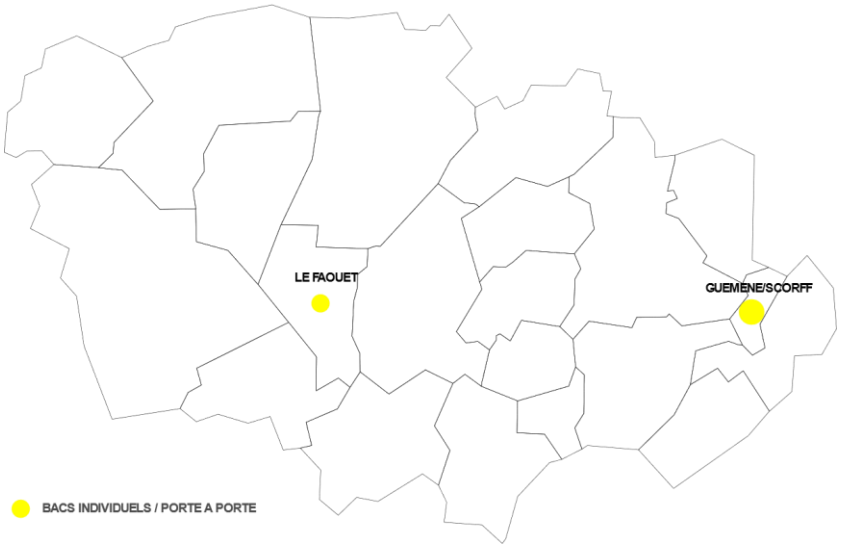
Desserte en bacs de regroupement « emballages » :
Toutes les zones rurales et 19 des 21 bourgs.
2121 bacs 1100 l pour les emballages, installées sur le territoire, collectifs.

Desserte en bacs individuels « emballages »:
Zone patrimoniale de Guémené/Scorff
Zone patrimoniale du Faouët (tour des halles)
115 bacs individuels.

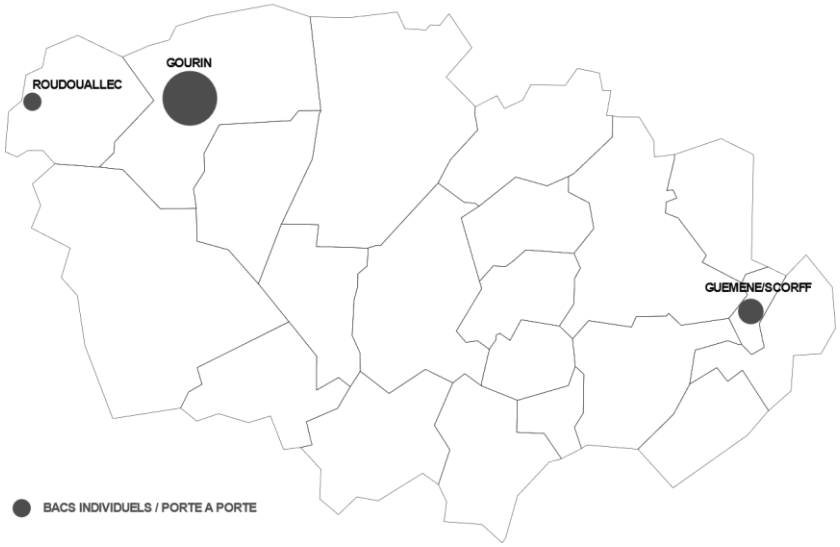
Desserte en bacs de regroupement « OMR »
Toutes les zones rurales et 18 des 21 bourgs
2137 bacs 660 l pour les OMR installées sur le territoire, collectifs

Desserte en bacs individuels « OMR » :
Maintien dans les zones agglomérées antérieurement dotées
Zone patrimoniale de Guémené/Scorff
Environ 1900 bacs individuels.

ZONES AGGLOMEREES CONTENEURISEES EN BACS EMBALLAGES INDIVIDUELS



ZONES AGGLOMEREES CONTENEURISEES EN BACS OMR INDIVIDUELS



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES – PRECOLLECTE : DESSERTE VERRE ET PAPIER

Desserte en points d'apport volontaire.

PAPIER

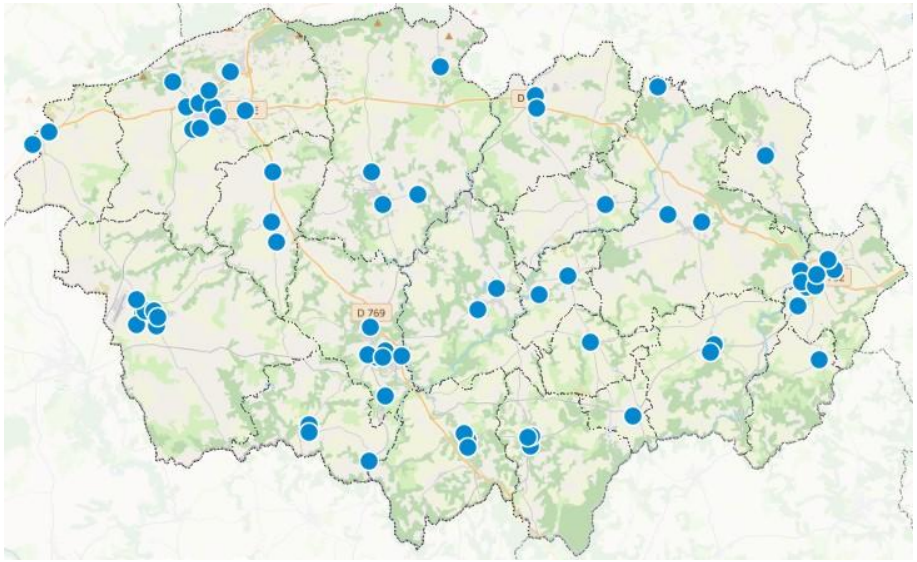
69 colonnes installées dans les communes

1 colonne pour 369 habitants INSEE SINOE ou 1 colonne pour 404 habitants DGF.

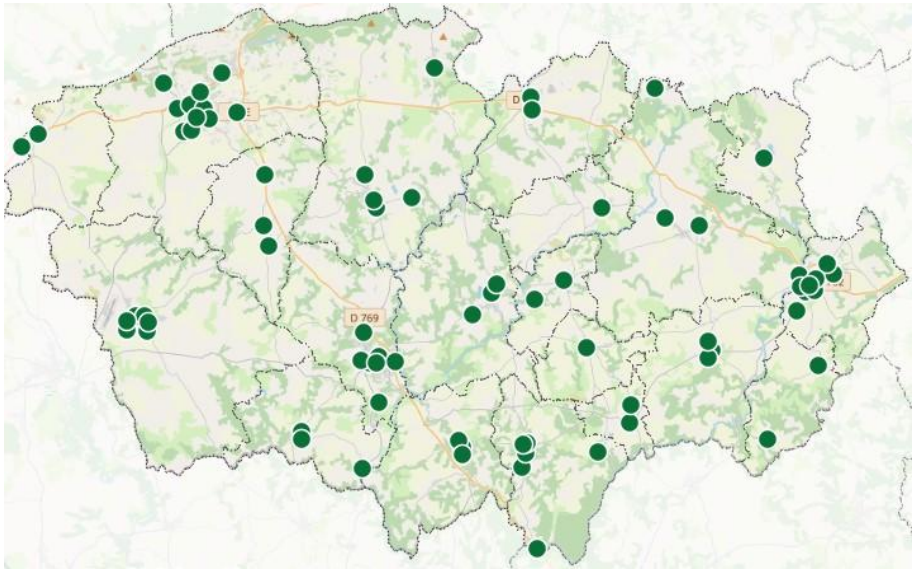
VERRE

87 colonnes installées dans les communes

1 colonne pour 293 habitants INSEE SINOE ou 1 colonne pour 321 habitants DGF



Carte d'implantation des points de collecte des papiers



Carte d'implantation des points de collecte du verre

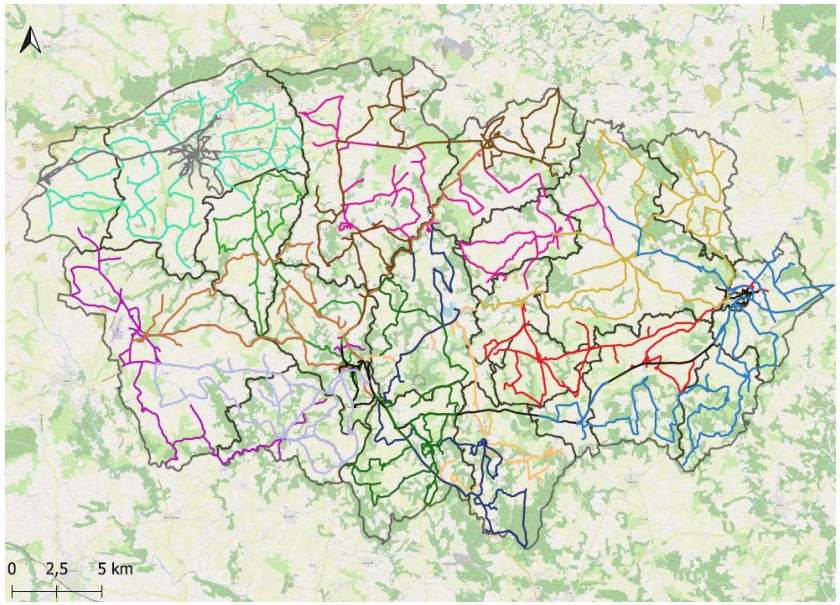
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES - COLLECTE DES EMBALLAGES LEGERS : FREQUENCE DE COLLECTE

Fréquence de collecte habituelle :
Collecte une fois tous les quinze jours (C0.5) de base. Mais une partie des points de regroupements restent collectés 1 fois par semaine en attendant de trouver de nouveaux emplacements de collecte.
Avec l'évolution des tonnages et la conteneurisation, l'organisation de la collecte évolue. Il faut plus souvent faire un vidage intermédiaire selon la saison, d'où plus de kilométrage annuel.

- 1 benne de collecte arrière/latérale, 3 agents ou 1 agent.
- 2 bennes de collecte latérale, 1 agent.

88 223 km et 5 516 heures et 16 circuits de collectés par quinzaine.



Fréquence de collecte suivant la saisonnalité :
Pas de modification générale de la fréquence de collecte.
Les mesures alternatives sont :

- La modification des circuits de collecte (fréquence de collecte en C1 partielle).
- La conteneurisation supplémentaire saisonnière.

Nombre de bénéficiaires du service n'étant pas des ménages :
Du fait du mode de collecte, potentiellement toute personne, ménage ou non ménage, a accès à un point de collecte. Plusieurs non ménages sollicitent la mise à disposition de bacs « professionnels ».
325 établissements sont identifiés fin 2025.

Limite de service auprès des producteurs de déchets assimilés :
La collectivité collecte les emballages légers similaires à ceux des ménages dans les établissements.
La collectivité a défini une limite de service à 12 bacs emballages pour une collecte bimensuelle (C0.5).

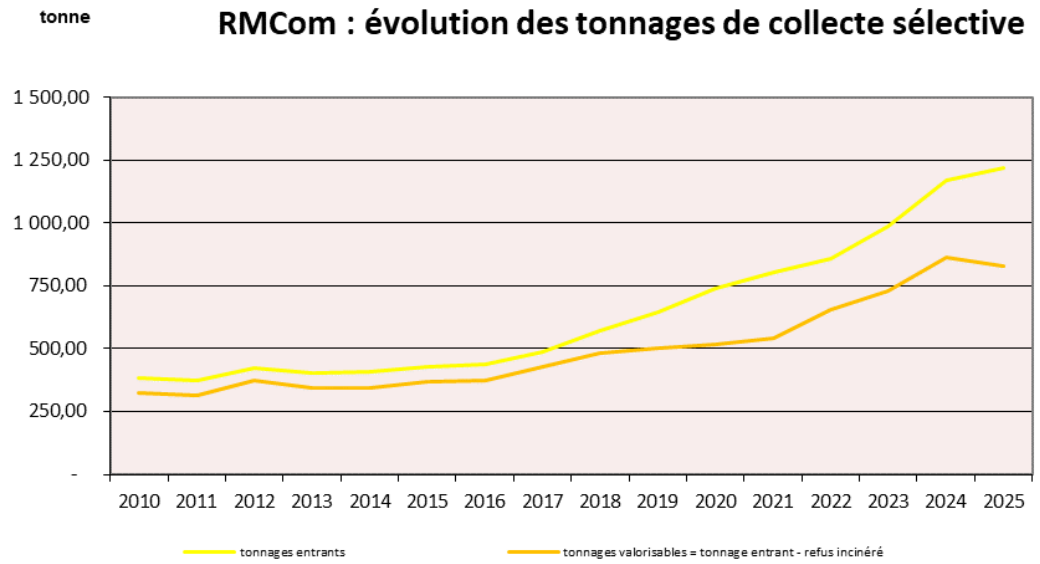
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES - COLLECTE : TONNAGES DES EMBALLAGES LEGERS

Depuis mars 2018, la collecte sélective comprend tous les emballages plastiques dits d'extension des consignes de tri (pots, barquettes, films d'emballages) en plus des autres emballages déjà collectés (flaconnages, plastiques, cartonnettes, emballages métalliques).

Les emballages légers collectés sont : plastiques, métaux, cartons, complexes.
1219 tonnes de collecte sélective entrante avant tri, en hausse de 23% par rapport à l'année précédente et +218% par rapport à 2010. Mais **ces tonnages supplémentaires sont surtout constitués de refus de tri**
Ratio de tonne entrante par habitant : 48 kg/habitant INSEE SINOE/an, soit 43 kg/habitant DGF/an.

La collecte sélective est acheminée par le véhicule de collecte à un lieu de rechargement sur le territoire pour expédition au centre de tri. Le centre de tri désigné par le SITTOM-MI est le centre de tri SOTRAVAL à Plouedern.



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

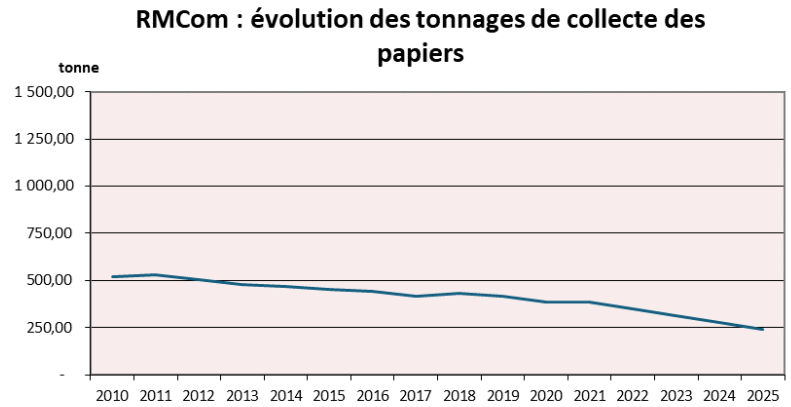
INDICATEURS TECHNIQUES - COLLECTE ET TONNAGES DU PAPIER

Collecte par un prestataire, livraison directe au repreneur à Naizin pour valorisation.
Fréquence de collecte variable par point d'apport selon la productivité du site et la saison : 482 levées et un taux moyen de remplissage des colonnes de 65%, en hausse, probablement en lien avec la baisse des tonnages. Le papier est collecté régulièrement pour éviter l'humidité nuisant à la qualité.
2472 km et 80 heures de collecte, en baisse en lien avec la baisse des tonnages.

Nombre de bénéficiaires du service n'étant pas des ménages :
Du fait du mode de collecte, potentiellement toute personne, ménage ou non ménage, a accès à un point d'apport.

Papier : journaux, magazines, revues, enveloppes non tramées, papiers de bureaux et autres papiers.

231 tonnes collectées par le service. 12 tonnes de collecte associative via Cellaouate. Les tonnages des collectes associatives ne sont pas tous connus (regroupement avec des associations hors territoire, non communication des données, …).
Total de collecte connu : **243 tonnes, en baisse**
Pas d'observation à la livraison.
Une performance de 9.5 kg/habitant INSEE SINOE/an et 8.6 kg/habitant DGF/an.
La baisse des tonnages collectés par la collectivité se poursuit : -50 % comparé à 2010.
Le papier est livré directement en fin de collecte, sans tri, au repreneur Ecofeutre à Naizin (proximité du collecteur).



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

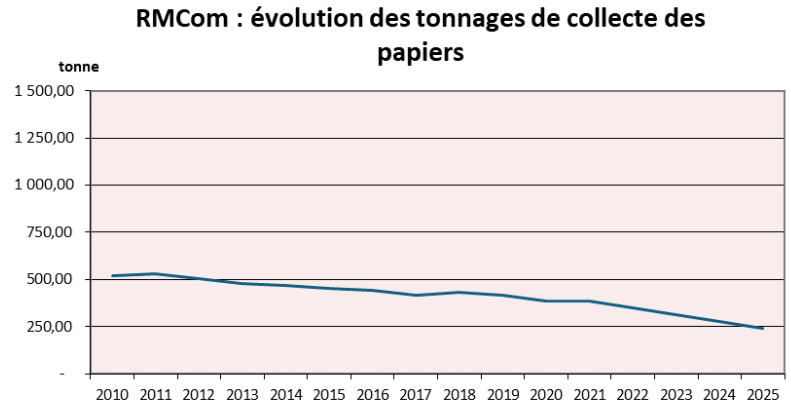
INDICATEURS TECHNIQUES - COLLECTE ET TONNAGES DU VERRE

Collecte par un prestataire, stockage dans un silo de RMCom au Faouët[1] au centre technique déchets ménagers.
Fréquence de collecte variable par point d'apport selon la productivité du site et la saison : 1814 levées et un taux moyen de remplissage de 68%, stable mais au détriment du service avec de plus en plus de colonnes notées débordantes pendant l'été.
7123 km et 373 heures de collecte (en baisse du fait du service moindre pour un tonnages similaire à l'an passé).

Nombre de bénéficiaires du service n'étant pas des ménages :
Du fait du mode de collecte, potentiellement toute personne, ménage ou non ménage, a accès à un point d'apport. 2 non ménages sont équipés de leur propres colonnes qui sont collectées par le service public.

Verre : flaconnages ménagers (bouteilles, pots...).

1205 tonnes, stable.
Une performance de 47 kg/habitant INSEE SINOE/an et de 43 kg/habitant DGF/an.
La baisse des tonnages est de 2 % en comparaison de 2010.
Le verre collecté dans les colonnes est vidé dans un silo de la collectivité au Faouët. Il est rechargé en semi-remorque pour expédition au repreneur hors région : 42 rechargements durant l'année (intégrant les dépôts du silo municipal de Langonnet.



[1] Il existe un silo municipal se substituant à des colonnes à Langonnet fermé courant 2025

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

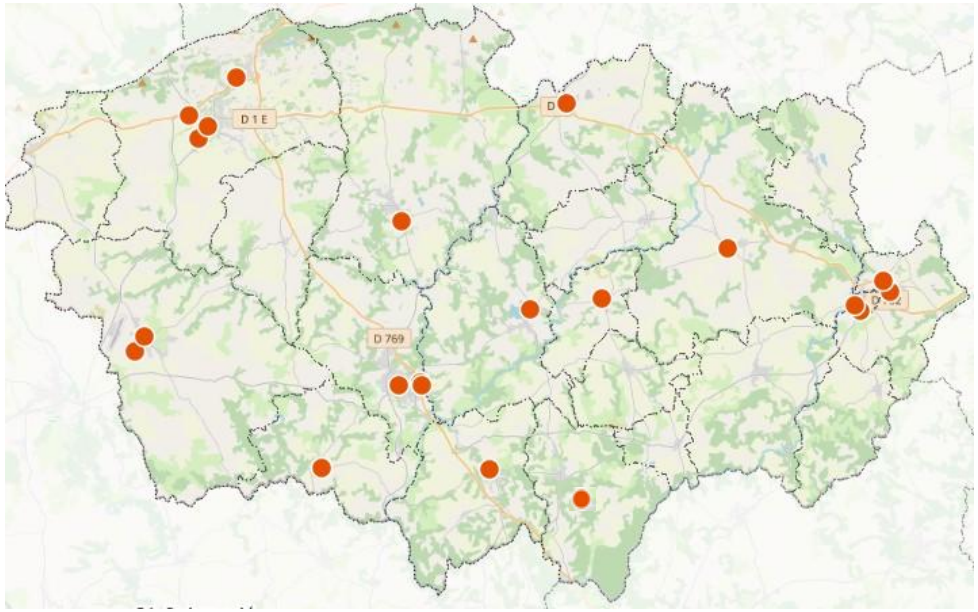
INDICATEURS TECHNIQUES – COLLECTE ASSOCIATIVE – TEXTILES ET CHAUSSURES

L'entreprise d'insertion RETRITEX et « le relais »ont installé depuis plusieurs années 15 conteneurs de collecte des textiles dans 12 communes couvrant environ 76% de la population de RMCom au vu des communes équipées.
La Croix Rouge effectue différentes collectes et a des conteneurs à Gourin, Guémené/Scorff, Le Faouët et Kernascleden.

Textiles et Chaussures : vêtements, tissus, voilages propres et secs, mêmes non réemployables, chaussures.

Le total de textile collecté pour valorisation sur le territoire de RMCom par ces associations est de **82 tonnes** de collecte textiles. Le ratio est de 3 kg/habitant INSEE SINOE et de 3 kg/habitant DGF.

Les textiles sont réutilisés ou transformés pour la fabrication de chiffons ou d'isolants et éventuellement valorisés sous forme énergétique.



Carte d'implantation des points de collecte des textiles et chaussures

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES - COLLECTE ORDURES MENAGERES : COLLECTE



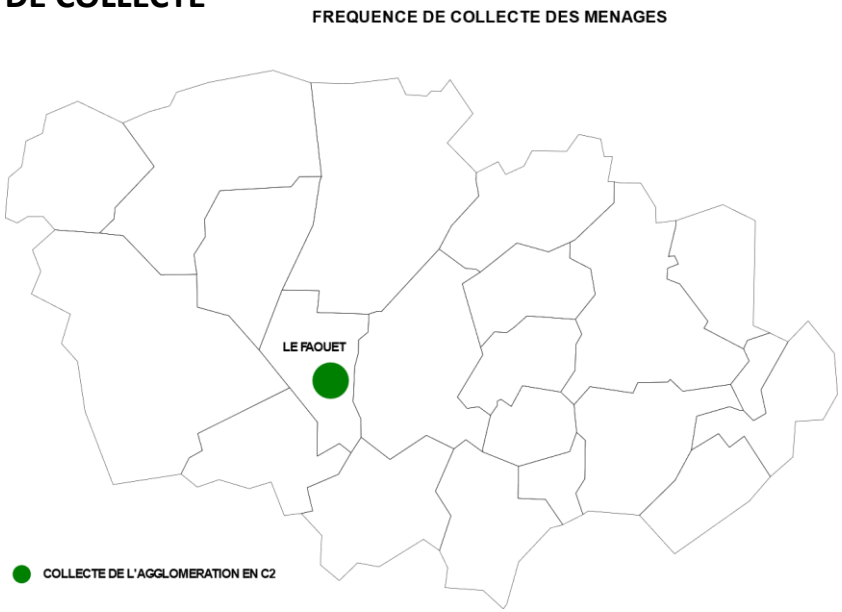
Moyens de collecte :
1 base de collecte au Faouët.
4 véhicules de collecte :
3 bennes de collecte latérale et 3 agents.
1 benne arrière et 3 agents.
150 852 km et 10538 h de collecte et transfert OMR.

Nombre de bénéficiaires du service n'étant pas des ménages :
Du fait du mode de collecte, potentiellement tout usager a accès à un point de collecte en bac de regroupement.
271 non ménages disposent de 408 bacs, du bac individuel 120 l au bacs 660l.

En fin de collecte, les véhicules transportent directement les déchets jusqu'à l'incinérateur ; soit environ 2 h aller-retour.
Un projet de station de transfert des ordures ménagères et de la collecte sélective est à l'étude par le SITTOM-MI.

INDICATEURS TECHNIQUES - COLLECTE ORDURES MENAGERES : FREQUENCE DE COLLECTE

Fréquence de collecte des déchets résiduels auprès des ménages :
20 communes en C1 (1 fois par semaine), environ 94% de la population (dont 2 zones agglomérées collectées en 2 secteurs). 1 commune en C2 (2 fois par semaine) dans la zone agglomérée du Faouët, environ 6% de la population.



Fréquence de collecte auprès des « gros producteurs » :
La collecte des gros producteurs est réalisée lors de la collecte des ménages.
Les circuits ne sont pas distincts.
Il s'agit d'entreprises, d'établissements publics, de certains points d'apport volontaire :
Collecte 1 fois par semaine (C1), (C2) quand cela existe.

Fréquence de collecte suivant la saisonnalité :
Pas de modification générale de la fréquence de collecte.
Les mesures alternatives sont :
- Modification des circuits de collecte (ponctuellement collecte en C2).
- Conteneurisation supplémentaire temporaire.

Limite de service auprès des producteurs de déchets assimilés :
La collectivité a défini une limite de service à 12 bacs collectés par semaine avec une période d'adaptation de 2 ans à partir de 2024 pour les sites ayant une dotation supérieure.

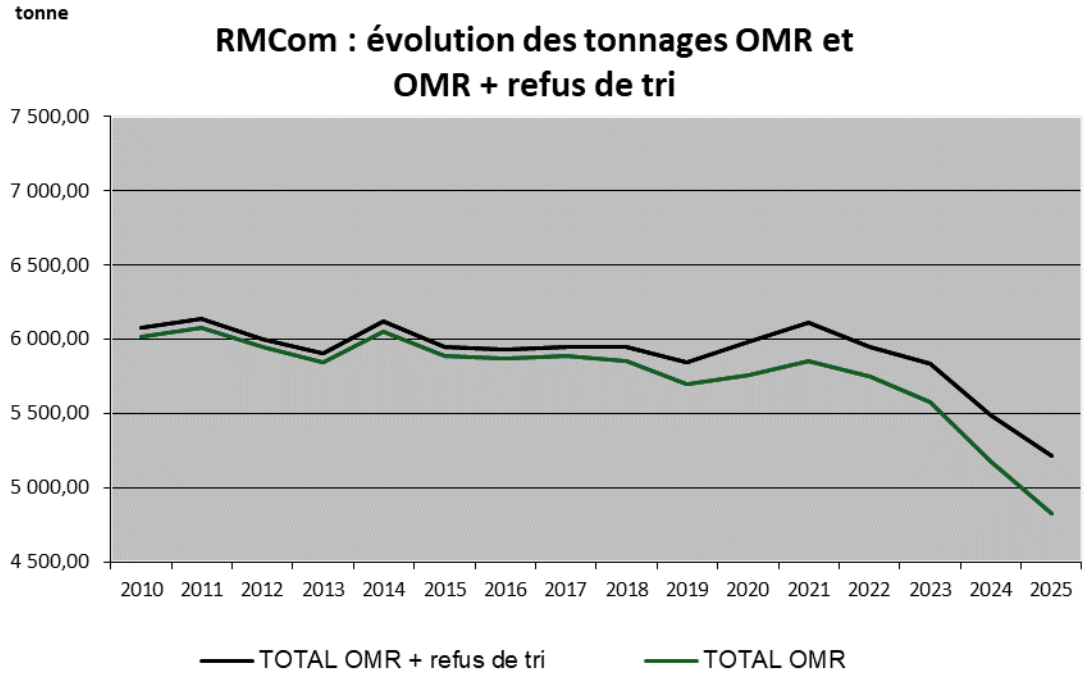
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES - COLLECTE : TONNAGES DES ORDURES MENAGERES RESIDUELLES

Déchets résiduels

Collecte OMR :	**4822 tonnes**
Refus de tri incinérés :	391 tonnes
Total	5213 tonnes

Les tonnages collectés sont en baisse. La production moyenne totale est de 188 kg/habitant INSEE SINOE/an (203 hors refus de tri) et de 171 kg/habitant DGF/an (185 hors refus de tri).
La baisse des tonnages est de 17% par rapport à 2010
La collecte des OMR est livrée directement en fin de tournée à l'incinérateur lors de collecte en benne arrière ou à caisson fixe.



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

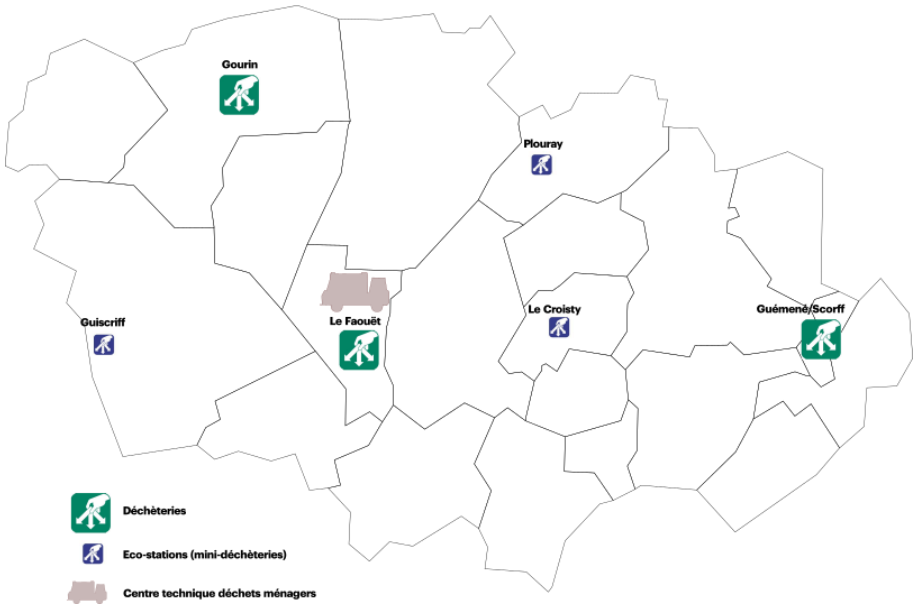
INDICATEURS TECHNIQUES - DECHETERIES : ACTIVITE

Six déchèteries :

- 3 déchèteries principales : Gourin, Guémené/Scorff et Le Faouët : 179 446 km (hausse) et 9347 heures pour les rotations des 5 principaux flux, les DDS et le gardiennage.
- 3 éco-stations (mini-déchèteries) : Le Croisty, Guiscriff, Plouray : 28 946 km et 1 887 h pour les rotations des principaux flux et le gardiennage.

Une partie des trajets est faite en remorque pour limiter le transport. Il n'y a pas d'engin de compaction en déchèterie pour tasser le contenu des bennes.

INSTALLATIONS DU SERVICE GESTION DES DECHETS DE RMCOM



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

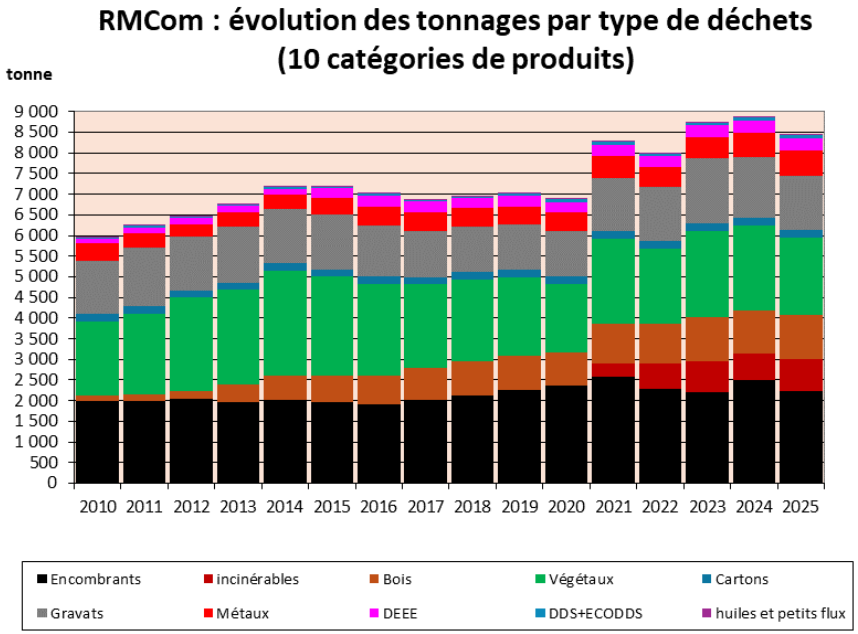
INDICATEURS TECHNIQUES - DECHETERIES : EVOLUTION DES TONNAGES

Produits de déchèteries durant l'année :

Encombrants :	2233 tonnes	87 kg/hbt SINOE, 79 kg/hbt DGF	Déchets chimiques	82 tonnes.	3 kg/hbt SINOE, 3 kg/hbt DGF
Incinérables :	776 tonnes	30 kg/hbt SINOE, 28 kg/hbt DGF	huiles moteurs	21 tonnes	0.8 kg/hbt SINOE, 0.8 kg/hbt DGF
Végétaux :	1873 tonnes	73 kg/hbt SINOE, 67 kg/hbt DGF	huiles végétales	2.5 tonnes	0.1 kg/hbt SINOE, 0.1 kg/hbt DGF
Gravats :	1306 tonnes	51 kg/hbt SINOE, 46 kg/hbt DGF	Polystyrène	5.4 tonnes	
Bois AB :	1073 tonnes	42 kg/hbt SINOE, 38 kg/hbt DGF	Piles	4.9 tonnes.	
Métaux :	609 tonnes	24 kg/hbt SINOE, 22 kg/hbt DGF	Lampes et néons	1.5 tonnes.	0.4 kg/hbt SINOE, 0.4 kg/hbt DGF
DEEE :	300 tonnes	12 kg/hbt SINOE, 11 kg/hbt DGF	Cartouches d'impression	0.3 tonnes	
Cartons :	184 tonnes	7 kg/hbt SINOE, 7 kg/hbt DGF	Plastiques souples	non pesé	

Même s'ils sont présents, papier, verre, textiles et objets réutilisables ne sont pas comptabilisés en flux de déchèteries.
8469 tonnes collectées, en légère baisse.

La production est de 330 kg/habitant INSEE SINOE/an et 300 kg/habitant DGF/an.
Les tonnages ont augmenté de 42% par rapport à 2010 et baissé de 5%en 1 an.



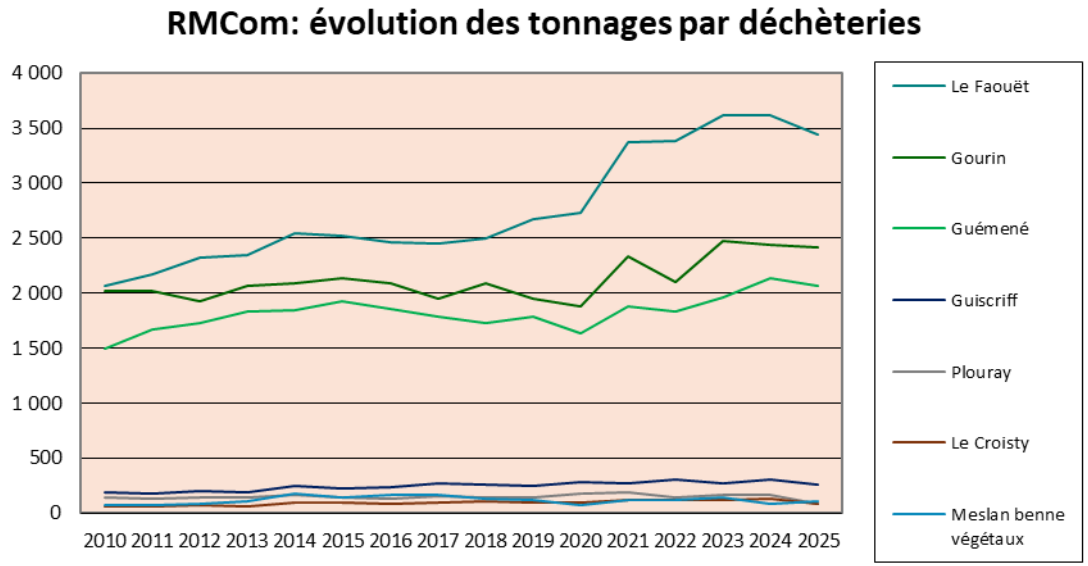
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES - DECHETERIES : EVOLUTION DES TONNAGES PAR SITE

Tonnages cumulés : nombre de catégories selon règlement intérieur des déchèteries.

Le Faouët :	3 446 tonnes + 108 t de végétaux de Meslan	42 % des apports
Gourin :	2 422 tonnes	29 % des apports
Guémené/Scorff :	2 064 tonnes.	24 % des apports
Guiscriff :	259 tonnes.	3 % des apports
Plouray :	88 tonnes.	1 % des apports
Le Croisty :	83 tonnes.	1 % des apports

Les déchèteries regroupent 94 % des apports. Les tonnages réceptionnés dans chaque installation sont en baisse. Ce qui peut être le reflet d'un ralentissement du renouvellement des biens et des équipements.



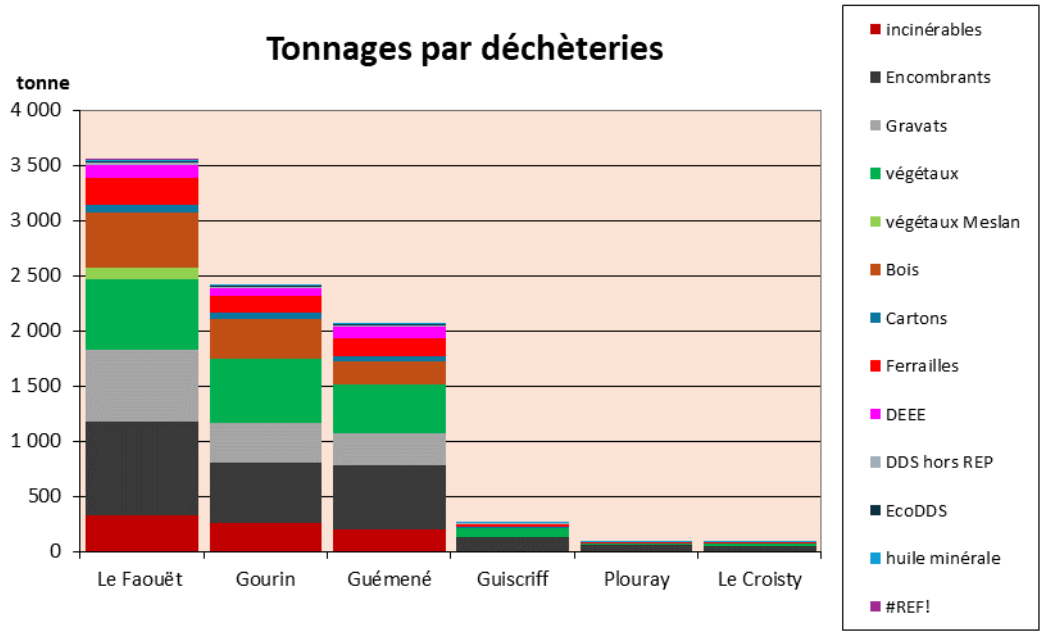
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES – DECHETERIES : DETAIL DES TONNAGES PAR SITE

La déchèterie la plus productive est celle du Faouët, pour les principaux produits.

tonnages 2025	Bois	Cartons	Encombrants	incinérables	Gravats	végétaux	gétaux Mesl	Ferrailles	DEEE	DS hors RE	EcoDDS	uile minéra	les végéta	néons	piles	PSE	cartouch	TOTAL
Le Faouët	495,66	71,46	847,48	326,78	654,20	638,41	107,72	243,41	121,90	13,72	18,22	8,11	1,25	0,35	2,50	2,64	0,12	**3 553,94**
Gourin	362,40	59,68	546,12	254,44	360,58	582,06		149,14	74,16	11,92	11,03	5,94	0,59	1,00	1,45	1,71	0,13	**2 422,35**
Guémené	214,76	46,48	587,40	194,56	291,12	438,90		160,08	104,00	10,56	10,80	2,52	0,50	0,13	0,86	1,03	0,06	**2 063,76**
Guiscriff		6,06	135,18			79,80		29,90		5,97		1,44	0,17					**258,52**
Plouray			63,98			6,56		14,92				2,08						**87,54**
Le Croisty			52,74			19,66		9,36				0,90						**82,66**
Total	**1 072,82**	**183,68**	**2 232,90**	**775,78**	**1 305,90**	**1 765,39**	**107,72**	**606,81**	**300,06**	**42,17**	**40,06**	**20,99**	**2,51**	**1,49**	**4,81**	**5,38**	**0,30**	**8 468,76**

Le taux de valorisation des produits est de 56% en déchèteries (en hausse), et de 20% en éco-station du fait de la non séparation de différents flux.

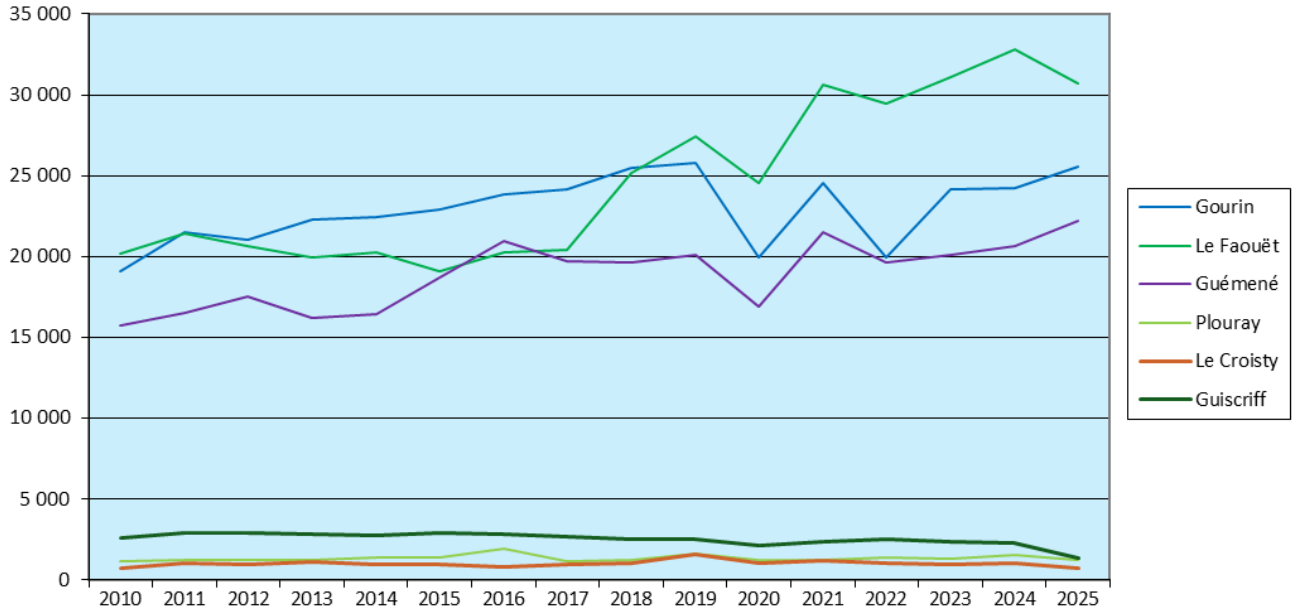


Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES - DECHETERIES : FREQUENTATION

Une visite est le passage d'un usager dans une déchèterie. Le comptage des fréquentations est manuel.
82 523 visites ont été comptées, correspondant à 3.3 visites/habitant INSEE/an ou 3 visites/habitant DGF/an, en légère progression. La déchèterie du Faouët fait face à des périodes de saturation sur certains flux (tout venant notamment).
Le poids moyen par visite est de 103 kg (gravats compris).

Site	heures annuelles d'ouverture	visites comptées	% du total des visites	nombre moyen annuel de passage par heure d'ouverture.
Le Faouët :	1374 heures d'ouverture	30 737 visites.	38% de visites	23 visites par heure d'ouverture.
Gourin :	1374 heures d'ouverture	25 578 visites.	31% de visites	19 visites par heure d'ouverture.
Guémené :	1374 heures d'ouverture	22 231 visites.	27% de visites	15 visites par heure d'ouverture.
Guiscriff :	354 heures d'ouverture	1 386 visites.	1.7% de visites	4 visites par heure d'ouverture.
Plouray :	354 heures d'ouverture	1 216 visites.	1.5% de visites	3 visites par heure d'ouverture.
Le Croisty :	156 heures d'ouverture	737 visites.	0.9% de visites	5 visites par heure d'ouverture.



Nombre de bénéficiaires du service n'étant pas des ménages :
Dans les 3 déchèteries principales, sur base déclarative, 2.3% des visites sont des entreprises et 0.6% des établissements publics. Il n'y a pas de contrôle d'accès.

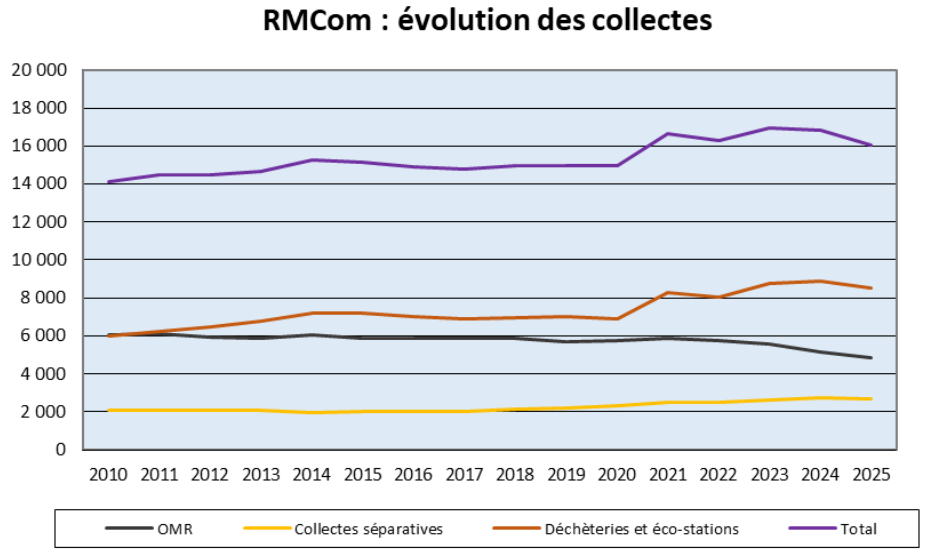
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

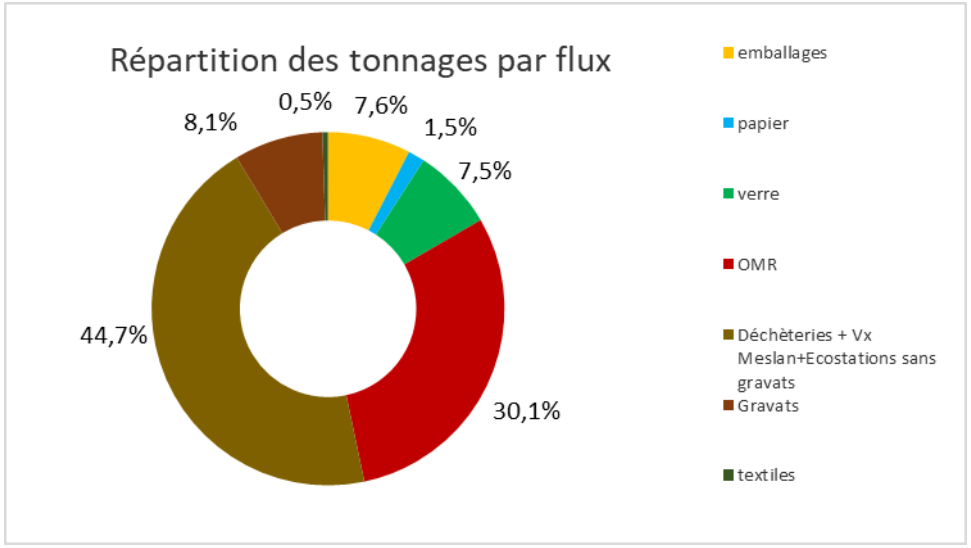
INDICATEURS TECHNIQUES - COLLECTE : EVOLUTION DES FLUX PAR MODE DE COLLECTE

Les tonnages de déchets ménagers et assimilés collectés sont de **16 041 tonnes**, en baisse de 4.6% par rapport à l'année précédente.

Les tonnages des collectes associatives (textiles, papier) connues sont inclus. Les tonnages de prévention liés à Récup'R, faisant l'objet d'un réemploi, ne sont pas comptés.
Les tonnages OMR baissent sensiblement (-359 tonnes), une partie se retrouve en indésirable de collectes séparées (82 tonnes) mais la plus grande part vient vraisemblablement de l'impact de la redevance spéciale (sortie de plusieurs professionnels du service, modification de la dotation) et des actions de prévention.
Pour la première fois depuis 2020, les apports en déchèterie diminuent (-358 tonnes) Ces derniers représentent la moitié des tonnages gérés par la collectivité.

Depuis 2010, la hausse des tonnages des déchets ménagers et assimilés est de +13%, essentiellement via les déchèteries. La production par habitant INSEE SINOE est de 626 kg et de 569 kg/habitant DGF. L'objectif national est une baisse de 15% en 2030 par rapport à 2010.





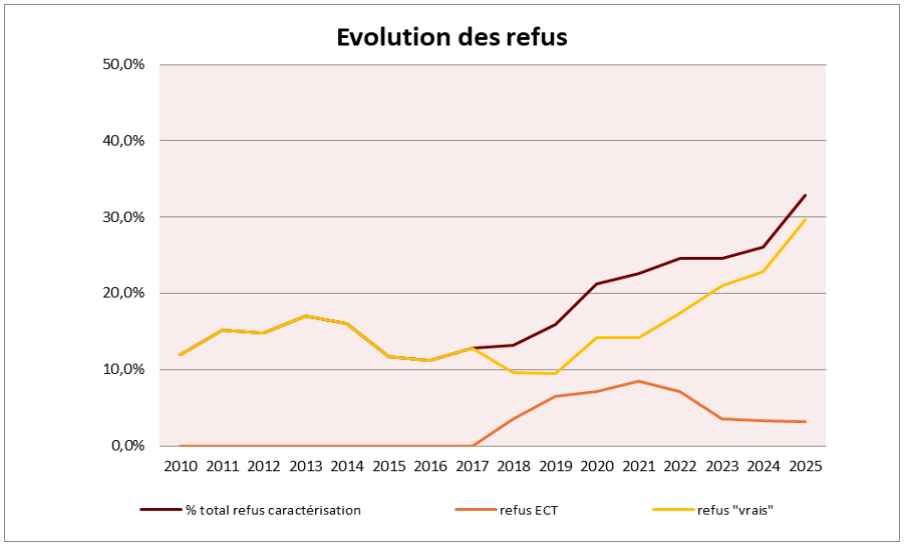
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES – TRAITEMENT DES EMBALLAGES LEGERS : QUALITE DE TRI

Les produits de la collecte sélective sont expédiés au centre de tri où les emballages sont triés par matières valorisables. L'ensemble des produits y compris les non valorisables est caractérisé par échantillonnage une à deux fois par mois. Les communes étant équipées de bacs de collecte, le pré-tri en collecte n'est pas possible.

L'extension des consignes de tri, puis la conteneurisation, accompagne une tendance générale à l'augmentation des refus de tri, la collecte est sale et contient d'autres objets que des emballages qui présentent un risque pour les agents de tri et les machines. Le pourcentage moyen annuel de refus sur table de caractérisation est de 32% en 2025. Le taux de refus a doublé depuis 2010
Une part des refus sont classés en refus ambigus. Ce sont des emballages à trier mais sans valorisation matière et donc passés en refus destinés à l'incinération. Ils dépendant aussi du process et des catégories de flux en sortie (gros de magasin) qui varie dans le temps et les centres de tri.





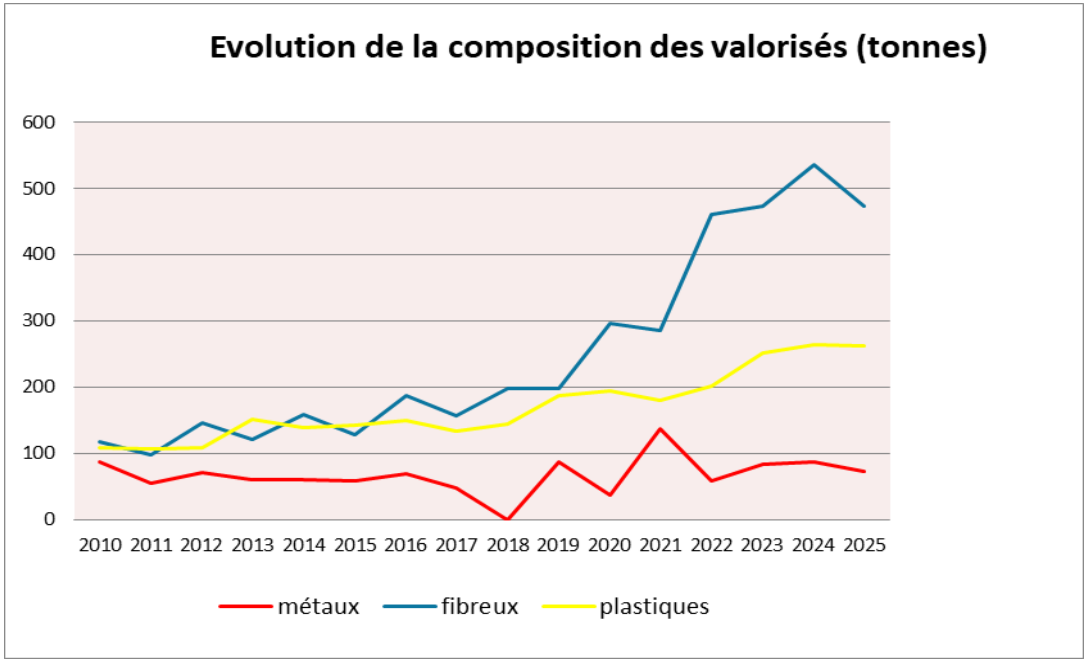
Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES – TRAITEMENT DES EMBALLAGES LEGERS : PERFORMANCES DE VALORISATION

Les tonnages apportés en 2025 représentent 1171 tonnes. Le stock de produits restant fin 2024 était nul. En 2025 1197 tonnes ont été traités.

- La fraction valorisée est de 807 tonnes en baisse de 79 tonnes alors même que les quantités entrantes augmentent, ce qui monte la dégradation de la qualité du flux avec de plus en plus d'objets qui ne sont pas des emballages.
  Elle est composée de la façon suivante :
  - Les plastiques : 262 tonnes, 32% des produits valorisés
  - Les métaux : 72 tonnes, 9% des produits valorisés
  - Les fibreux : cartons, briques, éventuels journaux revues magazines (JRM) présents et « gros de magasins » : 472 tonnes, 59%.
- Les refus de tri expédiés sont de 391 tonnes (hausse de 82 tonnes)

Fin 2025, le stock restant de 6 tonnes, ce qui donne une freinte (perte sur process) de 4%.



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

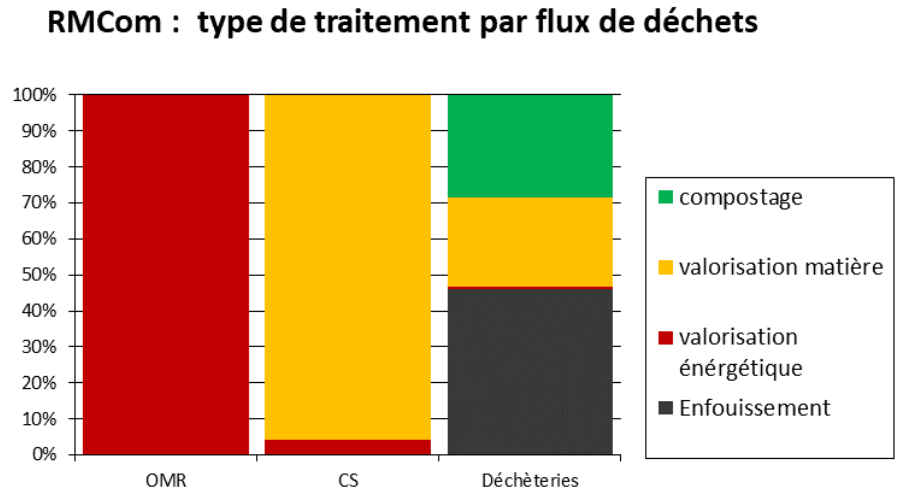
INDICATEURS TECHNIQUES - TRAITEMENT : TYPE ET LIEUX DE TRAITEMENT PAR FLUX DE DECHETS

Ordures ménagères résiduelles :
Incinération à l'UVE de Pontivy (SITTOM-MI), valorisation vapeur, recyclage des mâchefers.
Le rapport annuel du SITTOM-Mi, à sa publication, peut être consulté sur le site internet www.sittommi.fr.

Collectes séparatives :
Valorisation matière des emballages auprès des filières retenues par le SITTOM-MI, hors région.
Le tri est fait au centre de tri de SOTRAVAL.
Valorisation matière locale des papiers (ECOFEUTRE à Naizin).
Préparation de Combustible Solide de Récupération (CSR) en vue d'une valorisation énergétique des refus de tri sur l'unité de KERVAL à Ploufragan.

Déchèteries :
Enfouissement des gravats sans valorisation en ISDI (Suez à Gueltas).
Enfouissement des encombrants sans valorisation en ISDND (Suez à Gueltas).
Incinération des tout venants incinérables en UVE (SIRCOB à Carhaix)
Compostage des déchets verts (Suez Organique/ETA diverses dans le 22 et 56).
Valorisation matière après mise en balle du carton (PAPREC à Briec de l'Odet).
Valorisation matière des métaux (GUYOT à Kervignac, regroupement pour broyage).
Valorisation matière et énergétique du bois (HD service à Loudéac).
Valorisation matière pour l'essentiel des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : filières Ecosystèmes
Valorisation énergétique pour la majeure partie des déchets diffus spécifiques (DDS) via TRIADIS à Saint Jacques de la Lande et la filière ECODDS.
Régénération des huiles minérales via le collecteur Chimirec.
Petits flux, valorisation matière :

- Huiles alimentaires (TRIADIS)
- Piles (COREPILE),
- Lampes et néons (Ecosystèmes),
- Cartouches d'encre (LVL),
- PSE (KNAUFF)
- Films plastiques : PAPREC à Briec de l'Odet

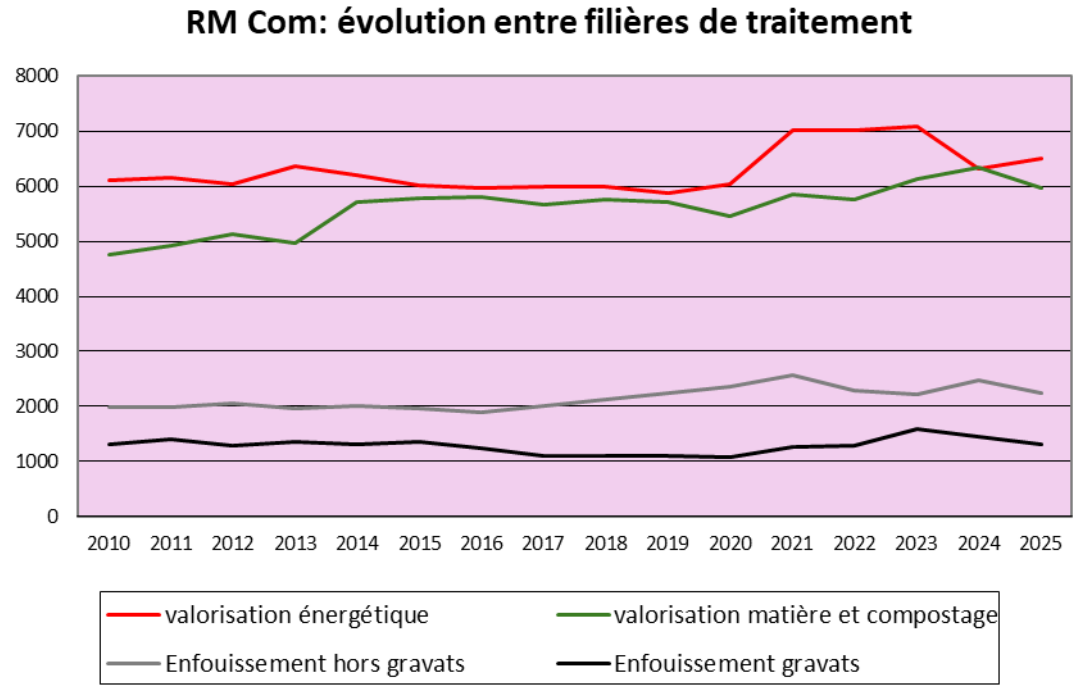


Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES - TRAITEMENT : EVOLUTION DES FILIERES DE TRAITEMENT

Evolution en 2025 :
Une stagnation de la valorisation énergétique (baisse des OMR et augmentation des incinérables de déchèterie) : 41%, 6500 tonnes.
Une petite baisse de la valorisation matière (diminution des flux déchèteries notamment les végétaux) : 37%, 5980 tonnes.
Une baisse de l'enfouissement (part d'incinérables en progression par rapport aux encombrants et moins de gravats) : 14% (2233 tonnes) et 8% (1306 tonnes).

78 % des déchets collectés connaissent une forme de valorisation (matière ou énergétique).



Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS TECHNIQUES : SYNTHESE – DE LA PREVENTION AU TRAITEMENT



PREVENTION : COMPOSTAGE A DOMICILE : 255 t (estimation basse sur base de 24kg/hbt doté/an)

RECUP'R : 88 t







COLLECTE : 16 041 t
629 kg/hbt INSEESINOE/an
574 kg/hbt DGF/an
Variation des ratio / année précédente
Répartition de l'année

OM : 4822 t
188 kg/hbt INSEE SINOE/an
171 kg/hbt DGF/an
(-7%)
30% des déchets

COLLECTES SEPARATIVES : 2 750 t
107 kg/hbt INSEE SINOE/an
98 kg/hbt DGF/an
(0%)
17% des déchets

DECHETERIES : 8 469 t
330 kg/hbt INSEE SINOE/an
300 kg/hbt DGF/an
(-5%)
53% des déchets

OMR

Refus de tri

Emballages
Papiers
Verre
Textiles

DDM
Incinérables
Bois A

Végétaux
Bois B
Ferrailles
Cartons
DEEE
Huiles, piles…

Encombrants
Gravats

TRAITEMENT : 16 019 t
628 kg/hbt INSEE SINOE/an
574 kg/hbt DGF/an
Variation des ratio / année précédente
Répartition de l'année

Valorisation énergétique : 6 500t
254 kg/hbt INSEE SINOE/an
231 kg/hbt DGF/an
hausse
41% des déchets

Valorisation matière : 5 980t
233 kg/hbt INSEE SINOE/an
212 kg/hbt DGF/an
stable
37% des déchets

Enfouissement : 3 539 t
138 kg/hbt INSEE SINOE/an
126 kg/hbt DGF/an
baisse
22% des déchets

Vapeur | mâchefers | REFIOM

Biogaz | lixiviat | déchets ultimes

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

SYNTHESE : PERFORMANCE MOYENNE PAR HABITANT DGF (kg/an)

Année	RMCom 2010	RMCom 2025	Sittom-mi	objectif PRPGD 2030 (INSEE) :	Objectif ex PDND
Population (habitants)	**29 623**	**28 193**	**185 789**		
Déchets ménagers et assimilés (tonnes)	**14 173**	**16 041**			
Performance moyenne par habitant (kg/an) par flux de déchets (tonnes entrantes)			**non exploitable**		
Ordures ménagères	203	171	137		173-183 kg /an/habitant DGF
Verre	42	43	49		46-47 kg /an/ habitant DGF
Propre et sec (sacs jaunes et papier)	30	52	59		48-54 kg /an/ habitant DGF
Textiles	?	3			
Déchèteries	201	300			187 kg /an/ habitant DGF
Dont gravats	44	46			67 kg /an/ habitant DGF
Performance globale (population. DGF)	477	569			538 kg /an/ habitant DGF
Performance globale (pop INSEE)		574		564	

OBJECTIFS NATIONAUX A 2030 PAR RAPPORT A 2010 ET RESULTAT RMCOM EN 2025

- 10% de déchets ménagers et assimilés	+ 14%
- 50% de déchets enfouis	+12% (avec gravats)
+ 65% de déchets avec valorisation matière et organique	+ 26%

La répartition par flux diverge des objectifs :

- Collecte d'ordures ménagères résiduelles, en baisse et dans les objectifs, la presque la plus élevée du SITTOM-MI.
- Collectes sélectives : verre, papier, emballages, textiles. Une forte hausse depuis l'extension des consignes de tri et la conteneurisation de proximité. Vraisemblablement, la collecte sélective progresse également car il y a plus d'emballages mis sur le marché, ce que traduit le ratio régional.
- Flux de déchèteries hors gravats, très supérieurs aux objectifs du plan avec une hausse persistante des tonnages d'encombrants dont une partie est désormais valorisé par incinération. La part des végétaux varie selon la météo de l'année.

- Les actions de prévention contribuent à la diminution des OMR et des apports en déchèteries, notamment les biodéchets : restes alimentaires et végétaux, bien que l'impact soit difficilement quantifiable.
- Les limites de service et l'instauration de la redevance spéciale ont permis de faire baisser les tonnages d'ordures ménagères et incitent au tri.
- L'augmentation constante des encombrants non valorisés depuis 2016 est préoccupante, des modalités de tri plus poussées avec la création de nouvelles filières de valorisation (REP) et des actions de prévention en amont du passage en déchèterie sont à développer ainsi que l'action de l'agent d'accueil, l'organisation et les modalités d'accès aux sites. Les flux en éco-stations seraient à revoir car ils ne favorisent pas le tri.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS FINANCIERS : MODALITE D'EXPLOITATION DU SERVICE

Marchés de prestations :
1 479 133 €
33% des dépenses
+2.5% par rapport à l'an passé (essentiellement les déchèteries)

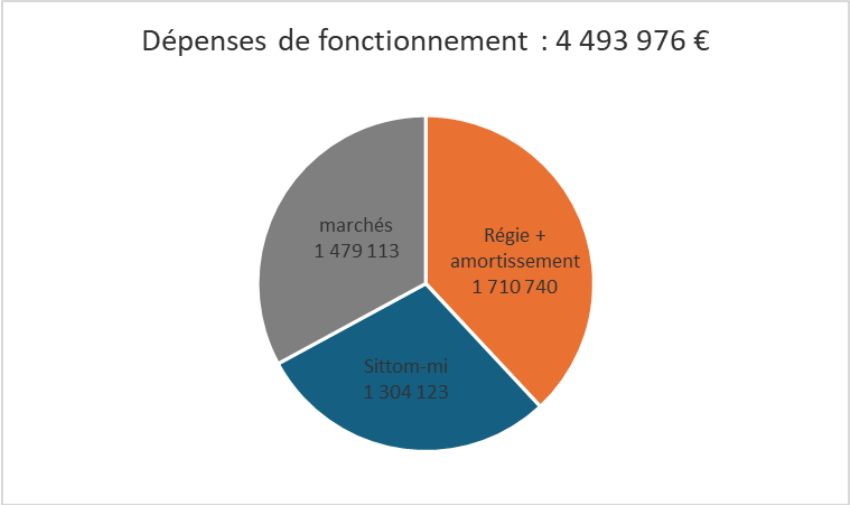
- Exploitation, transport, traitement des déchèteries et éco-stations.
- Collecte du verre et du papier.

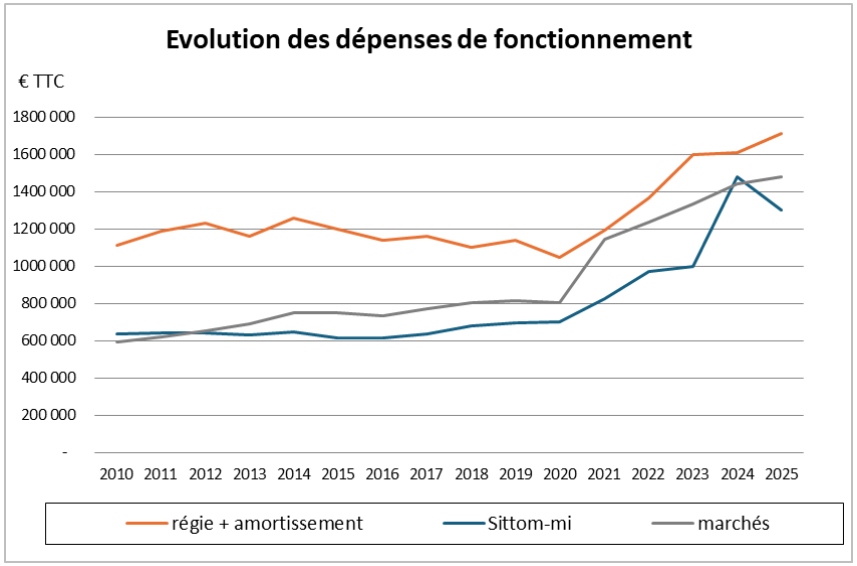
Contribution au Sittom-mi :
1 304 123 €
29% des dépenses.
-12% par rapport à l'an passé (tarifs mutualisés du nouveau marché de tri, plus avantageux)

- Incinération des déchets résiduels et refus de tri.
- Transport et tri des emballages légers.

Régie :
1 225 476 € hors amortissement, 1 710 740 € amortissements compris
38 % des dépenses
+6 % par rapport à l'an passé du fait des amortissements plus importants

- Collecte et transfert des ordures ménagères résiduelles.
- Collecte sélective et transfert des emballages légers.
- Services communs, communication,
  qualité du tri, prévention des déchets, économie circulaire
- Prise en charge et gardiennage des éco-stations.
- Amortissements des matériels et installations





Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS FINANCIERS : LES MONTANTS DE PRESTATIONS PAR DES ENTREPRISES EN 2025

Collecte du verre et du papier :	54 680 € TTC	fin de marché : 03/2026
Haut de quai de déchèterie :	187 029 € TTC	fin de marché : 03/2026
Transport des déchèteries et éco-stations :	445 864 € TTC	fin de marché : 06/2026
Traitement des produits de déchèteries et éco-stations :	699 094 € TTC	fin de marché : 03/2026
Traitement des DDS et huiles :	59 919 € TTC	fin de marché : 03/2026

INDICATEURS FINANCIERS : LES MONTANTS DE PRESTATIONS PAR LE SYNDICAT DE TRAITEMENT EN 2025

Traitement des ordures ménagères :	848 021 € TTC
Tri de la collecte sélective :	410 844 € TTC

INDICATEURS FINANCIERS : REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DE LA REGIE DECHETS

- Chapitre 11 : véhicules avec amortissement (245 526€)	608 703 € TTC
- Chapitre 11 : autres charges courantes + amortissement CT, contenants, mobilier (150 050€) …	214 857 € TTC
- Chapitre 12 : personnel	790 731 € TTC

Amortissement des biens.

En 2025 les biens sont amortis prorata temporis et non plus au 01/01 de l'année N+1

- Le centre technique déchets ménagers est amorti sur 20 ans : 71 259 €.
- Les contenants de collecte (bacs, colonnes) et des divers équipements de déchèteries (caissons de mini-déchèteries, abris à polystyrènes, cages de tri, collecteurs d'huiles minérales usagées, conteneurs pour les DEEE, les DDS et la recyclerie, les garde-corps, la signalétique, le mobilier, divers matériels, …) sont amortis sur 5 ans : 150 050 €. Augmentation sensible du fait du programme de conteneurisation de la collecte des emballages.
- Les déchèteries ne sont pas amorties. Cependant, certains équipements de déchèteries sont amortis au compte « autres installations et matériels » ainsi que les frais d'études pour travaux.
- La durée d'amortissement a évolué 7 ans puis 5 ans à partir de 2012 puis de nouveau 7 ans à partir de 2020 : 245 526 €. L'objectif est de renouveler régulièrement les véhicules de collecte pour avoir un montant stable d'investissement et d'amortissement des équipements récurrents.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS FINANCIERS : LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

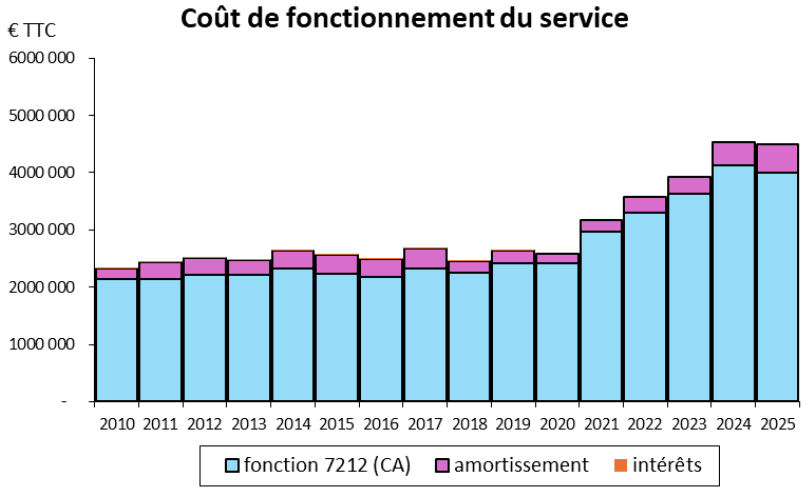
Les dépenses de fonctionnement du service, individualisées à la fonction 7212 du CA.

- Dépenses courantes (régie, Sittom-mi, prestataires) : 4 008 712 €.
- Amortissement : 485 264 €. Seules les déchèteries ne sont pas amorties.

Il n'y a plus de dépenses d'intérêts d'emprunt.

La variation globale du budget est de -1% par rapport à l'année précédente.

- Hausse des prestations en déchèteries : évolution des indices, hausse des tonnages onéreux en déchèteries.
- Prix du nouveau marché de tri plus favorables à la collectivité.
- Régie : amortissements supplémentaires (nouvelle BOM, bacs emballages).



DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 4 493 976 € TTC
+93% DEPUIS 2010
175 € PAR HABITANT SUIVANT LA POPULATION INSEE/SINOE.
159 € PAR HABITANT SUIVANT LA POPULATION DGF.
280 € LA TONNE

INDICATEURS FINANCIERS : LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT (TTC)

Pré-collecte	Conteneurs de collecte (renouvellement, conteneurs CS) et immobilisateurs	85 494 €
Collecte	2 BOM+ 1 tablette	599 658 €
Déchèterie	frais d'étude de réhabilitation déchèterie du Faouët + petits travaux	68 627 €
Centre technique	travaux électricité et alarme intrusion	7 511 €
Prévention	composteurs et signalétique	33 098 €
Investissements de l'année en € TTC :		733 167 €

Il n'y a plus d'emprunts en cours.
34 092 € de reprise de subvention d'investissement sont affectées au service (études et travaux en déchèteries).

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS FINANCIERS : LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement du service, individualisées à la fonction 7212 du CA.

La taxe ordures ménagères (76%) :
3 849 761 € (+2.6%)
Evolution des bases fiscales.

Recettes diverses (4%) :
208 820 € (-30%)
Des remboursements sur rémunération, quelques produits exceptionnels,
l'amortissement de subventions, des pénalités sur marché, des aides aux études et à l'emploi.

Recettes de valorisation, soutiens des filières (17%) :
859 825 €, (+15%)
Décalage partiel des soutiens, plus de recette du fait des tonnages d'emballages triés croissants
Rachat des ferrailles en hausse, soutiens des REP (emballages, DEEE, mobilier) stables.

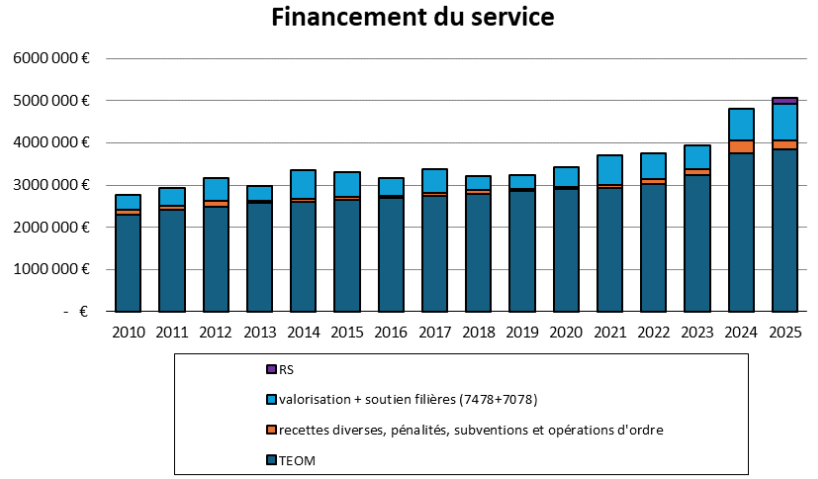
Redevance spéciale de 2024 et une partie de 2025.
150 050 € nouveau (3%)
Les producteurs disposant de 6 bacs ou plus.

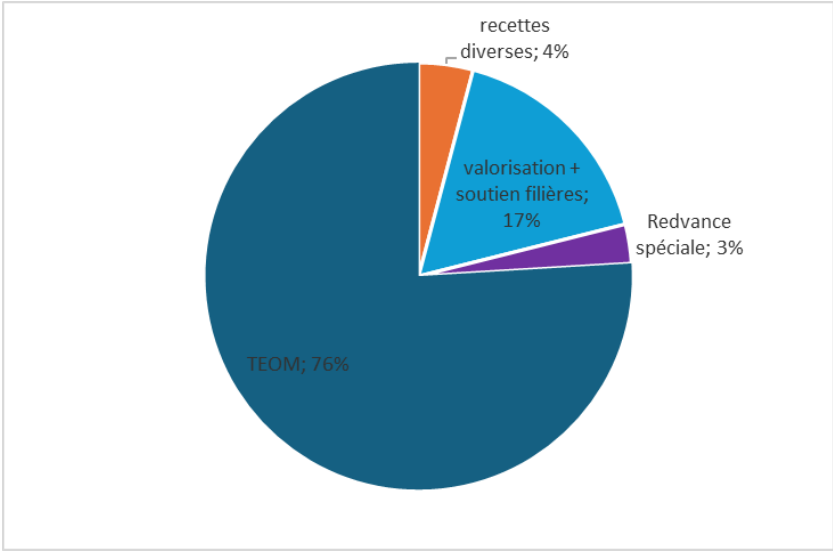
Financement sans contribution du budget général.

RECETTE DE FONCTIONNEMENT : 5 068 456 €, en hausse
UN TAUX DE TEOM à 14% augmentation de 1.4% en 2024, inchangé en 2025, + 67% depuis 2010.

Des recettes de valorisation en augmentation depuis 2010 : +140%

En moyenne :
150 € de TEOM PAR HABITANT SUIVANT LA POPULATION INSEE/SINOE.
137 € de TEOM PAR HABITANT SUIVANT LA POPULATION DGF.





INDICATEURS FINANCIERS : LES PRODUITS D'INVESTISSEMENT

Uniquement les amortissements en opération d'ordre : 399 420 €.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS FINANCIERS : DETAIL DES PRODUITS DE VALORISATION

Les produits perçus dans l'année ne correspondent pas aux tonnages de l'année, du fait de décalage de versement possible.

Rachat du papier, des emballages via le Sittom-mi :	87 737 €	Titulaire du Contrat REP : Sittom-mi
Rachat des produits de déchèteries :	117 255 €	Fin de contrat : 12/2025 sinon REP
Vente d'énergie produite par les installations du SITTOM-MI		englobé dans le tarif d'incinération

INDICATEURS FINANCIERS : DETAIL DES SOUTIENS

Les produits perçus dans l'année ne correspondent pas aux tonnages de l'année, du fait de décalage de versement parfois important.

Soutien CITEO emballages et papier via le Sittom-mi :	939 581 €	Titulaire du Contrat REP : Sittom-mi
Soutien ECO-SYSTEME / ECO-MOBILIER/ECO-DDS/Refashion :	33 668 €	Titulaire du Contrat REP : RMCom
Subvention aide aux postes (biodéchets)	30 000 €	
Subventions de fonctionnement aux études : Ademe, Région	0 €	

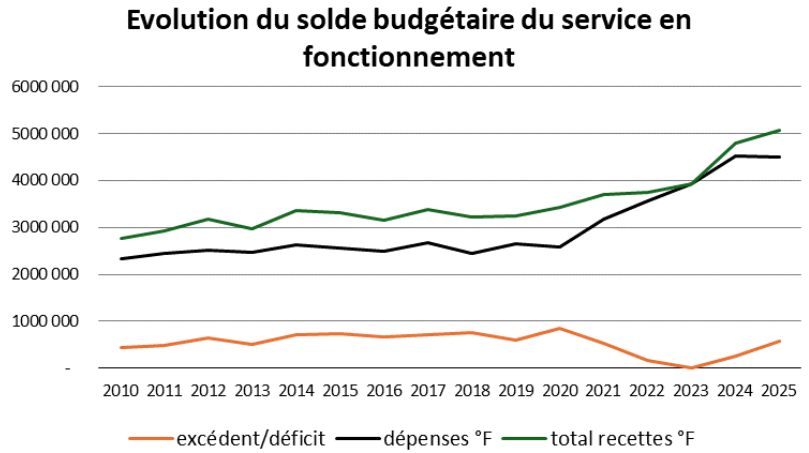
INDICATEURS FINANCIERS : DETAIL DES PARTICIPATIONS DES USAGERS ET REDEVABLES

Participation pour mise à disposition de composteurs	2 475 €
Redevances « Pro » en déchèteries	0 €
Location colonne fêtes	444 €
Remboursement par usager	454 €

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

EVOLUTION DES CHARGES ET DES PRODUITS : FONCTIONNEMENT

En 2025, les charges de fonctionnement sont couvertes par les produits. Ceci laisse un excédent de 574 480 €, soit 12.8% des dépenses de fonctionnement du CA, pour financer les investissements.
La TEOM ne suffit pas à couvrir les dépenses de fonctionnement du service, les recettes de valorisation et les recettes diverses sont nécessaires pour parvenir à l'équilibre.



EVOLUTION DES CHARGES ET DES PRODUITS : INVESTISSEMENT

En 2025, la couverture des charges par les produits en investissement est déficitaire : -322 734 €. Les recettes d'investissement sont presque entièrement des opérations d'ordre. Les dépenses d'investissement réelles sont principalement des achats de contenants, le paiement de BOM et des frais d'étude avant travaux pour les déchèteries.

EVOLUTION GLOBALE DES CHARGES ET DES PRODUITS DE LA FONCTION 7212

En 2025, le résultat, fonctionnement + investissement, de la fonction 7212 est positif. : 329 662 € et englobé dans le budget général.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

INDICATEURS FINANCIERS : COMPTACOUT - COUTS COMPLETS ET COUTS AIDES – EVOLUTION DES COUTS

Le tableau analytique des dépenses et recettes du service par étapes de gestion et par flux de déchets est présenté à la page suivante. Ces données sont issues du CA 2024 et de retraitements comptables pour suivre une méthodologie nationale. Les montants sont exprimés hors taxes même si la collectivité n'est pas assujettie.

En cours d'élaboration

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

BILAN 2025

PREVENTION / ECONOMIE CIRCULAIRE

- Poursuite du plan d'action de gestion de proximité des biodéchets.
- Travail auprès des entreprises concernées par la limite de service et la redevance spéciale (phase 1), moyen de réduire les déchets des non ménages.
- Validation du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés avec notamment l'arrêt des tontes et des feuilles mortes en déchèteries. Adoptée pour 2026.

COLLECTES

- La baisse des tonnages d'ordures ménagères se poursuit.
- Les tonnages de collecte sélective progressent toujours mais contient de plus en plus d'indésirables (ordures ménagères produits de déchèteries).
- Le taux d'indésirables collectés dans les bacs emballages, refusés au centre de tri et éliminés avec les ordures ménagères augmentent de 6%, ce qui représente d1/3 des apports qui doivent être retraités avec un coût supplémentaire pour la collectivité.
- Poursuite de la pose d'immobilisateurs de bacs de collecte sélective (prise au vent).

DECHETERIES

- En déchèteries, les tonnages se stabilisent enfin. A voir si la tendance se poursuit.
- La fraction du tout-venant augmente. Ceci est pénalisant tant techniquement par rapport aux objectifs de valorisation inscrits dans la loi AGEC que financièrement du fait du coût élevé de traitement des encombrants qui vont encore croître (du fait de la TGAP et de la raréfaction des exutoires).
- Les tonnages et les fréquentations ont augmenté d'environ 40% depuis 2010, les plus fortes progressions étant notées sur la déchèterie du Faouët qui représente 42% du total des tonnages de déchèteries. Du fait de l'exiguïté des sites, le tri supplémentaire de nouveaux produits à extraire des encombrants ou la mise en place de collecte de matériaux pris en charge par des éco-organismes ne sont guère possibles malgré leurs intérêt environnemental et financier. Les déchèteries connaissent des épisodes de saturation (benne pleine avant la fin de journée, encombrement de la plateforme, …).

INVESTISSEMENTS

- Les principaux investissements de 2025 sont l'achat de conteneurs pour le nouveau schéma de collecte des emballages et le paiement de BOM renouvelées. Les études de maitrise d'œuvre pour la rénovation de la déchèterie du Faouët démarrées fin 2024 se poursuivent en 2025. Ces investissements sont réalisés sans emprunts, en autofinancement.

BUDGET

- Le solde budgétaire de la fonction 7212 au compte administratif est de nouveau positif malgré un coût croissant du service
- Le coût du service n'est pas couvert par le montant de TEOM. Les autres produits, variables selon les années mais de tendance croissante, permettent encore en 2025 le maintien de l'autofinancement sans participation du budget général.
- Le programme de travaux important en déchèteries va impacter les besoins de financement dans les années à venir.
- Les éléments de comptabilité analytique donneront des pistes d'évolution pour un service à coût maitrisé.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

PROJETS 2026 ET PERSPECTIVES

Une démarche de projet de territoire est engagée depuis 2021, les projets structurants retenus sont en **gras coloré**.

PREVENTION / ECONOMIE CIRCULAIRE

- **Généralisation du tri à la source des biodéchets : suite du programme 04/2023-03/2027 avec un accent sur les sites de compostage partagés et les non ménages.**
- Redevance spéciale : préparation de la phase 2 abaissement du seuil RS à 4 bacs.
- Limite de service : travail auprès des entreprises concernées par l'échéance du 31/12/2025.
- Mise en œuvre du second Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés : 2025-2029.
    - Candidature à l'appel à projet économie circulaire de la région pour mener des actions de réemploi des matériaux.
    - Déploiement de la prévention autour de la ressource végétale avec un programme d'accompagnement en et hors déchèterie.
    - Accompagnement des organisateurs de manifestations à la réduction des déchets.

COLLECTE ORDURES MENAGERES RESIDUELLES

- Achat d'une BOM latérale et réception de la BOM achetée en 2025.
- **Test d'une collecte ordures ménagères par quinzaine (C0.5) sur l'est du territoire et faisabilité dans d'autres secteurs.**
- **Maîtrise d'oeuvre de la construction d'une station de transfert par le Sittom-mi dans le centre technique de RMCom.**

COLLECTE SELECTIVE

- **Déploiement d'une collecte séparée des cartons suite à l'appel à projet CITEO.**
- Actions correctives sur la qualité du tri, en lien avec le Sittom-mi. Candidature au dispositif Hermines du zéro déchet de la Région Bretagne.

DECHETERIES

- **Suite des études de maîtrise d'œuvre et lancement des travaux de la déchèterie du Faouët**.
- Préparer les signatures de contrat REP en lien avec l'évolution des déchèteries.
- Renouvellement des marchés de déchèteries au 01/04/2026.

TRANSVERSAL

- Recherche d'un logiciel d'optimisation dans la perspective de réorganisation des tournées ordures ménagères et emballages avec la station de transfert
- Mise à jour du règlement de collecte.
- Recherche d'optimisation interne et externes : sources d'économies et de recettes nouvelles.
- Approfondissement des collaborations interservices (prévention, communication, technique, services à la population, Récup'r, économie, …).

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

Glossaire

ADEME : agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.
ALESI : association lanestérienne d'entraide sociale immédiate.
AV : Apport volontaire, mode de collecte dans lequel le contenant de collecte de grosse capacité est mis à disposition du public sur la voirie.
Bas de quai : plateforme inférieure en déchèterie où sont stockées les bennes de collecte, uniquement accessible au transporteur pour échange et transport des bennes.
BOM : benne à ordures ménagères.
C0.5, C1, C2… : fréquence de collecte une semaine sur 2, fréquence de collecte une fois par semaine, fréquence de collecte deux fois par semaine
CA : compte administratif.
Caractérisation : échantillon d'un flux de déchets séparé en ses différentes fractions à fins de connaissance sur la composition des flux dans le but de mener des actions d'amélioration ou de déterminer la répartition des tonnages vers les différents exutoires.
CD 56 : conseil départemental du Morbihan.
CDD : contrat à durée déterminée.
CDDI : contrat à durée déterminée d'insertion .
CHSCT : comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
CS : collecte sélective, collecte séparée de certains flux de déchets recyclables en vue de leur valorisation (par exemple emballages légers, papiers, verre).
CSR : combustible solide de récupération.
DDS : déchets diffus spécifiques (anciennement déchets dangereux des ménages).
Déchèterie : lieu clos, gardienné, où les usagers peuvent déposer de manière séparée des déchets autres que les ordures ménagères résiduelles.
DGF : dotation globale de fonctionnement.
DEEE : déchets d'équipements électriques et électroniques.
DMA : déchets ménagers et assimilés.
Eco-station : appelée aussi mini-déchèterie, site de proximité en complément du réseau des déchèteries fonctionnant sur les mêmes principes mais avec des horaires et un nombre de flux beaucoup plus limités
ETP : équivalent temps plein.
Encombrants : Déchets de l'activité domestique des ménages qui en raison de leur volume ou de leur poids ne peuvent être présentés à la collecte des ordures ménagères et ne font pas l'objet d'une filière de valorisation locale.
FCO : formation continue obligatoire à la sécurité (chauffeurs poids lourds).
Fonction 7212 : rubrique de la comptabilité fonctionnelle suivant la nomenclature M57 correspondant aux services de « COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS »
Haut de quai : plateforme supérieure accessible aux usagers en déchèterie.
Hbt : habitant.
ICPE : installation classée pour la protection de l'environnement.
INSEE : institut national de la statistique et des études économiques.
ISDI : installation de stockage des déchets inertes.
ISDND : installation de stockage des déchets non dangereux.
JRM : journaux-revues-magazines.
Mâchefers : résidus solides d'incinération, utilisables en sous couche routière selon leur degré de maturation vérifié par analyse.
OMR : ordures ménagères résiduelles : déchets des ménages de petit volume ne pouvant être recyclés.
PAV : point d'apport volontaire (OMR, CS, Verre, JRM).
PEHD : polyéthylène haute densité.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_110B-DE

PDDND : plan départemental des déchets non dangereux (devenu caduc au transfert de compétence à la région qui a élaboré un plan régional de prévention et de gestion des déchets)
PRPGD : plan régional de prévention et gestion des déchets.
PR : point de regroupement, mode de collecte dans lequel le contenant de proximité est mis à disposition du public pour la collecte des sacs fermés d'OMR ou de CS.
REFIOM : résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères.
RMCom : roi Morvan communauté.
SDD : soutien au développement durable (volet du contrat CITEO).
SIRCOB : syndicat intercommunal de répurgation du centre ouest Bretagne.
SITTOM-MI : syndicat intercommunal pour le transfert et le traitement des ordures ménagères du Morbihan intérieur.
T1, T2, … : trimestre 1, trimestre 2, …
TC : temps complet.
TEOM : taxe d'enlèvement des ordures ménagères.
Transfert : transport des déchets en fin de collecte avec rupture de charge jusqu'au lieu de traitement.
UVE : unité de valorisation énergétique.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_112-DE

Convention de reversement de subvention relative au Pacte de développement culturel 2024-2027 de Roi Morvan Communauté

La présente convention est établie entre :

Roi Morvan Communauté

13, rue Jacques Rodallec - 56110 GOURIN

Représentée par Sébastien WACRENIER, agissant en qualité de Président

Et

L'association La Grande Boutique

3 rue des Milad 56100 LANGONNET

N° de SIRET : 401 221 833 00049

Représentée par Yann GOUIN, agissant en qualité de Co-président

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite « Loi NOTRe » ;

Vu la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine dite « Loi LCAP » ;

Vu le Pacte de développement culturel adopté par le Conseil communautaire en date du 14 décembre 2023 ;

Vu la délibération n°_____ du Conseil communautaire en date du 18 juin 2026.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_112-DE

PRÉAMBULE

En 2024, Roi Morvan Communauté, l'État – DRAC Bretagne et la Région Bretagne se sont associés au sein d'un Pacte de développement culturel afin de renforcer le développement culturel du territoire du Pays du Roi Morvan en apportant notamment de nouveaux moyens financiers.

Cette coopération s'établit dans une logique de synergies et de complémentarité entre les différents niveaux de collectivités et l'État, pilotée par Roi Morvan Communauté pour la période 2024-2027.

Le Pacte s'articule avec la politique culturelle existante de Roi Morvan Communauté et précise les engagements en termes de moyens financiers complémentaires aux dispositifs ordinaires des collectivités signataires.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'encadrer le reversement de la subvention attribuée par Roi Morvan Communauté à l'association La Grande Boutique pour la réalisation du projet de résidence de territoire « Déroutes du geste – Terre, Mer, Ker » en 2025-2026.

Cette subvention constitue le reversement de la part des aides reçues par Roi Morvan Communauté de l'État – DRAC Bretagne et de la Région Bretagne pour le financement de ce projet. Elle ne peut être affectée à d'autres fins sans accord écrit préalable de Roi Morvan Communauté.

ARTICLE 2 : MONTANT ET MODALITÉS DE PAIEMENT

Le montant total de la subvention allouée par Roi Morvan Communauté à l'association La Grande Boutique pour la réalisation du projet est fixé à un montant maximum de treize mille euros (13 000 €).

Le versement de cette subvention s'effectuera en deux temps selon les modalités suivantes :

- Un premier versement de cinq mille euros (5 000 €) correspondant aux actions réalisées en 2025 dans le cadre du projet. Ce versement interviendra à la signature de la présente convention.

- Un second versement d'un montant maximum de huit mille euros (8 000 €), correspondant à la poursuite et à l'achèvement du projet.

Le versement de ce second montant interviendra après remise et validation par Roi Morvan Communauté du bilan final du projet (rapport d'activité et bilan financier).

Le montant définitif du second versement sera ajusté au regard des dépenses effectivement réalisées et ne pourra conduire à dépasser le montant total de la subvention fixé par la présente convention.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa date de signature et s'achèvera de plein droit à l'issue de la validation du bilan final du projet et du versement du solde, et au plus tard le 30 avril 2027.

ARTICLE 4 : BILAN ET MODALITÉS DE CONTRÔLE

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_112-DE

4.1 Rapport moral et bilan financier

L'association s'engage à transmettre à Roi Morvan Communauté, dans un délai de trois mois suivant la fin du projet, et au plus tard le 15 janvier 2027, un rapport moral et un bilan financier détaillé de l'action. Ces documents devront être rédigés selon le modèle fourni en annexe à la présente convention.

4.2. Modalités de contrôle et justificatifs

Roi Morvan Communauté peut procéder à tout contrôle jugé utile, directement ou par mandataire, y compris un examen sur pièces et sur place des documents comptables, des recettes et dépenses relatives à l'action financée.

L'association s'engage à tenir à la disposition de Roi Morvan Communauté l'ensemble des justificatifs de dépenses, factures et pièces comptables certifiées conformes, permettant de contrôler l'utilisation de la subvention.

L'association s'engage par ailleurs à fournir son immatriculation au répertoire Siren et un RIB dans le cas où ces pièces ne seraient pas déjà en possession de Roi Morvan Communauté, ou si elles ont été modifiées depuis leur dernière transmission.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION ET VALIDITE DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire doit informer Roi Morvan Communauté de toute modification substantielle du projet, dans les plus brefs délais.

En cas de non-réalisation du projet, de modification injustifiée de l'action ou de manquement aux obligations de transmission des justificatifs prévues à l'article 4, Roi Morvan Communauté se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le versement du solde de la subvention.

De plus, si l'acompte initial de 5 000 € n'a pas été utilisé conformément à l'objet de la présente convention ou si l'action est prématurément interrompue, Roi Morvan Communauté pourra résilier la convention et exiger le remboursement total ou partiel des sommes déjà versées. L'association s'engage à rembourser la part de la subvention due dans un délai de trente jours après notification écrite de la demande de restitution.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

L'association s'engage à rendre visibles les soutiens financiers des partenaires. La mention du soutien et l'affichage des logos de Roi Morvan Communauté, de l'État – DRAC Bretagne et de la Région Bretagne doivent apparaître dans toute communication et diffusion relative au projet soutenu.

Fait à Gourin en 2 exemplaires,

Le ___/___/_____

Sébastien WACRENIER
Président de Roi Morvan Communauté

Yann GOUIN
Co-Président de l'association La Grande Boutique

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_112-DE

ANNEXE — BILAN DE L'ACTION SOUTENUE

1. Informations générales

- Nom de la structure : Association La Grande Boutique
- Adresse : 3 rue des Milad 56100 LANGONNET
- Représentant légal : Yann GOUIN
- Intitulé du projet : Résidence de territoire « Déroutes du geste – Terre, Mer, Ker »
- Période de réalisation : 2025-2026
- Montant de la subvention sollicitée : 13 000 €

2. Rapport moral de l'action

2.1. Présentation générale

- Contexte / objectifs :
- Artistes / intervenants associés :
- Publics ciblés :
- Partenaires impliqués :

2.2. Déroulement du projet

- Étapes réalisées :
- Calendrier effectif :
- Ajustements éventuels :

2.3. Bénéficiaires

- Nombre de participants :
- Typologie des participants :

2.4. Évaluation qualitative

- Points forts :
- Difficultés :
- Rayonnement / impact territorial :
- Suites envisagées :

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_112-DE

3. Bilan financier de l'action

Nature des dépenses	Montant (€)	Nature des recettes	Montant (€)
Achat spectacle (cession)		Subvention RMCom (Pacte culturel)	
Interventions artistiques (ateliers, collectage, restitution…)		Autres subventions publiques (à préciser)	
Interventions techniques (son, lumière…)		Apport de la structure porteuse	
Frais annexes (déplacement, hébergement, repas)		Partenariats	
Locations, achats de matériel		Autres	
Administration - production			
Communication			
Droits d'auteur (SACEM, SACD, …)			
Autres			
Total dépenses		Total recettes	

4. Déclaration sur l'honneur

Je soussigné·e certifie l'exactitude des informations transmises.

Fait à _____, le _____

Signature et cachet de la structure

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

SVP

INFORMATION
DÉCISIONNELLE

ACCOMPAGNEMENT D'EXPERTS POUR LES COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Sécurisez

VOTRE GESTION QUOTIDIENNE

Développez

VOS MISSIONS DE SERVICE PUBLIC

QUI SOMMES-NOUS?

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

UN CONCEPT UNIQUE

- Un service de réponses immédiates à toutes vos questions professionnelles
- Accès en usage libre et 100% à distance
- Accès à nos expertises via nos experts au téléphone et notre site my.svp.com

UNE EXPERTISE HUMAINE

- 200 experts, tous de formation supérieure et spécialisés par domaine de compétences, dont **40 juristes spécialisés en droit public**
- 2 000 questions traitées par jour

UNE LÉGITIMITÉ RECONNUE

- Création en 1935
- Adhérent Syntec Conseil, Qualification ISQ – OPQCM
- 7 000 clients, 30 000 utilisateurs : Collectivités territoriales / Établissements publics / Entreprises / Experts-Comptables / Sociétés de conseil / Notaires
- **N°1 dans le service auprès des collectivités et établissements publics**
- Un service utile à tous les directeurs généraux et chefs de service

SVP

PARMI NOS EXPERTS

Experts marchés publics / Urbanisme / Financiers / RH / Juristes en droit privé et public / Ingénieurs / Analystes marché / Veilleurs / Économistes…

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

GESTION



Mickaël Sotto

- Titulaire d'un DESS en Droit des collectivités locales
- Il accompagne les clients SVP sur l'organisation de leur collectivité, la stratégie de réponse aux appels d'offre, la conjoncture, le développement économique et la gestion des relations publiques.



Emmanuelle Decap

- Titulaire d'un master 2 Recherche Droit public fondamental
- Experte SVP, elle accompagne les décideurs publics dans leurs préoccupations professionnelles : intercommunalité, gestion des collectivités locales, urbanisme, marchés publics, fonction publique, développement économique, logement social…



Pascale Morant-Saïm

- Titulaire d'un DESS en administration publique et droit public interne
- Ancienne DRH d'une commune de + de 20 000 hab.
- Experte SVP, elle intervient sur les sujets de gestion du personnel territorial : recrutement, régimes indemnitaires, gestion des temps de travail et déroulement des carrières.

DÉVELOPPEMENT



Paul Brondolin

- Diplômé de Sciences Po et ancien consultant en cabinet de conseil spécialisé
- Expert SVP au service des collectivités locales en matière de finances et de fiscalités locales
- Il accompagne nos clients dans l'optimisation de leurs ressources et valorise leurs décisions budgétaires et fiscales.



Kader Berachoua

- Titulaire d'un double Master en droit public et privé, et en économie
- Ancien analyste risque crédit et consultant auprès du secteur public
- Chez SVP, il intervient en matière de finances locales : analyse financière, marché public, projet et investissement, analyse des initiatives locales.



Laura Mansot

- Titulaire d'un Master 2 en Management de la qualité, de la sécurité et de l'environnement
- Ancienne responsable de la QSE dans une entreprise de services
- Experte SP, elle intervient dans les domaines de l'hygiène sécurité et de la construction (prévention des risques professionnels et règles des ERP).

NOS RESSOURCES POUR VOUS ACCOMPAGNER

10 000 sources d'information fiables et exhaustives :

- **Sources juridiques** : jurisprudence, réglementation, réponses ministérielles
- **Serveurs marché** : études, indices, éditeurs spécifiques
- **Presse économique** : données marchés et entreprises…
- **Serveurs financiers** : comptes déposés des entreprises…

Des bases collaboratives internes

- Issues de l'expérience des experts SVP

Des technologies de pointe

- Des outils de veille, d'indexation et de restitution de l'information

Une équipe de 50 analystes et veilleurs

- Recherche, sélection, recoupement et validation de l'information collectée

SVP

GESTION (EXEMPLES)

La Gazette Santé Social · AJFP · lextenso éditions · Groupe Revue Fiduciaire · Le Courrier des maires et des élus locaux · Le Moniteur · Liaisons Sociales · Editions Francis Lefebvre · LexisNexis · Dalloz · La Gazette · AJDA · Banque des Territoires · Lamy

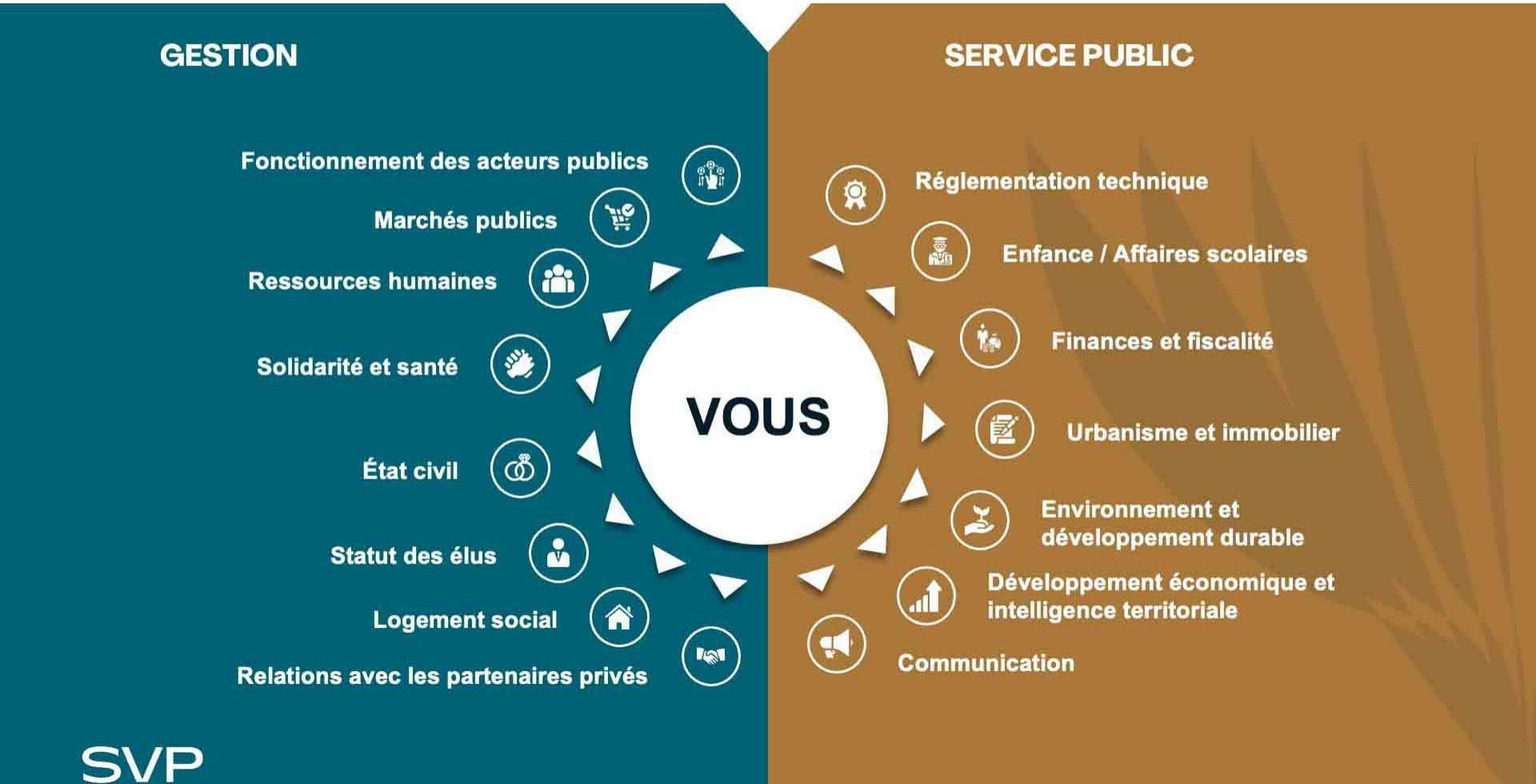
DÉVELOPPEMENT (EXEMPLES)

Questel · xerfi · Le Monde · Factiva · les Echos · altares

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

NOS DOMAINES D'INTERVENTION



SVP

FONCTIONNEMENT DES ACTEURS PUBLICS

- Intercommunalité
- Répartition des compétences entre acteurs publics
- Organisation interne des communes, départements et régions
- Établissements publics locaux : CCAS, SDIS…
- Pouvoirs de police
- Élections
- Tarifications des services publics
- Relations entre le public et l'administration
- Responsabilités des personnes publiques
- RGPD

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Recherche d'exemples de délibérations, arrêtés, règlements intérieurs
- Veilles juridiques*, etc.

* Hors abonnement

SVP

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- Comment mettre en place une zone 30 dans ma commune ?
- Le service départemental d'incendie peut-il demander une participation aux frais engagés lors de certaines interventions ?
- Une commune peut elle participer au financement d'un équipement alors qu'elle n'est plus compétente ?
- Quel est le sort des marchés publics, en cas de transformation des établissements publics de coopération intercommunale (transfert de compétence, extension de périmètre, fusion d'EPCI) ?
- Une commune rurale peut-elle intervenir dans le domaine économique pour satisfaire les besoins de sa population ?
- Le maire peut-il mettre un terme au dépôt de déchets à même le sol et à l'encombrement des voies publiques par des conteneurs et en faire supporter le coût par les administrés ?

MARCHÉS PUBLICS

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- Marchés publics, marchés de partenariat, concessions
- Choix et mise en œuvre des procédures de passation
- Dématérialisation
- Maîtrise d'ouvrage public/maîtrise d'œuvre
- Exécution et suivi des marchés
- Sous-traitance / cotraitance
- Responsabilités contractuelles et légales
- Normes techniques
- Formules de révision des prix, régimes des paiements
- Gestion des litiges

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Analyse comparative de fournisseurs
- Recherche de normes techniques
- Choix des indices économiques pour la révision de prix
- Recherche d'exemples de DCE, etc.

SVP

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

- Quelle formule de révision de prix préconisez-vous pour un marché de fourniture de repas en liaison froide ?
- Peut-on limiter la consultation à une demande de devis ?
- Quelles sont les normes à inclure dans notre CCTP pour la fourniture de notre infrastructure informatique ?
- En cas de prolongation de la durée d'un marché de travaux, doit-on faire évoluer la rémunération du maître d'œuvre ?
- Comment utiliser au mieux la transaction dans le règlement amiable d'un litige ?
- De quels moyens légaux disposent les acheteurs publics pour faciliter l'accès à la commande publique des entreprises locales ?

RESSOURCES HUMAINES

- Déroulement de carrière des fonctionnaires
- Agents contractuels
- Traitement, régime indemnitaire, NBI, remboursements de frais, logement de fonction, cotisations…
- Protection sociale et retraite, comité médical, commission de réforme, régime de coordination…
- Mutualisation du personnel, reprise de personnel…
- Formation
- Hygiène et sécurité
- Document unique
- Droit syndical, dialogue social et instances représentatives
- Discipline
- Déontologie



SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Sécuriser votre stratégie disciplinaire grâce à l'intelligence artificielle (partenariat avec Case Law Analytics, acteur majeur en matière de justice prédictive)
- Calculer le montant de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle
- Veille fonction publique*
- Accompagnement dans l'élaboration de votre document unique*, etc.

* Hors abonnement

SVP

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- La mise en place du dispositif de rupture conventionnelle pour les agents territoriaux nécessite-t-elle l'adoption d'une délibération de principe ?
- Qui doit assumer la protection fonctionnelle d'un agent mis à disposition ?
- Le demi-traitement versé dans l'attente de l'avis du comité médical peut-il être récupéré ?
- Quelles sont les obligations de l'employeur en termes de prévention des risques ?
- Comment reconstituer la carrière d'un agent dont le licenciement pour insuffisance professionnelle a été annulé ?
- Comment moduler le RIFSEEP pour favoriser le présentéisme ?

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- Établissements de santé
- Régime des aides sociales
- EHPAD et autres institutions sociales et médico-sociales
- CCAS/CIAS
- Insalubrité des logements
- Hospitalisation d'office
- Protection de l'enfance
- Action sociale et compétences des acteurs locaux
- Professions médicales et paramédicales
- Maisons pluridisciplinaires de santé
- Dépendance et autonomie

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

- Une commune peut-elle octroyer une aide financière au titre de l'action sociale à des particuliers ?
- Comment gérer les données médicales individuelles dans le respect du RGPD ?
- Quels sont les moyens que peut utiliser une collectivité pour favoriser l'implantation de professionnels de santé sur son territoire ?
- Un gestionnaire disposant de plusieurs résidences autonomie peut-il signer un seul CPOM ?
- Les collectivités peuvent-elles réglementer la liberté d'aller et venir des résidents dans les EHPAD ?
- Un médecin travaillant pour une collectivité peut-il parallèlement exercer en libéral ?

SVP

ÉTAT CIVIL

- Officier d'état civil
- Mariages
- Naissances
- Opérations funéraires
- Droit de la famille
- Mineurs et majeurs protégés
- Passeports et cartes d'identité
- Recensement

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

- Peut-on déposer un dossier de PACS de façon dématérialisée ?
- Dans quelle mesure un élu peut-il célébrer le mariage d'un membre de sa famille ?
- Une mairie ne disposant pas d'une station d'enregistrement, peut-elle réceptionner une demande de passeport ?
- Dans quelles conditions le maire peut-il déléguer certains actes ?
- Le transport d'un corps avant mise en bière est-il toujours soumis à l'autorisation préalable du maire du lieu de dépôt du corps ?
- À qui incombe le coût d'un interprète lors de l'audition préalable au mariage entre étrangers ?

SVP

STATUT DES ÉLUS

- Élections/opérations électorales
- Protection sociale
- Protection fonctionnelle
- Indemnités/imposition
- Autorisations d'absences et crédits d'heures
- Compensation des pertes de revenu
- Formation
- Assurances
- Responsabilités administratives et pénales

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Calculs des indemnités de fonctions
- Modèles de discours
- Simulateur de résultats d'élection, etc.

SVP

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

- Comment est imposée l'indemnité de fonction perçue par un élu ?
- Comment se calcule les indemnités de fonctions d'un conseiller municipal délégué ?
- Un élu local, par ailleurs entrepreneur, peut il contracter avec sa collectivité ?
- La commune est-elle tenue de prendre en charge les frais d'avocat d'un élu menacé par un administré ?
- La responsabilité pénale d'un élu peut-elle être engagée en cas d'accident causé par la chute d'un arbre ?
- Comment s'organise la protection sociale d'un élu, par ailleurs salarié, tombé malade ?

LOGEMENT SOCIAL

- Organisation et statut des bailleurs sociaux
- Gestion du parc
- Rapports locatifs
- Financement et aides publiques
- Fiscalité et comptabilité
- Attributions et contingent
- Politique locale de logement social
- Réglementation technique

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Veille logement social*, etc.

* Hors abonnement

SVP

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- Un bailleur social peut-il vendre des logements sociaux directement à un CCAS ?
- Les organismes HLM sont-ils redevables de la cotisation foncière des entreprises (CFE) ?
- Un OPH peut-il vendre en bloc des logements à des investisseurs privés sans autorisation préfectorale ?
- Après transfert de compétence à un EPCI, la commune peut-elle accorder une garantie d'emprunt à un OPH ?
- Les logements sociaux situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville bénéficient-ils de mesures fiscales favorables ?
- Une collectivité ayant accordé une garantie d'emprunt à un organisme HLM, peut-elle s'opposer à la cession du patrimoine de ce dernier ?

RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES PRIVÉS

- Assurances
- Banques
- Associations
- Commerçants
- Redynamisation des centres-villes
- Professions réglementées
- SPL / SEML
- Aides économiques/subventions
- Garanties d'emprunt
- Ouverture des commerces
- Indemnisation des dommages de travaux publics

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Sélection de prestataires en assurance
- Étude d'impact d'un nouvel emprunt
- Veille redynamisation des centres-villes*, etc.

* Hors abonnement

SVP

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

- Peut-on refuser de payer l'augmentation de la prime décidée par l'assureur de la collectivité ?
- Dans le cadre d'une procédure d'exécution, un huissier de justice peut-il exiger des informations personnelles sur un administré ?
- Souhaitant rembourser par anticipation un prêt bancaire, pourriez-vous me calculer les indemnités de remboursement par anticipation ?
- Puis-je promettre à une association de la subventionner pendant plusieurs années ?
- Dans quelles conditions une collectivité peut-elle s'assurer auprès d'une compagnie étrangère ?
- Quels sont les avantages et inconvénients de créer une société d'économie mixte ou une SPL ?

RÉGLEMENTATION TECHNIQUE

- Normes techniques
- Qualification et labels
- Accessibilité des personnes handicapées
- Sécurité incendie
- Produits phytosanitaires
- Transport de matières dangereuses
- Mobilité et transports
- Circulation et signalisation routière
- Équipements de protection individuelle

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Veille des principaux textes réglementaires*, etc.

* Hors abonnement

SVP

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- Quels sont les produits phytosanitaires de bio contrôle autorisés pour l'entretien des espaces verts ?
- Dans le cadre de la construction d'un nouveau complexe sportif, quelles sont les règles relatives à la sécurité incendie et à l'accessibilité ?
- Quelle est la réglementation relative aux engins de déplacement personnel ?
- Un agent transportant du carburant pour une tondeuse est-il soumis à l'ADR ?
- Un agent travaille régulièrement seul la nuit, quelles sont nos obligations afin de le permettre ?

ENFANCE / AFFAIRES SCOLAIRES

- Petite enfance et jeunesse
- Établissements scolaires
- Restauration scolaire et hygiène alimentaire
- Activités périscolaires
- Aires de jeux
- Gestion du handicap
- Crèche
- Sport et culture
- Autorité parentale
- Tarification des services publics

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Analyse concurrentielle des prestataires
- Vérification des normes spécifiques
- Veille petite enfance et jeunesse*, etc.

* Hors abonnement

SVP

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- Quelle est la réglementation concernant le Wifi dans les crèches et les maternelles ?
- Les agents peuvent-ils administrer des médicaments aux enfants ?
- Est-ce qu'un mineur peut récupérer un enfant à la sortie de l'école ?
- Quelles sont les règles d'hygiène à respecter dans la restauration scolaire ?
- Qui est responsable entre la sortie d'un bus scolaire et l'entrée dans l'école ?
- Dans quelle mesure un directeur d'école est-il dans l'obligation d'informer un parent des décisions prises par l'autre parent dans le cadre d'actes usuels concernant leur enfant ?

FINANCES ET FISCALITÉ

- Analyse et stratégie financière
- Ressources fiscales, dotations et péréquation
- Dépenses publiques
- Loi de finances
- Financement des investissements, emprunts FCTVA
- Gestion et réaménagement de la dette
- Impacts liés à l'intercommunalité
- Fiscalité immobilière
- Comptabilité publique
- Aides publiques et subventions
- Mécénat, fonds de concours
- Taxes de séjour

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Ratios de gestion de structures équivalentes
- Étude d'impact d'un nouvel emprunt
- Audit budgétaire (début et mi-mandat)*
- Analyse financière, rétrospective et prospective*
- Détermination de vos marges de manœuvre financières*,etc.

* Hors abonnement

SVP

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- Quels sont les critères d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine ?
- Peut-on exonérer des contribuables de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ?
- Une entreprise peut-elle participer au financement d'une activité de service public ?
- Quel est l'impact d'une décision budgétaire sur les ressources des collectivités locales : augmentation ou baisse d'une taxe ou nouveau plan d'investissement par exemple ?
- Comment déterminer l'impact d'une disposition de la loi de finances sur les ressources de la collectivité ?
- Le vote du budget peut-il s'éloigner des préconisations du ROB (rapport d'orientation budgétaire) ?

URBANISME ET IMMOBILIER

- Documents d'urbanisme : PLU, SCOT, SRADDET, PLH, PLHI ...
- Domaine privé / domaine public : conventions d'occupation, mise en concurrence, redevance
- Autorisations d'urbanisme, aménagement, urbanisme commercial
- Taxes
- Règles de construction : bâtiments, voiries, ERP, équipements
- Baux, droit immobilier
- Copropriété
- Expropriation et droit de préemption
- Patrimoine
- Assurances

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Modèles de baux
- Veille urbanisme*, etc.

* Hors abonnement

SVP

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- La commune peut-elle conclure un bail commercial de courte durée ?
- Quelle est la durée du bail consenti par la mairie à des administrés après l'incendie de leur logement ?
- Une commune peut-elle répercuter le coût d'instruction des autorisations d'urbanisme sur les pétitionnaires ?
- Dans quelle mesure une assurance dommages-ouvrage doit-elle être souscrite dans le cadre de la réalisation de panneaux photovoltaïques ?
- Faut-il une mise en concurrence pour l'organisation d'un tournoi de foot payant sur le domaine public ?
- Quelles sont les règles à respecter en cas de construction à vocation sociale ?

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Éco-construction
- Performance énergétique
- Achats responsables
- Assainissement collectif et non collectif
- Gestion de l'eau
- Gestion des déchets
- Pollution de l'air, des sols...
- Installations classées pour l'environnement
- Économie circulaire
- Taxes (Gemapi, IFER, ...)
- Énergies renouvelables

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Classement d'une activité par rapport aux rubriques des ICPE
- Recensement des bonnes pratiques écologiques, etc.

SVP

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- Quelle est la réglementation thermique applicable pour une construction d'un établissement d'accueil de jeunes enfants en 2021 ?
- Quelles sont les contraintes réglementaires lors de l'ouverture d'une déchèterie ?
- Comment développer l'éco-citoyenneté de mes administrés ?
- Une commune peut-elle imposer le contrôle des raccordements au réseau d'assainissement collectif à l'occasion des ventes d'immeubles ?
- Un administré qui gère à son domicile un atelier d'entretien des véhicules, est-il soumis à la réglementation des ICPE ?
- Quelles sont les pratiques retenues par d'autres villes pour un appel d'offres pour des produits d'entretien écologiques ?

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET INTELLIGENCE TERRITORIALE

- Dispositifs d'aides et subventions
- Zones franches
- Urbanisme commercial
- Redynamisation des centres-villes
- Pépinières d'entreprises et incubateurs
- Pôle d'attractivité
- Tourisme, développement durable et équitable

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

- Quels sont les labels liés au tourisme qui existent pour les communes ?
- De quelle manière les EPCI peuvent-ils aider les entreprises de leur territoire ?
- Est-ce une bonne opportunité de transformer une salle informatique municipale, en salle d'escape game ?
- Quels sont les avantages et les inconvénients de la création d'une SCIC autour d'un projet relatif à l'économie circulaire ?
- Quels sont les retours d'expérience des politiques menées par des EPCI concernant le soutien aux activités commerciales ?
- Pouvez-vous faire une analyse SWOT de notre commune ?

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Analyse comparative des initiatives locales
- Recherches d'aides
- Étude de valorisation du patrimoine immobilier
- Veille redynamisation des centres-villes*
- Connaissance et veille de votre tissu économique*, etc.

* Hors abonnement

SVP

COMMUNICATION

- Stratégie digitale, réseaux sociaux
- Plan médias, relations presse
- Hors médias, e-mailing, brochures, leaflets
- Image, e-réputation
- Publicité
- Évènementiel

SVP LE FAIT AUSSI POUR VOUS !

- Analyse de votre e-réputation
- Analyse comparative d'opérations de communication
- Avis sur vos communiqués de presse et discours, etc.

SVP

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

- Dans le cadre du développement de la notoriété de la commune, quelles sont les agences de communication les mieux positionnées ?
- Comment expliquer à nos administrés l'augmentation de la taxe sur les ordures ménagères et quelle stratégie de communication mettre en place ?
- Comment mieux nous adresser aux jeunes à travers les réseaux sociaux pour qu'ils s'impliquent plus dans la vie citoyenne ?
- Dans quelles circonstances le maire peut-il invoquer la diffamation et réclamer un droit de réponse ?
- Quelles sont les opérations de communication en matière de propreté mises en place dans d'autres collectivités ?
- Pouvez-vous nous aider à identifier médias et journalistes à cibler pour organiser un festival de musique classique ?

UN DOUBLE ACCÈS AU SERVICE SVP

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE



J'appelle le
01 47 87 11 11
pour être accompagné

OU



Je me connecte sur my.svp.com
pour une recherche en toute autonomie

ACCUEIL

Prise en charge du lundi au vendredi, de 9h à 18h sans interruption

DIALOGUE AVEC L'EXPERT SVP

- Diagnostic et échanges
- Recherches d'informations/textes
- Réponses argumentées et recherche de la meilleure solution
- Si besoin, partage en ligne des documents

ÉCRIT POSSIBLE

Envoi de documentation, et/ou rédaction d'une réponse écrite

Être rappelé immédiatement — OU — **Prendre RDV**

ACCÈS À TOUS LES CONTENUS EXCLUSIFS SVP

Base de connaissance de milliers de cas traités, formules et modèles, livres blancs, simulateurs, conventions collectives…

SVP

LES RÉPONSES ÉCRITES DES EXPERTS SVP

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

Mémos rédigés après un appel téléphonique, notes techniques, études sur-mesure, panoramas prime, bénéficiez d'un service complet pour appuyer vos décisions.



LE SERVICE MY.SVP.COM : DES OUTILS, DES BASES D'INFORMATION, DES SERVICES... ET TOUJOURS LES EXPERTS SVP

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE



Des sources d'information riches

- **Tous les contenus exclusifs de SVP** : base de connaissance de milliers de cas et réponses, notes d'actualité, livres blancs, fiches pratiques, vidéos, webconférences…
- **Modèles de l'éditeur Territorial**
- **50 000 exemples de documents rédigés par différentes administrations** : arrêtés, délibérations, conventions, règlements…
- **Textes, jurisprudence, réglementation…** : + de 6 millions de documents officiels
- **60 000 exemples de rédaction de marchés publics**
- **Calcul des indemnités de rupture conventionnelle** pour les agents publics

Et aussi, des services à forte valeur ajoutée en complément (hors abonnement

- **Nouveau. Veille métier « Décideur Public ».** Chaque jour, la sélection des actualités clés qui marquent le quotidien de votre fonction
- **Veilles et Études sur-mesure**
- **Mairie Infos Service** pour répondre aux questions juridiques, administratives et fiscales des administrés et des professionnels

MY.SVP.COM

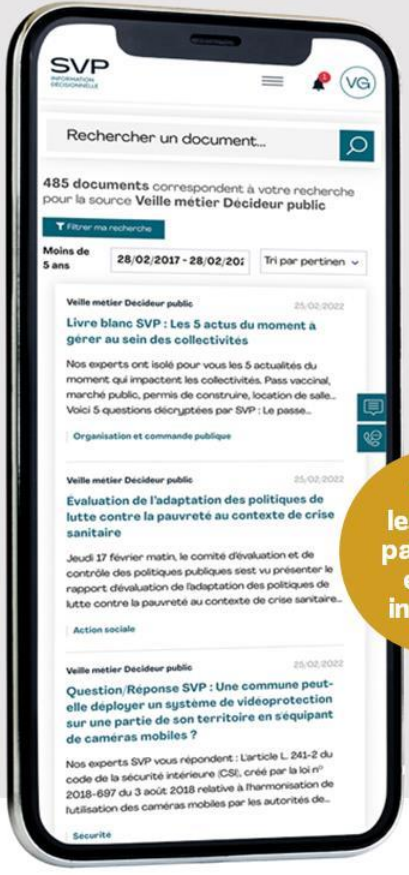
SVP

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

NOUVEAU

VEILLE MÉTIER "DÉCIDEUR PUBLIC"

Le **nouveau dispositif** de surveillance à 3 niveaux



Tous les jours par email et sur internet

1 La surveillance de milliers de sites web sur l'actualité des décideurs publics par notre équipe de veille

- **Le droit public** : budget et finances locales, organisation et fonctionnement de la collectivité, commande publique, RH… Un rappel des nouveaux textes, de la doctrine et de la jurisprudence clé.
- **Les missions de services publics** : action sociale, urbanisme, environnement, enfance et jeunesse ... : les informations les plus pertinentes et les bons exemples.
- **Et l'évolution de votre métier** : carrière, responsabilité, formation personnelle ... : ce qui vous fait évoluer à titre plus personnel.

LE PLUS !

À chaque fois, le lien vers la source et un résumé par nos équipes pour gagner du temps.

2 La base de questions/réponses de vos confrères

4 000 cas, mis à jour au quotidien.

3 Les articles exclusifs des experts SVP

Notes d'actualité, livres blancs et fiches pratiques rédigés quotidiennement par nos experts (+ de 10 000 documents).

Et toujours… les Experts SVP

Par téléphone ou par écrit, disponibles à tout instant, si vous êtes abonné à SVP.



SVP

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

5 RAISONS DE S'ABONNER À SVP

1 Sécuriser chaque jour vos décisions

- 200 experts spécialisés
- des réponses écrites
- + de 80 ans d'existence
- + de 10 000 sources documentaires mises à jour
- une transversalité des compétences
- Qualification ISQ OPQCM

2 Etre réactif

Pour vous aider à gérer les urgences et être plus efficace en interne et auprès de vos « responsables «

- Réponses immédiates dans 85 % des cas
- Espace client mysvp: 24h/24

3 Gagner du temps dans toutes vos recherches

- Meilleure productivité et gestion de votre temps
- + de temps pour des dossiers de fonds

4 Maîtriser l'ensemble de vos coûts

- Abonnement forfaitaire en usage libre pour vous et vos collaborateurs = pas de couts supplémentaires
- Budget adapté à la taille de votre structure

5 Décrypter des situations peu familières

Avec 2 000 questions traitées par jour, simples à complexes

nos experts mutualisent la recherche, l'analyse, le décryptage des informations afin de vous aider à prendre la meilleure décision

SVP

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le 12/06/2026
ID : 056-245[illegible]260709-2026_115-DE

Abonnement SVP secteur public

Conditions valables ju[illegible]
Date d'effet du contrat s[illegible]

ENTITÉ

Raison sociale
ROI MORVAN COMMUNAUTE

Adresse
13 RUE JACQUES RODALLEC

56110 GOURIN

INTERLOCUTEUR

Prénom / Nom
Laurence PENGUILLY

Fonction
DGS

Téléphone / Mobile
+33297233690

Email
direction@rmcom.bzh

FACTURATION

Email service comptabilité (contact facturation)

SIRET
24561441700054

NAF
84.11Z

Forme juridique
COMMUNAUTÉ DE COMMUNE

Adresse facturation (si différente)

N° de TVA
FR29245614417

Bon de commande :
☐ OUI ☑ NON

Code service Chorus

Néant

Nombre d'utilisateurs :
10

	Prix HT mensuel (€)
Descriptif du service : Formation des utilisateurs **offerte** INCLUS DANS VOTRE OFFRE INTEGRAL SECTEUR PUBLIC : > Accompagnement opérationnel immédiat par les experts SVP via des entretiens téléphoniques * Questions par téléphone sans limite d'usage dans toutes les matières: fonction publique, marchés publics, état civil, statut des élus, finances et fiscalité, urbanisme, intelligence territoriale, environnement, réglementation technique… * Ecrits intégrés : courte synthèse des informations échangées par téléphone + envoi des sources à la demande du client * Couverture : France > Accès au portail my.svp.com : * SVP Echo, modèles Territorial éditions, exemples de documents rédigés par différentes administrations (arrêtés, délibérations, règlements …), base d ' exemples de rédaction de marchés publics, base de sources officielles, votre actualité légale, réglementaire ainsi que votre service de prise de rendez-vous avec nos experts * SVP IA : 2 000 promptes /an	626,25
Conditions particulières : Ce contrat qui prend effet le 22 mai 2026 est un contrat ferme 3 ans jusqu'au 22 mai 2029 ; ainsi il bénéficie d'une remise de 10 % déja comptabilisée dans le tarif indiqué dans le contrat	
TOTAL HT/ MOIS	**626,25**

Taux de TVA : **20%**
(Taux de 8,5% pour la Guadeloupe, Martinique et La Réunion)

SIGNATAIRES

Prénom / Nom du signataire SVP

Fonction

Raison sociale
SVP

Prénom / Nom du signataire
Sébastien WACRENIER

Fonction
Président

Raison sociale
ROI MORVAN COMMUNAUTE

SIGNATURE **Date :**

SIGNATURE **Date :** 9/06/2026

☑ **Le signataire déclare avoir lu et approuvé les conditions générales figurant ci-après.**

CADRE RÉSERVÉ À SVP

Secteur
38 Virginie GENTET

Origine
Renouvellement

N° de contrat
L7779

*Les Données Personnelles recueillies sont destinées à SVP, responsable de leur traitement, pour assurer la gestion de votre abonnement et autres services souscrits. Elles sont également utilisées à des fins de prospection commerciale et sont susceptibles d'être transmises aux sociétés du Groupe SVP. Vous pouvez exercer vos droits (accès, modification, opposition, limitation, effacement, portabilité, directives) en adressant votre demande par courrier électronique à **donneespersonnelles@svp.com**. Pour connaître l'ensemble de vos droits et plus largement nos pratiques en matière de traitement et protection des données personnelles, nous vous invitons à consulter notre Politique de confidentialité et de protection des données personnelles sur le site **www.svp.com**.*

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

Utilisateurs (informations nécessaires à l'activation des accès)

1
☐ M. ☑ Mme
Prénom / Nom
Laurence PENGUILLY
Fonction
Email*
Téléphone / Mobile*
☑ Experts ☑ Portail ☐ Veille métier

2
☑ M. ☐ Mme
Prénom / Nom
Cyrille BONNIN
Fonction
Email*
Téléphone / Mobile*
☑ Experts ☑ Portail ☐ Veille métier

3
☐ M. ☑ Mme
Prénom / Nom
Patricia BEAUGEARD
Fonction
Email*
Téléphone / Mobile*
☑ Experts ☑ Portail ☐ Veille métier

4
☑ M. ☐ Mme
Prénom / Nom
Nicolas CHAMPOT
Fonction
Email*
Téléphone / Mobile*
☑ Experts ☑ Portail ☐ Veille métier

5
☐ M. ☑ Mme
Prénom / Nom
Séverine CHANONY
Fonction
Email*
Téléphone / Mobile*
☑ Experts ☑ Portail ☐ Veille métier

6
☐ M. ☑ Mme
Prénom / Nom
Carine THOMAS
Fonction
Email*
Téléphone / Mobile*
☑ Experts ☑ Portail ☐ Veille métier

7
☐ M. ☑ Mme
Prénom / Nom
Carmen JAFFRELOT
Fonction
Email*
Téléphone / Mobile*
☑ Experts ☑ Portail ☐ Veille métier

**Obligatoire pour activation du compte*

*Le client signataire déclare avoir obtenu le consentement des titulaires de cartes pour la transmission de leurs données personnelles à SVP. Ces informations sont nécessaires à SVP pour délivrer sa prestation pour la gestion de votre abonnement et autres services souscrits. Elles sont également utilisées à des fins de prospection commerciale et sont susceptibles d'être transmises aux sociétés du Groupe SVP. Vous pouvez exercer vos droits (accès, modification, opposition, limitation, effacement, portabilité, directives) en adressant votre demande par courrier électronique à **donneespersonnelles@svp.com**. Pour connaître l'ensemble de vos droits et plus largement nos pratiques en matière de traitement et protection des données personnelles, nous vous invitons à consulter notre Politique de confidentialité et de protection des données personnelles sur le site **www.svp.com**.*

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

*Les présentes conditions générales de prestation de services et d'utilisation de la société SVP (ci-après "**SVP**"), SAS au capital social de 6 966 782,88€, sis 1, place Costes et Bellonte, 92270 Bois-Colombes, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 732 018 726, prévalent sur les conditions générales d'achat de la Personne Publique. Il s'agit d'un contrat d'adhésion avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent.*

La « Personne Publique » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le contrat administratif avec SVP.

SVP se réserve le droit de modifier à tout moment les présentes conditions et d'en avertir la Personne Publique dans un délai raisonnable, par tout moyen, notamment via son Portail Client.

SVP se réserve le droit de vérifier l'adéquation de la demande du prospect avec son offre de service et de refuser de contracter avec lui pour tout motif raisonnable et légitime.

I / ABONNEMENT AUX SERVICES D'INFORMATION ET D'AIDE À LA DÉCISION

Article 1 — Objet

SVP met à la disposition de la Personne Publique ses services d'information, d'aide à la décision, de soutien et d'accompagnement opérationnel accessible par téléphone et/ou via un Portail Client "my.svp.com" ("Portail Client"), dans différents domaines d'expertise.

La Personne Publique peut souscrire à des prestations supplémentaires mentionnées dans les conditions particulières.

Certains contrats peuvent prévoir des écrits adressés par SVP au Client dans les conditions définies dans l'article 3 ci-dessous.

SVP est susceptible de faire évoluer automatiquement son offre de services pendant la durée du contrat, en y incluant de nouveaux produits, services et offres, fournis soit par SVP, soit par les sociétés de son groupe. Cette évolution entraînera une augmentation du prix du service du contrat, la Personne Publique ayant la possibilité de conserver son offre initiale.

Le périmètre d'intervention et les modalités de délivrance du service pourront être ajustés en fonction des conditions commerciales définies dans le contrat.

Les services sont accessibles :

A / Par téléphone de 9h00 à 18h00 les jours ouvrés.

B / Via le Portail Client, accessible à tout moment via le site my.svp.com, permettant d'interroger les experts, mais aussi d'accéder à des documentations, publications électroniques, services et veilles et conventions collectives.

Article 2 — Prestations spécifiques

Toute prestation spécifique (exemple : études, veilles stratégiques, traduction, recherches internationales ou toute autre prestation spécifique) non visée dans les conditions particulières du contrat fera l'objet d'un devis soumis à l'acceptation de la Personne Publique, d'un contrat et d'une facturation distincte.

Article 3 — Droit d'utilisation de la documentation

Pour les contrats le prévoyant, possibilité pour le Client de recevoir à sa demande expresse des informations rédigées par l'expert (Il ne s'agira pas de consultation ni de compte-rendu d'entretien) et/ou les sources officielles ou produites par SVP, utilisées par l'expert pour appuyer sa réponse. Ces sources ne peuvent être adressées au Client que si elles sont libres de droit d'auteur et/ou si SVP détient les droits de reproduction et de rediffusion et dans la limite des droits autorisés.

L'ensemble des fonds documentaires, textes, ouvrages et illustrations, réponses écrites auxquels SVP donne accès à la Personne Publique dans le cadre du Service, directement ou sous licence d'un tiers, sont protégés par le droit d'auteur et par le droit des bases de données, conformément au Code de la propriété intellectuelle.

La documentation est communiquée à la Personne Publique pour son usage strictement interne et besoins propres. La Personne Publique reconnaît par ailleurs que la documentation fournie ne lui est pas exclusive.

Tous droits de reproduction, représentation et exploitation sont réservés. En aucun cas, les informations ou produits délivrés sur tous supports, consultés sur le Portail Client ne peuvent être communiqués, dupliqués ou cédés à titre gracieux ou payant à un tiers. Toute infraction aux dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle pourra entraîner des poursuites judiciaires à l'encontre du contrefacteur.

En outre, SVP se réserve le droit de modifier et/ou supprimer librement, sans motivation et à tout moment, tout contenu présent sur le Portail Client.

II / SERVICE DE VEILLE

Article 4 — Objet

SVP met à la disposition de la Personne Publique via le Portail Client, un service de veille Métier : Décideur Public (liste susceptible d'évolution) et veille Conventions collectives.

Les conditions particulières précisent les thèmes de veille Métier et Conventions collectives retenus par la Personne Publique et le nombre d'utilisateurs des services. Pour chaque veille Métier et Convention collective, la Personne Publique bénéficie d'une alerte par email, de l'accès au contenu via le Portail Client. L'abonnement à ce service permet d'accéder, exclusivement via le Portail Client, à certains contenus de sources sélectionnées par SVP.

Article 5 —Responsabilité de SVP

SVP fait ses meilleurs efforts pour sélectionner des sources fiables et pertinentes pour réaliser ses veilles Métier et Conventions collectives. Cependant, le contenu disponible via le Portail Client n'engage que son auteur ou celui qui l'a émis, le contrôle de ces sources échappe à SVP.

En conséquence, SVP ne saurait être tenue pour responsable des contenus qu'elle n'a pas directement créés ou produits et notamment de leur véracité, de leur pertinence ou de toute erreur ou omission qu'ils pourraient comporter. SVP ne saurait être tenue responsable de quelque dommage que ce soit qui pourrait en résulter. SVP ne garantit pas le bon fonctionnement et l'accessibilité des sites hébergeant le contenu accessible via le Portail Client.

Article 6 — Responsabilité de la Personne Publique

Le Portail Client propose des liens vers des sites internet disposant le cas échéant de leurs propres notices légales et conditions d'utilisation. Il est de la responsabilité de la Personne Publique de les consulter et de veiller à leur respect par les utilisateurs. La Personne Publique s'engage à respecter les droits de propriété intellectuelle des éditeurs des sites proposés par SVP, notamment en s'interdisant toute communication, reproduction, divulgation ou cession non autorisée des sources liées.

La Personne Publique s'engage à respecter et faire respecter tout accès sécurisé et, plus généralement, ne pas entraver ou perturber l'accès et le fonctionnement des services et des moyens techniques correspondant.

La Personne Publique est seule responsable de l'utilisation faite à partir de son compte des sources et contenus qui lui sont proposés sur le Portail Client. En particulier, l'usage des informations, messages ou données de toute nature disponibles via le Portail Client relève de sa seule responsabilité. Les décisions que la Personne Publique serait amenée à prendre ou à mener en considération de celles-ci ne sauraient engager d'autre responsabilité que la sienne propre. La Personne Publique sera tenue pour responsable à l'égard de SVP et de tout tiers, de tout dommage direct ou indirect quelle qu'en soit la nature, causé par un manquement à ses engagements pris ci-dessus. En conséquence, la Personne Publique s'engage à garantir SVP contre tout recours à ce titre.

La Personne Publique accepte de se soumettre à toute mesure mise en œuvre par SVP en application du droit en vigueur.

III / DISPOSITIONS COMMUNES AU SERVICE D'INFORMATION ET D'AIDE À LA DÉCISION ET AU SERVICE DE VEILLE

Article 7 — Conditions d'utilisation des services

***7.1** Le service d'abonnement et le service de veille Métier et Conventions collectives sont strictement réservés aux utilisateurs de la Personne Publique titulaires d'un identifiant et d'un code d'accès. Le nombre de titulaires d'un identifiant et d'un code d'accès est précisé dans les conditions particulières.*

La Personne Publique s'engage à maintenir à jour sa liste d'utilisateurs auprès de SVP. La Personne Publique peut modifier le nombre d'utilisateurs sous réserve d'une facturation supplémentaire. La Personne Publique est seule responsable de tout usage qui pourrait être fait à partir des identifiants et mots de passe qui lui sont communiqués.

La Personne Publique s'engage à informer dès que possible SVP de toute utilisation non autorisée de son compte, de toute atteinte à la confidentialité ou à la sécurité de ses moyens d'identification. En aucun cas, SVP ne peut être tenue responsable de toute perte ou dommage en résultant pour la Personne Publique.

Dans les cas où SVP constate que l'utilisation des services – sous les codes confidentiels et personnels – provient de personnes non accréditées, SVP se réserve le droit d'attribuer des identifiants et mots de passe supplémentaires et de majorer le montant de l'abonnement pour les périodes écoulées et à venir, dans le respect des barèmes commerciaux en vigueur. SVP en informe la Personne Publique par lettre recommandée avec accusé de réception 15 jours avant l'attribution des nouveaux identifiants et mots de passe.

Lors de la fin de l'abonnement quelle qu'en soit la cause, les identifiants et codes d'accès sont désactivés.

***7.2** Dans le cadre de l'amélioration continue de la qualité de nos services et de formation des experts, les échanges téléphoniques entre les experts et la Personne Publique sont susceptibles d'être enregistrés et retranscrits par une solution d'intelligence artificielle générative.*

Cette retranscription vise à faciliter l'analyse et suivi des demandes de la Personne Publique, leur traitement par les experts (incluant la production d'une prestation de service dans le cadre du contrat entre SVP et la Personne Publique) et l'archivage des informations; qui seront anonymisées et couvertes par la confidentialité.

Article 8 — Mode de règlement, facturation et intérêts moratoires

Le présent contrat est un contrat d'abonnement, le paiement est dû qu'il y ait ou non utilisation du service.

Le prix des prestations liées au contrat est facturé à la date d'effet du contrat et en fonction du contrat souscrit : par trimestre à échoir pour tous les abonnements et selon les conditions définies dans le contrat (notamment pour les services avec un nombre de questions limitées ou tout autre service existant ou à venir).

Le pack de questions doit être consommé jusqu'à la date d'échéance annuelle du contrat, les questions non utilisées ne pouvant être reportées lors du renouvellement du contrat.

Le paiement est effectué par mandat administratif dans les trente (30) jours à compter de la date de réception de la facturation via la plateforme Chorus Pro. SVP communiquera par tous moyens à la Personne Publique son RIB ou son RIP.

Par dérogation à l'alinéa ci-dessus, le délai de paiement peut excéder le délai de trente jours en fonction de la nature de la Personne Publique, mais sans toutefois excéder l'un des délais visés dans les dispositions du Code de la commande publique. Tout retard de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_115-DE

Article 9 — Durée du contrat d'abonnement

Le contrat d'abonnement est souscrit pour une durée d'un (1) an à compter de la date de notification à SVP du contrat signé. La date de notification est la date de réception par SVP du contrat signé qui peut se faire par tous moyens (e-mail ou courrier). Sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les conditions précisées ci-après, le présent contrat sera tacitement reconduit par périodes successives d'un (1) an, dans la limite de deux (2) reconductions maxima, après lesquelles il prendra automatiquement fin.

Le présent contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois au moins avant son échéance contractuelle.

Article 10 — Résiliation du contrat par la Personne Publique

La résiliation du contrat avant l'échéance contractuelle par la Personne Publique pour motif d'intérêt général entraînera de plein droit le paiement à SVP à titre de dommages et intérêts de la somme correspondant à 50% (cinquante pourcents) de la période restant à courir.

Article 11 — Révision du prix

1/ Le prix est révisé de plein droit chaque année au jour anniversaire de la date d'effet du contrat par application de la formule suivante :

P1 = (P0 x S1/ S0]) + [(P0 x 1,1) – P0]

P1 = Prix HT révisé (année N)

P0 = Prix HT initial lors de la première révision ou dernier prix révisé (année N-1) pour les révisions suivantes

S1 : Dernier indice de la Convention Collective Syntec publié à la date de révision du contrat

S0 : Dernier indice de la Convention Collective Syntec publié à la date de la précédente révision ou, pour la première révision, à la date de signature du contrat.

2/ Par ailleurs, SVP mesure l'usage qui est fait par chaque Client pour pouvoir déterminer des moyennes d'usage pour les Clients d'une même catégorie sur une année en fonction du nombre de questions posées, du temps de traitement des questions, de l'utilisation du Portail Client etc.,
Ceci est susceptible d'influer sur une mesure de la consommation et entraîner un ajustement complémentaire du prix à la hausse ou à la baisse, lequel sera également appliqué au jour anniversaire de la date d'effet du contrat.

Article 12 — Confidentialité et responsabilité

12.1 Confidentialité

Tous les renseignements, informations, veilles et envois documentaires de quelque nature que ce soit sont communiqués à la Personne Publique pour son usage strictement exclusif et personnel. Il est expressément interdit de les délivrer ou d'en délivrer copie, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers.

SVP s'engage à garder confidentiels et à ne pas divulguer aux tiers les échanges, de quelque nature et forme qu'ils soient, intervenus pour les besoins ou à l'occasion des prestations réalisées dans le cadre de l'abonnement. Chaque utilisateur pour un même abonnement n'est pas un tiers au sens de la présente clause. Toutefois, ces derniers ont la possibilité de demander la confidentialité dans le cadre d'une question. Afin de pouvoir communiquer à la Personne Publique qui le demande un relevé d'appels, cette dernière accepte que SVP établisse la liste des domaines sollicités et en mesure l'utilisation. Le relevé est mis à la disposition du signataire. En cas de pluralité d'utilisateurs, elle les informe de la tenue de cette liste.

Les relevés d'appel/requêtes des utilisateurs sont conservés par SVP pendant une durée de 2 ans. En conséquence, la Personne Publique renonce expressément à engager la responsabilité de SVP pour tous les faits antérieurs à la destruction desdits relevés d'appels/requêtes.

12.2 Assurance

SVP déclare être titulaire d'une police d'assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les conséquences pouvant résulter directement de ses activités professionnelles.

12.3 Responsabilité

Pour l'accomplissement de ses diligences et prestations, SVP s'engage à répondre aux questions de manière professionnelle et dans les règles de l'art en la matière. SVP n'est soumise qu'à une obligation de moyens.

En toute hypothèse, le montant total de la responsabilité de SVP envers la Personne Publique au titre du contrat ne pourra, en aucune manière, excéder le montant total effectivement versé à SVP par la Personne Publique au titre du contrat au cours des (6) six derniers mois ayant précédé la survenance du fait générateur de la responsabilité de SVP et ce, quel que soit le fondement de cette responsabilité.

SVP ne pourra être tenue responsable, envers la Personne Publique, de tous préjudices indirects (et notamment préjudice commercial, perte d'image, coût d'exploitation supplémentaire, perte de clientèle etc.).

SVP ne saurait voir sa responsabilité engagée, ce que la Personne Publique accepte expressément, en cas (i) d'introduction d'un virus informatique, tentative d'accès, d'accès frauduleux ou malveillants de tiers ou de destructions affectant notamment les logiciels, les serveurs, les matériels informatiques, installations et espaces numériques, les serveurs, les données, le réseau téléphonique ou/et l'Internet de SVP ; (ii) de contamination par virus des données et/ou logiciels de la Personne Publique ; (iii) de détournement éventuel des identifiants des utilisateurs de la Personne Publique et plus généralement toute information à caractère sensible pour la Personne Publique (ou pour son personnel/mandataires ou pour ses propres prestataires).

Article 13 — Propriété intellectuelle

Conformément à l'article L713-2 du Code de la Propriété intellectuelle, la reproduction ou l'usage de la marque «SVP» ainsi que le logo sont interdits.

L'ensemble des éléments créés et/ou communiqués à la Personne Publique par SVP dans le cadre de fourniture de ses produits et services, existants et/ou à venir, tels que les textes, images, vidéos, bases de données, informations non publiques etc., sont protégés par le droit d'auteur et les autres droits de propriété intellectuelle, notamment celles de personnes tierces. Ces éléments sont la propriété exclusive de SVP ou de tiers autorisés et ne peuvent être reproduits, diffusés, modifiés ou utilisés de quelque manière que ce soit sans l'accord exprès préalable de SVP. Cette interdiction s'applique notamment à toute utilisation de ces contenus par des systèmes d'intelligence artificielle.

Article 14 — Force majeure et empêchements

Si par suite d'un cas de force majeure SVP ne peut plus fournir ses prestations, l'exécution du contrat est suspendue pendant le temps où SVP se trouve dans l'impossibilité d'assurer ses obligations. Dès que l'effet de l'empêchement dû à la force majeure vient à cesser, les obligations du contrat reprennent effet.

Les parties conviennent que doivent être considérés comme force majeure, à l'exclusion de tout autre événement :

- *La guerre, l'émeute, la grève, les actes de piraterie et explosions d'engins ;*
- *Les catastrophes naturelles, les réquisitions ou dispositions d'ordre législatif, réglementaire apportant des restrictions à l'exercice de l'activité de SVP ;*
- *Toutes perturbations du réseau téléphonique ou Internet indépendantes de la volonté de SVP ;*
- *Et plus généralement, toute situation sanitaire, climatique, économique, politique ou sociale, à l'échelon local, national ou international et/ou tout événement imprévisible et irrésistible.*

Article 15 — Sous-traitance

Les prestations du contrat sont réalisées par SVP. Néanmoins, SVP se réserve la possibilité de sous-traiter tout ou partie des prestations dans le respect des dispositions du présent contrat, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Article 16 — Références

La Personne Publique autorise SVP à citer son nom à titre de référence commerciale à l'attention de ses

Article 17 — Données personnelles

Conformément aux dispositions de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, toutes les données personnelles collectées sont traitées de manière strictement confidentielle.

Les données personnelles recueillies sont destinées à SVP, responsable de leur traitement, pour assurer la gestion de votre abonnement et autres services souscrits.

*L'ensemble des Données personnelles et contractuelles est géré par SVP GROUPE, agissant en qualité de sous-traitant des données pour le compte de l'ensemble de ses filiales. Les Données sont conservées dans les conditions définies par la Politique de Protection des Données Personnelles et de Confidentialité du groupe SVP (**https://www.svp.com/protection-des-donnees-personnelles**) pour une durée adaptée aux finalités des traitements envisagés et ce, conformément à la législation en vigueur.*

*Elles sont également utilisées à des fins de prospection commerciale et sont susceptibles d'être transmises aux sociétés du Groupe SVP. Vous pouvez à tout moment exercer vos droits (accès, modification/rectification, opposition, limitation, effacement, portabilité, directives,), vous opposer à la transmission de vos données ou vous opposer à la prospection commerciale en adressant votre demande par courrier électronique à **donneespersonnelles@svp.com**.*

*Pour connaître l'ensemble de vos droits et plus largement nos pratiques en matière de traitement et protection des données personnelles, nous vous invitons à consulter notre Politique de confidentialité et de protection des données personnelles sur le site **www.svp.com**.*

Article 18 — Qualification ISQ-OPQCM

SVP, adhérente Syntec, est certifiée ISQ-OPQCM en sa qualité de "société de conseil en management" et réalise ses prestations dans le respect du code de conduite professionnelle de l'ISQ-OPQCM et des dispositions légales et réglementaires régissant les activités de conseil pour la gestion des entreprises et des collectivités, notamment dans le cadre de la loi du 31 décembre 1971 modifiée par la loi du 31 décembre 1990 (articles 60 et 66-1).

Article 19 — Invalidité

Si l'un quelconque des articles du contrat se révèle nul ou insusceptible d'exécution :

- *la validité des autres articles n'est en aucune manière affectée et aucune des parties ne peut réclamer de dommages et intérêts du seul fait d'une telle nullité ou impossibilité d'exécution,*
- *les parties négocient de bonne foi afin de remplacer l'article en question par un article valable aussi proche de l'intention de la partie que l'article nul ou insusceptible d'exécution vise à protéger.*

Article 20 — Loi applicable, différend, attribution de compétence

Le droit applicable au contrat est le droit français. Les parties déclarent leur intention de chercher une solution amiable à toute difficulté qui pourrait surgir à propos de l'application ou de l'interprétation du contrat. À défaut d'accord amiable, SVP doit rédiger un mémoire de réclamation qui doit être remis au pouvoir adjudicateur. La Personne Publique dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision vaut rejet de la réclamation. Le différend est alors porté devant les juridictions administratives compétentes. Le différend est alors porté devant les juridictions administratives compétentes.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_119-DE

CONVENTION 2026-2028
POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA COHABITATION SOLIDAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- **La Communauté de Communes de Roi Morvan Communauté,** représentée par Sébastien WACRENIER, Président, ci-après désigné par les termes « RMCom »

- **L'Association pour l'Inclusion par le Logement, l'Emploi et les Solidarités**, représentée par Monsieur Yvon MAZE, Président, dont le siège est à Brest, 8 rue Michelet 29200 Brest, organisme bénéficiaire assurant une action d'accompagnement à la cohabitation intergénérationnelle solidaire au sens de l'article L631-17 du Code de la Construction et de l'Habitation,
  ci-après désignée par les termes « AILES »

> Et conjointement dénommées « les Parties » ;

> Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) notamment son article 117 ;
> Vu l'arrêté du 13 janvier 2020 relatif à la charte de la cohabitation intergénérationnelle solidaire ;
> Vu la convention signée en décembre entre l'AILES, Roi Morvan Communauté et les communes pour le développement des solutions d'habitats temporaires
> Vu l'orientation n°2 du Programme Local de l'Habitat de conduire des politiques ciblées à destination des publics spécifiques

PRÉAMBULE

L'hébergement temporaire des jeunes, des actifs et des saisonniers et Accompagner et favoriser l'hébergement et l'accueil des personnes âgées sont des enjeux identifiés par Roi Morvan communauté dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat.
Roi Morvan Communauté compte en 2022, 6 407 jeunes de moins de 30 ans, et 10 375 actifs âgés de 15 à 64 ans. Simultanément, il existe sur le territoire une forte tension sur le parc locatif : peu d'annonces, des loyers inaccessibles pour les actifs, les jeunes et les saisonniers, et un manque d'hébergements ou de logements dédiés. Cela engendre des problématiques de mal-logement de travailleurs et retarde l'autonomie résidentielle des jeunes.
Dans le même temps, l'analyse de la structure de la population par tranche d'âge montre que plus d'un habitant sur trois (38.2%) résidant au sein de Roi Morvan Communauté est âgé de 60 ans et plus. Il s'agit d'un taux élevé comparativement au département (32%) et à la Bretagne (29.1%). Concernant les flux résidentiels indique que les personnes qui viennent vivre sur le territoire sont plus âgées que les personnes qui partent. Globalement, le territoire a vu sa population diminuer de 943 habitants en 6 ans. L'âge avancé ainsi que le vieillissement de la population implique un besoin d'adaptation des logements.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_119-DE

53 % des communes et plusieurs entreprises soulignent des difficultés pour loger les jeunes et les saisonniers, en raison d'une demande élevée et d'une offre insuffisante, tant en quantité qu'en diversité.
L'offre actuelle de logements des jeunes à l'échelle de RMCom se limite aux Résidences Habitat Jeunes, avec 30 places prévues d'ici 2029, avec l'inauguration en mars 2024 de la première antenne à Guiscriff d'une capacité de 10 places.
Pour répondre à ces besoins, la communauté de communes souhaite créer un réseau d'habitat multisites et multiformes, offrant des solutions temporaires et adaptées aux jeunes, aux travailleurs et aux séniors, en les rapprochant de leurs lieux d'emploi ou en maintenant les ménages à domicile plus longtemps.

Depuis plusieurs mois, RMCom travaille avec l'Association pour l'Inclusion par le Logement, l'Emploi et les Solidarités (AILES) pour développer des actions concrètes sur cette thématique et pour ce faire **établir une convention pour développer des solutions d'habitats temporaires pour les jeunes notamment les saisonniers, les actifs et les séniors sur le territoire de RMCom**.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser le partenariat entre RMCom et AILES, et de définir dans ce cadre les modalités de développement de la cohabitation solidaire sur le territoire de Roi Morvan Communauté pour la période 2026-2028, par l'intermédiaire des dispositifs suivants, gérés par AILES :

- Tiss'âges, Cohabitation Intergénérationnelle Solidaire (CIS), au sens de l'article L631-17 du code de la construction et de l'habitation. Les cohabitations intergénérationnelles solidaires concernent des jeunes entre 16 et 30 ans et des seniors de plus de 60 ans.
- Tiss'âges - Hébergement Temporaire chez l'Habitant (HTH). Les cohabitations concernent des jeunes entre 15 et 30 ans et sans critère d'âge pour l'accueillant.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION AILES

2.1. Engagements généraux

Dans le cadre de la présente convention, toute personne, quel que soit son âge, pourra intégrer le dispositif de Tiss'âges par le biais de l'« Hébergement Temporaire chez l'Habitant » et à partir de 60 ans pour ce qui concerne le dispositif de « Cohabitation intergénérationnelle solidaire », en tant qu'accueillant.

Sous sa responsabilité, AILES mettra en relation des seniors (+de 60 ans) qui, vivant seuls, veulent rompre leur isolement, et des jeunes de 16 à 30 ans qui éprouvent des difficultés d'accès au logement du fait de la restriction de l'offre, du coût élevé des loyers ou de la faiblesse de leurs revenus.

L'accueillant (propriétaire ou locataire (CIS)) met à disposition une partie de son logement en contrepartie, selon le dispositif et la formule, d'une faible participation financière ou d'une participation aux charges couplée à des menus services.

AILES assurera notamment :

> L'accueil et le conseil aux personnes intéressées
  - Faire connaître le programme de cohabitation solidaires lors de réunions publiques, de

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_119-DE

temps de permanence, de témoignages (1 réunion annuelle sur le territoire de chacune des communes de RMCom, et les forums spécifiques liés à l'habitat, à la jeunesse et aux personnes âgées).

- Rencontrer individuellement chaque partie pour définir ses besoins précis et expliquer le dispositif
- Visiter le logement de l'accueillant et s'il s'agit d'un senior, prendre connaissance des informations nécessaires notamment leur degré d'autonomie
- Informer sur les formules de cohabitation existantes* :

- La formule solidaire : une participation aux charges (80 €/mois) avec des services rendus (réaliser des courses pour la personne, l'accompagner en promenade, réaliser quelques tâches ménagères, etc.) ;
- La formule conviviale : une participation financière (180 €/mois) avec le partage de moments conviviaux. Dans ce cas, une demande d'Aide Personnalisée au Logement (APL) peut être formulé par le binôme si le jeune répond aux critères d'éligibilité de la Caisse Allocations Familiales (CAF).
- Hébergement temporaire chez l'habitant : le tarif est de 15 € / nuitée dans la limite de 250 € par mois (17€ / 270€ en période hivernale).
- Les résidences solidaires : ce dispositif de Tiss'âges permet aux résidences autonomie ou EHPAD d'accueillir des étudiants ou des jeunes travailleurs. Les modalités d'accueil particulières pour les jeunes travailleurs et les étudiants au sein des résidences autonomie sont convenues dans une charte d'engagement et une convention d'occupation signées par chaque jeune concerné avec le bailleur (résidence autonomie). Une convention est signée entre l'AILES et l'établissement pour la mise en relation et l'accompagnement.

> Le contrat de cohabitation intergénérationnelle solidaire prévoit (Hébergeur & hébergé) :
  - Une Adhésion à l'AILES : 30 €/an
  - Un forfait « Accompagnement » : 20 €/mois

**les tarifs/montants indiqués sont annoncés à date de signature et sont susceptibles d'évoluer.*

> Le suivi des binômes de personnes cohabitant (contractualisation, accompagnement social, médiation et visites) tout au long du séjour

> Le maintien d'une expertise sur la question, ainsi que la participation aux temps forts concernés par la cohabitation solidaire sur le territoire

S'agissant de la Cohabitation Intergénérationnelle Solidaire, l'association s'engage à respecter la charte nationale définie par l'arrêté du 13 janvier 2020 précité.

L'objectif est de constituer, 10 binômes (Hébergement Temporaire chez l'Habitant et Cohabitation Intergénérationnelle Solidaire). A noter, que la présente convention n'est pas soumise à l'atteinte de cet objectif. La réussite des différents dispositifs (CIS et HTH) étant spécifique à chaque territoire et non fonction de la mission des équipes référentes.

Afin de mettre en œuvre les missions listées ci-dessus, l'association s'appuiera sur un ou une de ses conseiller(ère) habitat jeunes dédié(e) à Tiss'âges pour le maintien du niveau de compétence sur le sujet de la cohabitation solidaire.

L'association s'engage plus particulièrement à mobiliser le professionnel à hauteur de 10% Equivalent Temps Plein (ETP) pour assurer la mise en œuvre du programme.

Il est précisé que l'AILES est seule responsable de la gestion organisationnelle, administrative et financière de ses activités, de son personnel et de ses biens, ainsi que du personnel et / ou des équipements mis à sa

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_119-DE

disposition. A ce titre, elle s'engage à respecter l'ensemble des lois et règlements en vigueur sans que la responsabilité de RMCom ne puisse être recherchée pour un motif d'une quelconque nature.

2.2. Remise de documents

L'AILES s'engage à fournir :

Pour chaque année couverte par la présente convention, et avant le 31 mars de l'année N+1, un rapport d'activité annuel distinguant les deux dispositifs (Hébergement Temporaire chez l'Habitant et Cohabitation Intergénérationnelle Solidaire) sera présenté au comité de pilotage et intégrant notamment :

- le nombre de sollicitations reçues par l'association
- le nombre de binômes de cohabitations installés par commune
- le profil des bénéficiaires du programme
- la présentation des actions de communication et d'animation engagées
- les points de blocage et pistes d'amélioration

2.3. Assurances

L'Association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable une assurance couvrant l'ensemble des risques liés à l'exercice de ses activités, notamment en matière de responsabilité civil.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE RMCOM

3.1. Engagements généraux

RMCom s'engage à :

- Assurer un relais auprès des communes de Roi Morvan Communauté, des associations et partenaires locaux ;
- Inviter l'AILES aux diverses instances organisées par RMCom, aux évènements en lien avec la thématique (conférence, réunion à thème…)
- Mettre à disposition le matériel spécifique pour divers évènements (tables, chaises, barnum), en lien avec les communes et les associations du territoire.
- Mettre à disposition un bureau d'accueil au plus proche des partenaires et des publics cible

3.2. Versement d'une subvention

RMCom s'engage à verser une subvention annuelle globale d'un montant de 6 000 euros (six mille euros) pour la mise en œuvre du programme sur le territoire.

Modalités de versement

La subvention sera versée sur bilan, et au plus tard au 31 mars 2027 pour l'année 2026, au 31 mars 2028 pour 2027, au 31 mars 2029 pour 2028.

La subvention susvisée fera dans ce cadre l'objet d'un virement unique sur le compte de l'association dont le RIB est joint en annexe de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_119-DE

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

RMCom et l'AILES communiquent sur leur partenariat dans le cadre de temps forts (signature de la convention, bilan…). Par ailleurs :

4.1. Engagements de l'AILES

Supports de communication :

AILES s'engage à fournir à RMCom l'ensemble du Kit de communication mis à disposition (supports print et digitaux) :

- Publications à destination des réseaux sociaux (Instagram, Facebook, LinkedIn)
- Affiche A3 et 2m2
- Dépliant 3 volets
- Des encarts en différents formats (horizontaux et verticaux) pour insertion diverses : bulletin communaux, newsletter, presse

Aucun support de communication mis à disposition par l'AILES, et dont l'AILES à la pleine propriété, ne pourra être modifié.

L'impression des supports est à la charge de RMCom et devra respecter les modalités décrites en annexe.

L'AILES s'engage à fournir des supports de communication institutionnels liés à la cohabitation solidaire (Hébergement Temporaire chez l'Habitant et Cohabitation Intergénérationnelle Solidaire) : flyers de présentation, affiches, site internet.

Relations presse :

L'AILES s'engage à :

- Convenir avec RMCom de tous les échanges avec la presse.
- Convier RMCom aux conférences de presse qui seraient organisées pour présenter le programme de cohabitation solidaire (Hébergement Temporaire chez l'Habitant et Cohabitation Intergénérationnelle Solidaire) sur le territoire de Roi Morvan Communauté.
- Mentionner RMCom comme partenaire financier dans les communiqués de presse, dossiers de presse, articles web qui seraient réalisés sur le territoire.

4.2. Engagements de RMCom

RMCom s'engage à définir, en lien avec l'AILES, un plan de communication (comprenant l'impression et la diffusion des supports) ainsi qu'à fournir les logos à intégrer dans les documents de communication de ce dispositif.

RMCom s'engage à n'apporter aucune modification aux supports de communication mis à disposition par l'AILES, et dont l'AILES, en a la pleine propriété comme mentionné par l'article 4.1.

ARTICLE 5 : GOUVERNANCE

En lien avec l'AILES, RMCom organise deux instances permettant le pilotage et le suivi du projet :

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_119-DE

- Un comité technique réunissant les services habitat, affaires sociales, jeunesse et communication de RMCom ainsi que les responsables du projet au sein de l'AILES. Ce comité sera réuni de façon semestrielle ;

  Le comité technique assure le suivi technique, l'évaluation du dispositif et prépare le comité de pilotage

- Un comité de pilotage réunissant les Vice-Président de RMCom en charge de l'habitat et les élus en lien avec la thématique, ainsi que le président de l'association AILES. Ce comité sera réuni une fois par an.

  Le comité de pilotage est garant du bon fonctionnement du dispositif et propose les modifications éventuelles formalisées sous forme d'avenant.

ARTICLE 6 : DUREE

La présente convention entre en vigueur le 1er septembre 2026 pour un terme fixé au 1er septembre 2028 ou, le cas échéant, au moment de la parfaite exécution de leurs engagements respectifs par les Parties.

Les termes de la convention pourront être modifiés à tout moment sous forme d'avenant.

ARTICLE 7 : ENSEMBLE CONTRACTUEL

Les engagements entre les Parties sont portés par la présente convention.

Elle annule et remplace les engagements contractuels antérieurs existant entre les Parties ayant trait au même objet, le cas échéant.

ARTICLE 8 : RESILIATION

Tout manquement par les Parties à leurs obligations respectives, ainsi qu'aux lois et règlements en vigueur en la matière, entraîne la résiliation de la présente convention. La résiliation sera prononcée à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi à l'autre Partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure de s'exécuter, restée infructueuse.

Les Parties peuvent également décider, sans qu'aucun manquement ne soit imputable à l'une ou à l'autre, de mettre fin à la présente convention avant son terme. En pareille hypothèse, un délai de préavis de deux mois devra être respecté par la partie concernée.

La résiliation de la présente convention emporte *de facto* l'annulation de la subvention.

ARTICLE 9 : MENTIONS LÉGALES

Les signataires de cette convention s'engagent à respecter les obligations légales en matière de respect des données personnelles conformément aux obligations définies par le règlement général de la protection des données (RGPD) en vigueur depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : DROIT APPLICABLE – REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties conviennent de tenter de régler à l'amiable tout litige, toute difficulté ou toute contestation qui s'élèverait à l'occasion de la validité, de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 13/07/2026
Reçu en préfecture le 13/07/2026
Publié le
ID : 056-245614417-20260709-2026_119-DE

En cas d'impossibilité de règlement amiable, le différend sera porté devant le tribunal administratif de Rennes.

Fait à ……. le …….
En deux exemplaires originaux

Pour RMCom
Le Président,
Mr Sébastien WACRENIER

Pour l'AILES
Le Président,
Mr Yvon MAZE









Roi
Morvan
Communauté

MOBILITÉ

Réalisation d'un plan de mobilité simplifié et d'un schéma directeur cyclable

A l'échelle de Roi Morvan Communauté

Préambule

Roi Morvan Communauté est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité localement.

Dans ce cadre, RMCom a initié l'élaboration d'un **plan de mobilité simplifié, visant à orienter et encadrer le développement de la politique de mobilité du territoire.** Ce document vise la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le secteur des transports et s'inscrit ainsi plus largement dans les objectifs d'adaptation du territoire au changement climatique et d'amélioration de la qualité de l'air. Le développement des services auprès de sa population constitue aussi un enjeu.



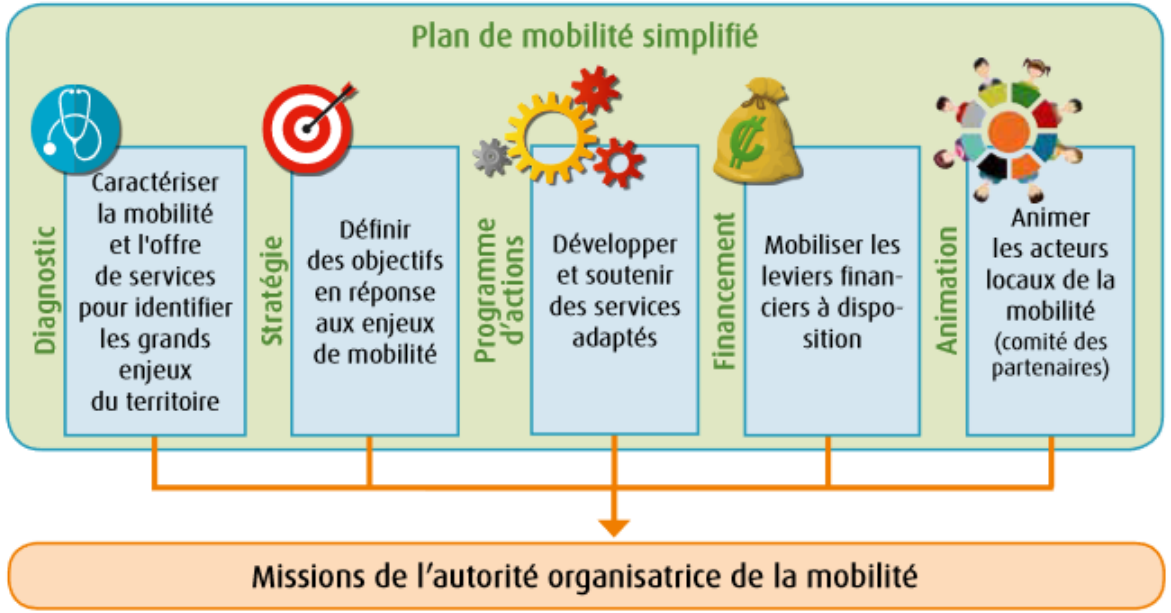
Le plan de mobilité simplifié a pour objectifs **d'analyser l'offre et la demande d'offre de mobilité et d'élaborer un plan d'action pour favoriser l'usage alternatif à l'autosolisme.** Ce plan d'action fixe à court, moyen et long termes de grandes orientations dans le déploiement d'une offre de transport adaptée et proportionnée aux besoins du territoire. Il propose également des actions complémentaires à mettre en place autour de la communication et l'animation sur le territoire.

La portée intercommunale du plan de mobilité simplifié vise le développement d'une offre de mobilité et des actions inscrites ayant un intérêt communautaire tel que la desserte d'équipements clés (zones d'activités, …) ou encore la possibilité de désenclaver certaines communes. **Le développement de l'offre de mobilité doit se faire en lien avec les différents acteurs de l'aménagement du territoire** (Communautés de communes, Communes, Département, Région, Etat) afin d'apporter de la cohérence dans sa structuration.

Rappels des enjeux d'un Plan de Mobilité Simplifié (PDMS)

Roi Morvan Communauté

- Document volontaire de **planification des mobilités** définissant la politique de mobilité à l'échelle du ressort territorial de l'AOM locale en lien avec les territoires voisins sur les court, moyen et long termes.
- Document **non opposable** laissant une liberté quant au choix des thématiques de mobilité à traiter.
- Objectif : **rendre le droit à la mobilité effectif pour tous** en se fondant sur une **réflexion centrée sur les besoins des habitants**.
- Le PDMS se structure en plusieurs étapes :
  - **1) Un diagnostic** de l'organisation et des pratiques de mobilité
  - 2) L'élaboration d'**une stratégie** permettant de répondre aux enjeux et besoins identifiés dans la phase précédente.
  - 3) Le **plan d'actions** comme feuille de route.



- Une fois le PDMS adopté, il doit devenir un véritable **engagement des partenaires.** Pour ce faire, le PDMS prévoit **un suivi et une évaluation au cours de sa traduction opérationnelle** pour :
  - Maintenir la dynamique de travail entre les partenaires
  - Adapter le plan aux réalités et aux évolutions de terrain
  - Nourrir la communication autour du projet

SOMMAIRE

01 **Rappel des étapes menées**

02 **Concertation**

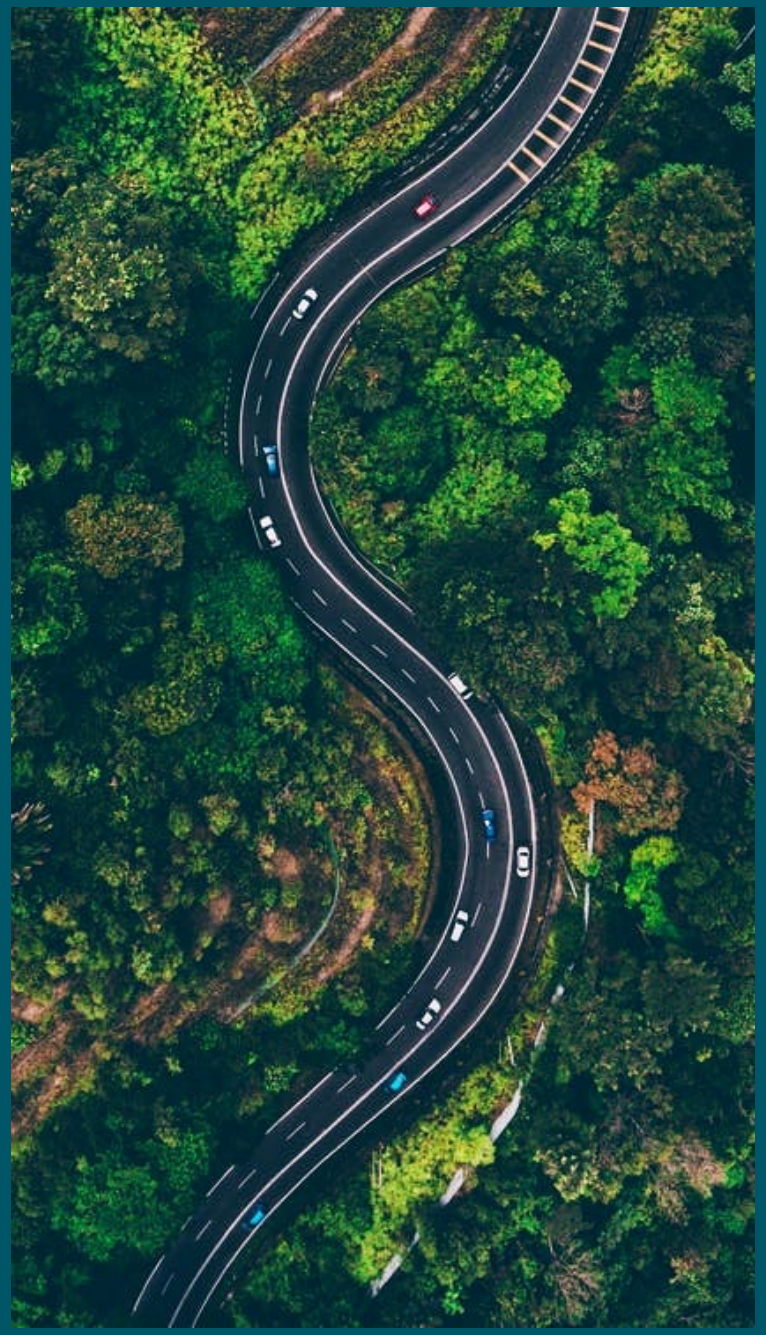
03 **Plan de mobilité simplifié**

- Rappel du diagnostic
- Enjeux et orientations stratégiques
- Propositions de scénarios
- Plan d'actions

04 **Schéma directeur cyclable**

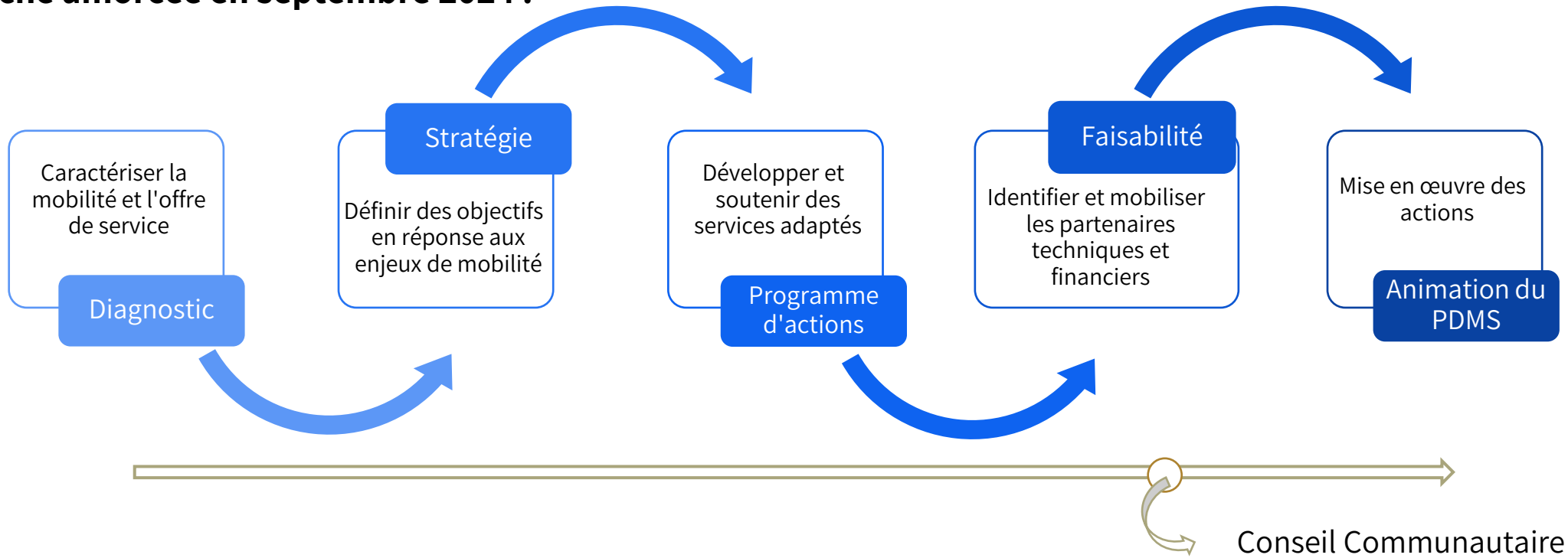
- Méthodologie
- Réseau cyclable hiérarchisé
- Propositions d'aménagement
- Estimation des coûts par phase

Roi Morvan Communauté



Rappel des étapes menées

Démarche amorcée en septembre 2024 :



Une équipe projet mobilisée au fil de l'eau

Une concertation pluri-acteurs à chaque étape

Travail de concertation multi-acteurs

L'objectif de l'étude est d'assurer des solutions de mobilité efficaces pour tous, à partir d'une analyse construite autour des besoins des habitants. Elle s'est concentrée, dans un premier temps, sur les déplacements quotidiens liés au travail et aux études, puis, dans un second temps, sur les déplacements de loisirs.

ENTRETIENS AVEC LES ACTEURS ET PARTENAIRES

Des entretiens ont été menés auprès des **acteurs institutionnels et associatifs** de la mobilité.

ENQUETE EN LIGNE

Une enquête en ligne a permis aux habitants de **partager leurs pratiques de déplacement et d'identifier les points à améliorer.**

ATELIER DE CONCERTATION HABITANTS

Des ateliers participatifs et des permanences ont permis de recueillir les **habitudes de déplacement, les problématiques rencontrées et les souhaits d'amélioration des habitants.**

ATELIER DE CONCERTATION ELUS/PARTENAIRES

Des ateliers ont permis **d'identifier les besoins et les attentes** des élus et partenaires, puis de **définir des priorités** d'action.

QUESTIONNAIRE A DESTINATION DES ELUS COMMUNAUX

Ce questionnaire a permis de collecter leur analyse des besoins en mobilité, des contraintes identifiées et des perspectives d'évolution

ETUDE DES DOCUMENTS ET DONNEES EXISTANTES

L'étude des documents et données existantes a permis de **dresser un état des lieux** précis de l'offre de mobilité et des pratiques de déplacement sur le territoire.

RECOMMANDATIONS TECHNIQUES

L'ensemble de ces étapes a permis d'aboutir à la proposition **de solutions techniques** répondant aux problématiques identifiées.

Plan de mobilité simplifié : Quelques éléments de diagnostic

Structuration géographique

Roi Morvan Communauté est structurée autour de **trois pôles principaux** : Gourin, Guémené-sur-Scorff et Le Faouët.

Les déplacements sont principalement orientés vers Carhaix-Plouguer et l'agglomération de Lorient, et dans une moindre mesure vers Pontivy et Quimperlé.

Moyens de déplacement domicile-travail

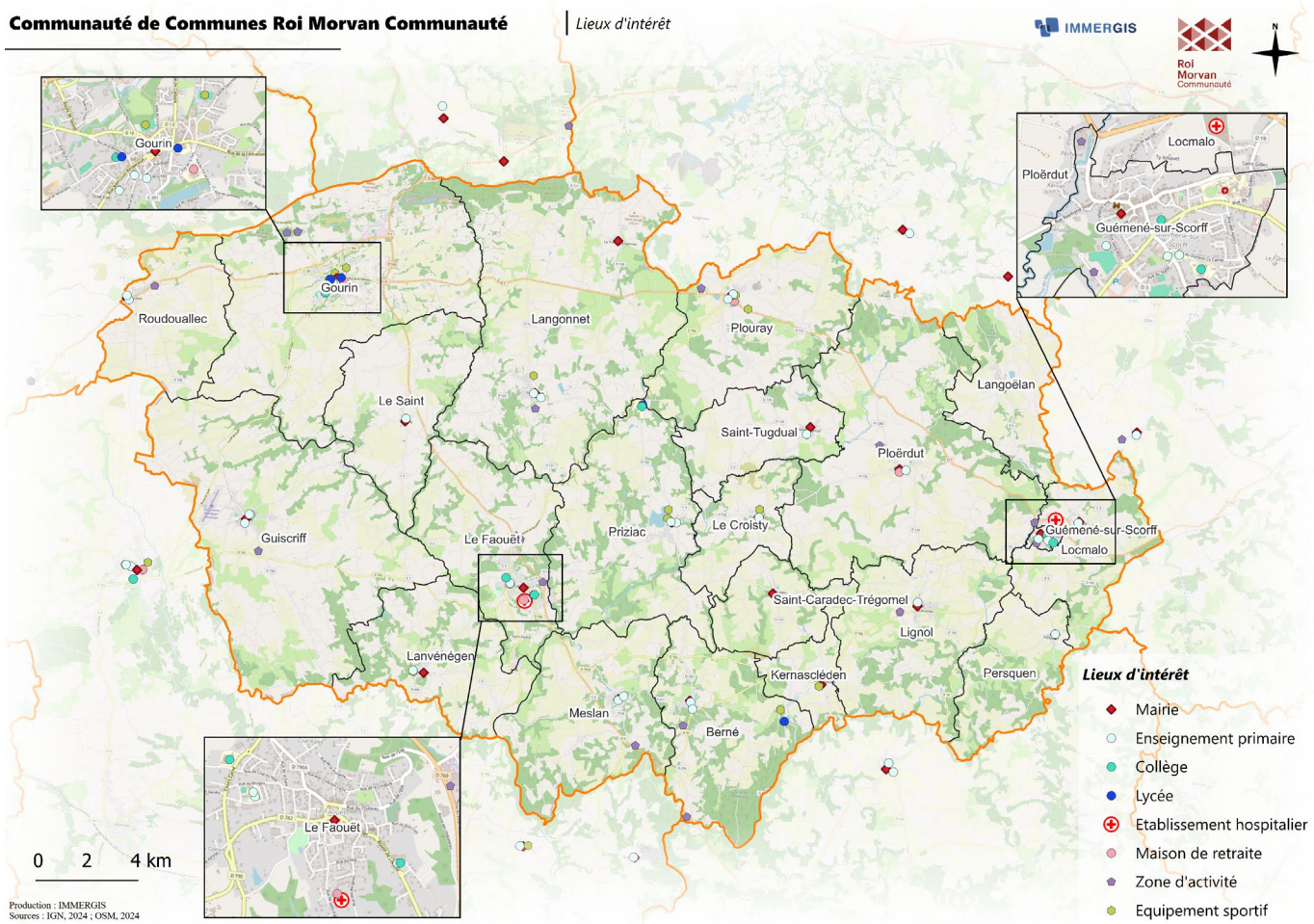
Parmi les actifs occupés de 15 ans et plus résidant au sein de RMCom, **83,4%** utilisent quotidiennement un véhicule individuel motorisé pour se rendre au travail.

L'offre de mobilité structurante

- Réseau de cars : **Réseau BreizhGo**, composé
  - de la **ligne 614** « Pontivy < > Guémené-sur-Sorff »
  - de la **ligne 615** « Lorient < > Carhaix »

La **ligne TBK8** assure également une liaison « Quimperlé < > Le Faouët ».

- Transport à la demande : En cours de **reconfiguration**
- Réseau routier : Le territoire est traversé par trois **axes majeurs** avec les RD 769, RD 1 et RD 782.
- Aires de covoiturage : **quatre aires recensées** ainsi que plusieurs **aires informelles**.



Plan de mobilité simplifié : Enjeux et axes stratégiques



- **Assurer une desserte en transport en commun** efficace le long des principaux flux identifiés.
- Développer les **connexions douces et sécurisées autours des pôles de proximité**.
- **Assurer des déplacements facilités vers les services du territoire pour toutes les populations**.
- Déployer des **solutions alternatives à l'autosolisme vers les pôles d'emploi intérieurs et extérieurs**.
- **Communiquer autour de l'offre de mobilité**.
- **Travailler sur l'intermodalité** au travers de différents aspects : bus/vélo, covoiturage/vélo ou voiture/covoiturage.
- Assurer les moyens de **développer une mobilité écologique, attractive et solidaire sur l'ensemble de Roi Morvan Communauté**.

Axe 1 :
Favoriser le recours aux transports en commun par une offre adaptée et cohérente

Axe 2 :
Offrir des alternatives à l'autosolisme efficaces pour rejoindre les centralités au sein et en dehors du territoire

Axe 3 :
Développer des solutions de mobilité durable

Axe 4 :
Communiquer, sensibiliser, animer et soutenir l'écosystème des mobilités

Plan de mobilité simplifié : Propositions de scénarios

Prioritaire
Secondaire
Tertiaire

Roi Morvan Communauté

Le scénario retenu par le COPIL le 10/09/2026 est le scénario le plus complet, à savoir le scénario 3.

	ACTIONS	Scénario 1 - Essentiel	Scénario 2 - Intermédiaire	Scénario 3 - Complet
AXE 1 : FAVORISER LE RECOURS AUX TRANSPORTS EN COMMUN PAR UNE OFFRE ADAPTÉE ET COHÉRENTE	Garantir à tous l'accès à un service de transport à la demande pour rejoindre les centralités du territoire	☑	☑	☑
	Faciliter l'accès au réseau de transport en commun	☑	☑	☑
	Créer des navettes pour les trajets domicile-travail		☑	☑
	Optimiser les correspondances entre les différents modes de transport		☑	☑
	Mettre en place des navettes estivales pour rejoindre les lieux de loisirs du territoire			☑
	Créer des formules « transport + culture & loisirs »			☑
AXE 2 : PROPOSER DES ALTERNATIVES EFFICACES À L'AUTOSOLISME POUR REJOINDRE LES CENTRALITÉS, À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU TERRITOIRE	Développer la pratique du covoiturage	☑	☑	☑
	Accompagner la démarche de réseau d'autostop organisé et sécurisé		☑	☑
	Renforcer la mobilité des services et commerces vers les habitants			☑
	Mettre en place une offre d'autopartage adaptée aux usages locaux			☑
AXE 3 : DÉVELOPPER DES SOLUTIONS DE MOBILITÉ ACTIVE ET DURABLE	Développer les itinéraires cyclables	☑	☑	☑
	Renforcer les services vélo complémentaires	☑	☑	☑
	Accompagner le déploiement d'un maillage cohérent de bornes IRVE			☑
AXE 4 : INFORMER, SENSIBILISER ET ANIMER AUTOUR DES MOBILITÉS	Communiquer sur les offres de mobilité disponibles sur le territoire	☑	☑	☑
	Conseiller et orienter les usagers		☑	☑
	Organiser des actions de sensibilisation et d'animation		☑	☑
	Prévoir une communication spécifique à l'occasion des grands événements organisés sur le territoire			☑
	Encourager la mise en place de plans de mobilité interentreprises			☑

Plan de mobilité simplifié : Plans d'actions retenus

Roi Morvan Communauté

FICHES ACTIONS

AXE 1 : FAVORISER LE RECOURS AU TRANSPORT EN COMMUN PAR UNE OFFRE ADAPTEE ET COHERENTE

- Garantir à tous l'accès à un service de transport à la demande pour rejoindre les centralités du territoire
- Faciliter l'accès au réseau de transport en commun
- Créer des navettes pour les trajets domicile-travail
- Développer une offre estivale de mobilité durable vers les lieux de loisirs

AXE 2 : PROPOSER DES ALTERNATIVES À L'AUTOSOLISME EFFICACES POUR REJOINDRE LES CENTRALITÉS AU SEIN ET EN DEHORS DU TERRITOIRE

- Développer la pratique du covoiturage
- Accompagner la démarche de réseau d'autostop organisé et sécurisé
- Renforcer la mobilité des services et commerces vers les habitants
- Mettre en place une offre d'autopartage adaptée aux usages locaux

AXE 3 : DEVELOPPER DES SOLUTIONS DE MOBILITE DURABLE ET ACTIVE

- Développer les itinéraires cyclables
- Renforcer les services vélo complémentaires
- Renforcer le service de location de VAE
- Accompagner le déploiement d'un maillage cohérent de bornes IRVE

AXE 4 : INFORMER, SENSIBILISER ET ANIMER AUTOUR DES MOBILITÉS

- Communiquer sur les offres de mobilité disponibles sur le territoire
- Conseiller et orienter les usagers
- Organiser des actions de sensibilisation et d'animation
- Prévoir une communication spécifique à l'occasion des grands événements organisés sur le territoire
- Encourager la mise en place de plans de mobilité interentreprises

Plan de mobilité simplifié : Estimation des coûts par phase

	Action		Court terme (0/5 ans)	Moyen terme (5/10 ans)	Long terme (10/15 ans)
1	Garantir à tous l'accès à un service de transport à la demande	TAD existant puis Covoiturage solidaire	68 000,00 €	85 000,00 €	85 000,00 €
2	Faciliter l'accès au réseau de transport en commun	Cf Région Communication		2500,00 €	2 500,00 €
3	Créer des navettes pour les trajets domicile-travail				600 000,00 €
4	Développer une offre estivale de mobilité durable vers les lieux de loisirs				42 500,00 €
5	Développer la pratique du covoiturage	2 aires de covoiturage tous les 2 ans Communication	24 000,00 €	2 400,00 €	2 500,00 €
6	Accompagner la démarche de réseau d'autostop organisé et sécurisé	Communication	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €
7	Renforcer la mobilité des services et commerces vers les habitants	Communication	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €
8	Mettre en place une offre d'autopartage adaptée aux usages locaux	1 véhicule par centralité		10 000,00 €	10 000,00 €
9	Développer les itinéraires cyclables	Voir le SDC			
10	Renforcer les services vélo complémentaires		12 500,00 €	12 500,00 €	12 500,00 €
11	Renforcer le service de location de VAE	Fonctionnement et Investissement tous les 3 ans	100 000,00 €	120 000,00 €	80 000,00 €
12	Accompagner le déploiement d'un maillage cohérent de bornes IRVE				
13	Communiquer sur les offres de mobilité disponibles sur le territoire	Communication	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
14	Conseiller et orienter les usagers	Temps d'agent			
15	Organiser des actions de sensibilisation et d'animation	Communication	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
16	Prévoir une communication spécifique à l'occasion des grands événements	Communication	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
17	Encourager la mise en place de plans de mobilité interentreprises	Temps d'agent			
TOTAL			**228 000,00 €**	**277 500,00 €**	**860 000,00 €**

Plan de mobilité simplifié : Exemple de fiches actions

Roi Morvan Communauté

Action 2 : Faciliter l'accès au réseau de transport en commun

Axe 1 : Favoriser le recours aux transports en commun par une offre adaptée et cohérente

Mise en œuvre opérationnelle

- **Améliorer l'accessibilité des zones d'activités majeures sur les lignes existantes.**
  - Étudier l'ajout d'arrêts supplémentaires sur les lignes existantes, notamment au niveau des zones d'activités
  - Etudier l'ajout de Guiscriff à la ligne TBK Quimper-Scaër 945
  - Proposer l'ajout d'un arrêt sur la ligne 615 sur la zone de Pont Min à Le Faouët et à Le Saint afin d'améliorer l'accessibilité



- **Mieux adapter l'offre aux besoins du territoire**
  - Ajuster les horaires des lignes BreizhGo en lien avec les horaires des entreprises
  - Étudier l'opportunité de remise en service de la ligne Gourin – Rosporden – Quimper
  - Renforcer la coordination des horaires entre lignes pour améliorer les correspondances, notamment avec les territoires voisins (ex. Pontivy), idéalement dans le cadre d'un tarif unique

- **Informer, communiquer et accompagner au changement de pratiques**
  - Mettre en place une campagne de communication et de sensibilisation sur les cars régionaux : affichage dans les lieux publics (mairies, office de tourisme, équipements culturels), communication sur le site de RMCom… avec un ciblage initial sur les lignes jugées les plus compétitives
  - Travailler avec les entreprises et les acteurs du territoire pour relayer l'information auprès des salariés et encourager l'usage du transport régional

Coût :
Pose et entretien des arrêts : 250 € par arrêt

Suivi :
- Évolution de la fréquentation
- Validation de titre de transport par ligne et par arrêt

Roi Morvan Communauté

Constat :

Le diagnostic a révélé une offre de cars régionaux encore peu attractive pour constituer une alternative à la voiture individuelle. La faible fréquence de passage, les horaires inadaptés et l'absence de certains arrêts freinent l'usage de ces services. À noter toutefois que la ligne 15 a déjà bénéficié d'une augmentation de fréquence, à titre expérimentale, pour répondre à la hausse de fréquentation.
De plus, la communication autour de l'offre reste à renforcer afin de la rendre plus visible et lisible auprès des habitants.

Objectifs :

- Développer l'usage du car régional pour les déplacements du quotidien
- Favoriser l'intermodalité à l'échelle du territoire

Calendrier : Moyen terme

Porteur :
Région Bretagne, TBK

Partenaires :
RMCom, Communes

Plan de mobilité simplifié : Exemple de fiches actions

Action 8 : Mettre en place une offre d'autopartage adaptée aux usages locaux

Axe 2 : Proposer des alternatives à l'autosolisme efficaces pour rejoindre les centralités au sein et en dehors du territoire

Mise en œuvre opérationnelle

- **Expérimenter l'autopartage en proposant un ou plusieurs véhicules dans les centralités du territoire** : Gourin, Guémené-sur-Scorff et Le Faouët.
- Définir les modalités d'utilisation afin de limiter l'effet d'un service réservé à un nombre restreint d'usagers. Il convient de choisir entre une gestion interne ou externe, en s'appuyant sur des plateformes existantes telles que 456.BZH, Clem, Citiz ou GetAround.
- Une alternative peut être mis en place dans les zones d'activités : développer un service de mutualisation des flottes de véhicules entre entreprises pour les déplacements professionnels. Il s'agit de recenser les véhicules disponibles et les besoins des entreprises, de définir un système de réservation, de localiser les lieux de stationnement, de déterminer la répartition des coûts et de communiquer sur la plateforme tout en formant les salariés.

Coût :
La plupart des plateformes facturent en fonction du nombre de véhicules gérés : Prix moyen pour la gestion des véhicules : 10 à 50 €/véhicule/mois

Suivi :
- Nombre de location
- Nombre d'abonnés aux services autopartage
- Diversité des publics
- Nombre de km parcourus

Benchmark :



Questembert Communauté propose une offre d'autopartage avec deux véhicules accessibles au public via la plateforme 456.BZH. Le premier trajet est gratuit, puis une contribution est demandée avec un tarif classique et un tarif réduit pour les jeunes et demandeurs d'emploi.

Constat :

Les déplacements sur le territoire sont majoritairement réalisés en voiture individuelle, y compris pour les trajets courts ou occasionnels. Peu d'alternatives existent pour les habitants sans véhicule personnel. L'autopartage peut répondre à ce besoin en offrant une solution flexible, ponctuelle et accessible à tous.

Objectifs :

- Développer une offre d'autopartage adaptée aux usages locaux pour réduire l'usage individuel de la voiture
- Faciliter les déplacements des habitants et des salariés
- Encourager une mobilité plus durable sur l'ensemble du territoire.

Calendrier : Moyen à long terme

Porteurs :
RMCom

Partenaires :
Opérateur d'autopartage, Entreprises









Roi
Morvan
Communauté

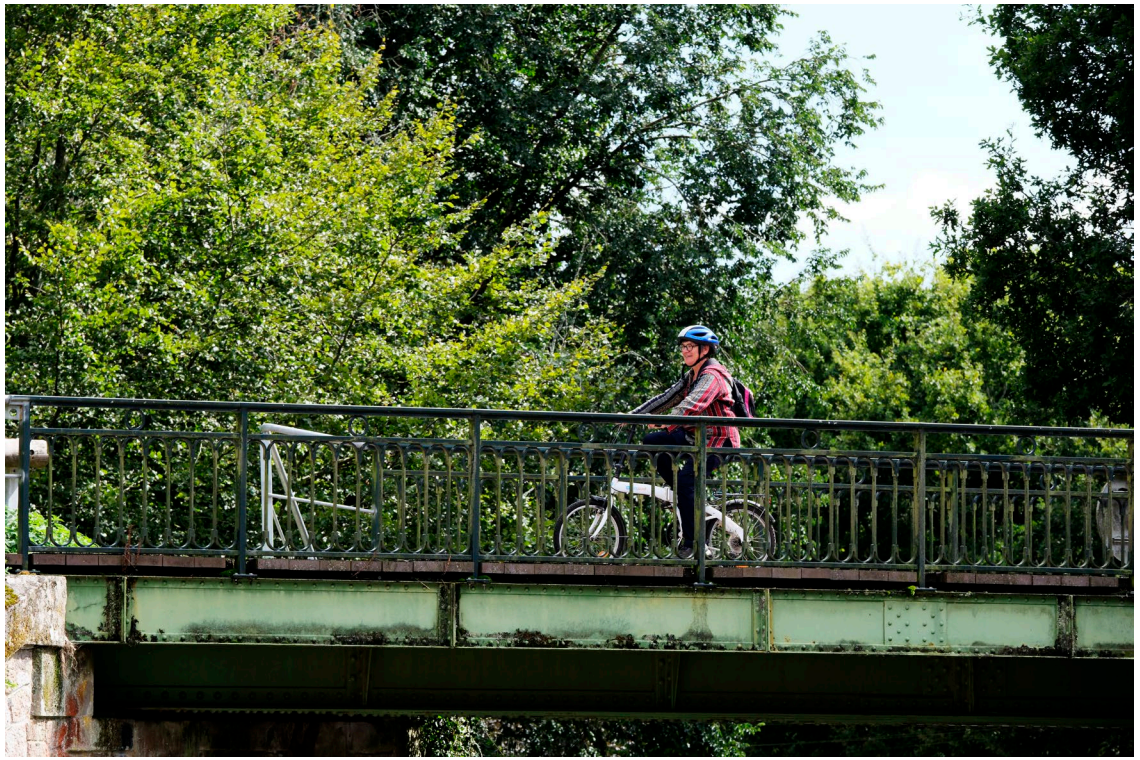
MOBILITÉ

Schéma directeur cyclable

A l'échelle de Roi Morvan Communauté

Préambule

Dans la continuité de cette démarche, Roi Morvan Communauté a initié l'élaboration d'un **schéma directeur cyclable, visant à orienter et encadrer le développement de la politique cyclable du territoire.**



Le schéma directeur a pour objectifs **d'analyser l'offre et la demande d'aménagements concernant les mobilités actives et d'élaborer un plan d'action pour favoriser l'usage quotidien du vélo.** Ce plan d'action fixe à court, moyen et long termes de grandes orientations dans le déploiement d'un réseau favorisant des déplacements sécurisés et continus.

La portée intercommunale du schéma vise le développement du réseau cyclable et des actions inscrites ayant un intérêt communautaire tel que la desserte d'équipements clés (zones d'activités…) ou encore la réalisation d'axes majeurs permettant d'effectuer des trajets sécurisés de commune à commune. **Le développement du réseau cyclable doit se faire en lien avec les différents acteurs de l'aménagement du territoire** (Communautés de communes, Communes, Département du Morbihan) afin d'apporter de la cohérence dans sa structuration et d'éviter toute discontinuité.

Rappels des enjeux d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC)

- Outil de programmation et de planification
- **Enjeu : définir les actions à mettre en place à court, moyen et long termes pour améliorer et encourager la pratique cyclable** à l'échelle de l'intercommunalité.
- Document **non opposable** se structurant en 3 étapes :
    1) **Un diagnostic** des pratiques actuelles et des services disponibles**,**
    2) **Une stratégie,**
    3) **Un plan d'actions.**
- 3 objectifs clés :
    - Créer des **liaisons cyclables intercommunales**
    - Définir un maillage des itinéraires cyclables afin de **structurer un réseau communautaire hiérarchisé, sécurisé et lisible.**



Schéma directeur cyclable - Méthodologie

Le réseau cyclable défini à partir du diagnostic et de la stratégie vise à améliorer les **déplacements à vélo au sein des bourgs**, tout en garantissant des continuités **entre ces différents bourgs et avec l'extérieur du territoire.**

L'ensemble du réseau répond à différents **enjeux - économiques, quotidiens, scolaires et de loisirs -** et intègre des propositions d'aménagement visant **l'apaisement de la circulation dans les centres-bourgs.**

Une hiérarchisation et une priorisation de ces enjeux apparaissent nécessaires pour orienter l'action de la communauté de communes en matière de déplacements cyclables.

Les aménagements retenus garantissent de **bonnes conditions de sécurité**, en proposant des itinéraires en chaussée partagée lorsque les conditions le permettent.

La très grande majorité des propositions d'aménagement sont en accord avec les recommandations du CEREMA et prennent en compte le contexte local.
Les chiffrages proposés sont issus de ratios, exprimés HT, et ne comprennent ni les éventuelles acquisitions foncières, ni les éventuelles études complémentaires à la réalisation des aménagements.



Schéma directeur cyclable : Réseau cyclable hiérarchisé

LE RÉSEAU PROPOSÉ EST DÉCLINÉ EN TROIS NIVEAUX DE HIÉRARCHIE

Réseau cyclable structurant

Il s'agit des **itinéraires cyclables répondant au niveau d'enjeux le plus élevé à l'échelle de la Communauté de communes**. Il permet de se déplacer de la manière la plus **efficace** possible sans viser à une desserte fine des enjeux du territoire.

Il forme un **ensemble de lignes structurantes**.



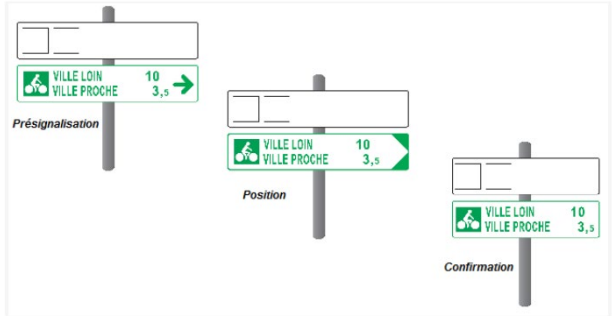
Réseau cyclable secondaire

Ces **itinéraires cyclables répondent à des enjeux commerciaux et de loisirs ainsi que de mobilités quotidiennes et permettent des jonctions entre les lignes structurantes**.
Le réseau secondaire est également dimensionné de manière à se déplacer efficacement.



Réseau cyclable tertiaire

Il permet de faire la **jonction entre les différents itinéraires** du réseau structurant et réseau secondaire.
Il dessert le territoire plus en profondeur.



À noter que la hiérarchie se différencie du phasage : la priorisation des travaux (phasage) dépend de l'importance que l'on donne aux axes (hiérarchie) mais s'appuie sur d'autres aspects qui contraignent la réalisation des travaux, comme le coût des travaux, l'acquisition foncière ou les projets à venir…

À court terme, un itinéraire efficace mais peu couteux pourra être privilégié à son alternative très efficace mais très coûteuse.

Schéma directeur cyclable : Réseau cyclable hiérarchisé

	Linéaire de réseau concerné par des propositions d'aménagement	**% du linéaire** concerné par des propositions d'aménagement	**Coût global estimé**	**% du coût global**
Réseau structurant	**97 km**	26 %	**98 059 €**	1%
Réseau secondaire	**93 km**	25 %	**6 252 121 €**	67 %
Réseau tertiaire	**182,5 km**	49 %	**3 009 369 €**	32 %
TOTAL GENERAL	**372,5 km**	**100 %**	**9 286 549 €**	**100 %**

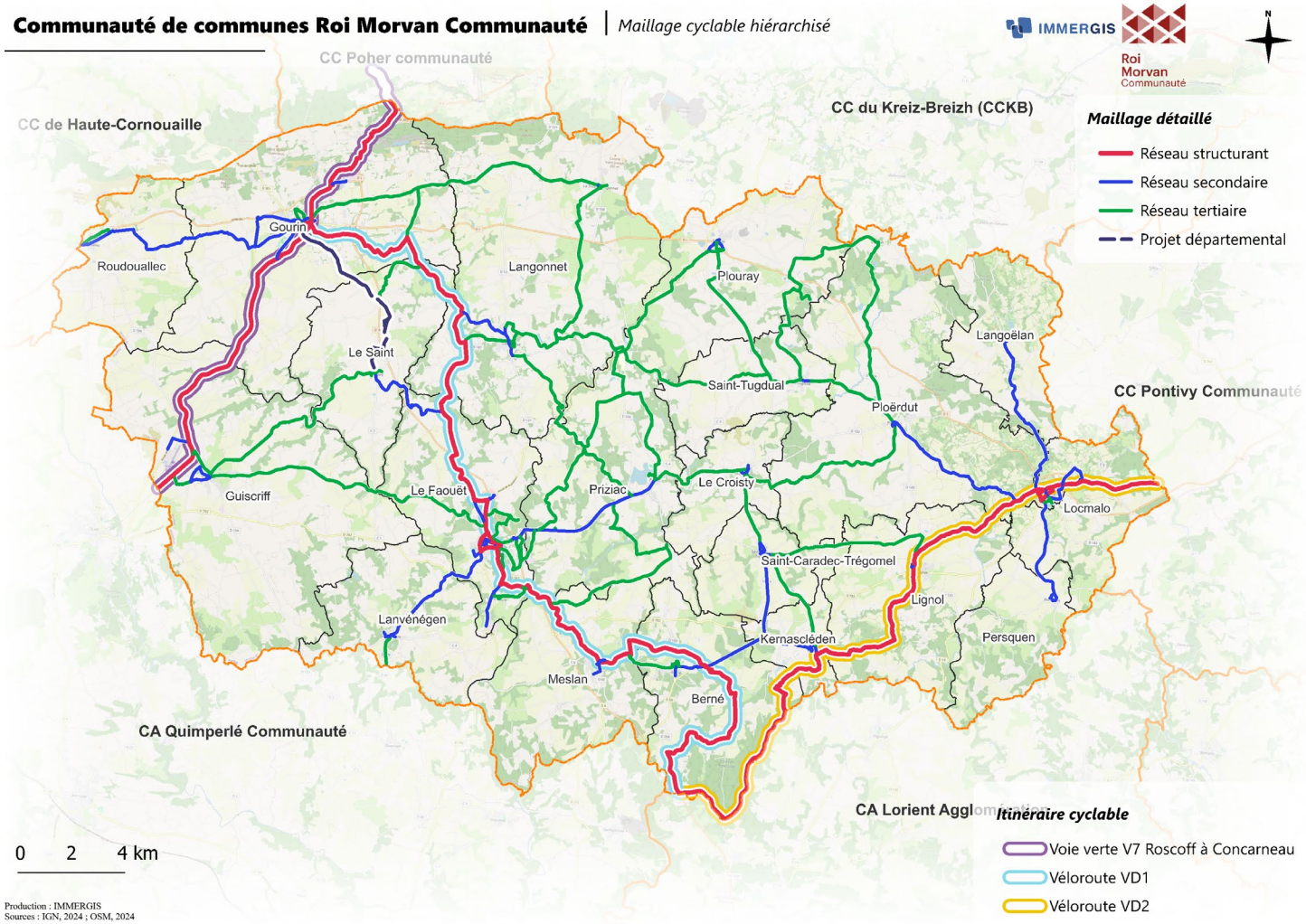


Schéma directeur cyclable : Propositions d'aménagement

Typologie d'aménagement	Voie Verte	Piste cyclable	Bande cyclable	Double-sens cyclable	CVCB	Chaussée partagée	Franchissement	Ouvrage	Aménagement de rond-point	Coût global estimé
Coût Linéaire	1 385 798 € 5,6 km	7 052 441 € 15,6 km	88 488 € 2,5 km	4 559 € 0,3 km	33 865 € 0,9 km	93 404 € 252,6 km	52 635 € 6 unités	80 115 € 1 unité	531 146 € 4 unités	**9 286 549 € 372,5 km**

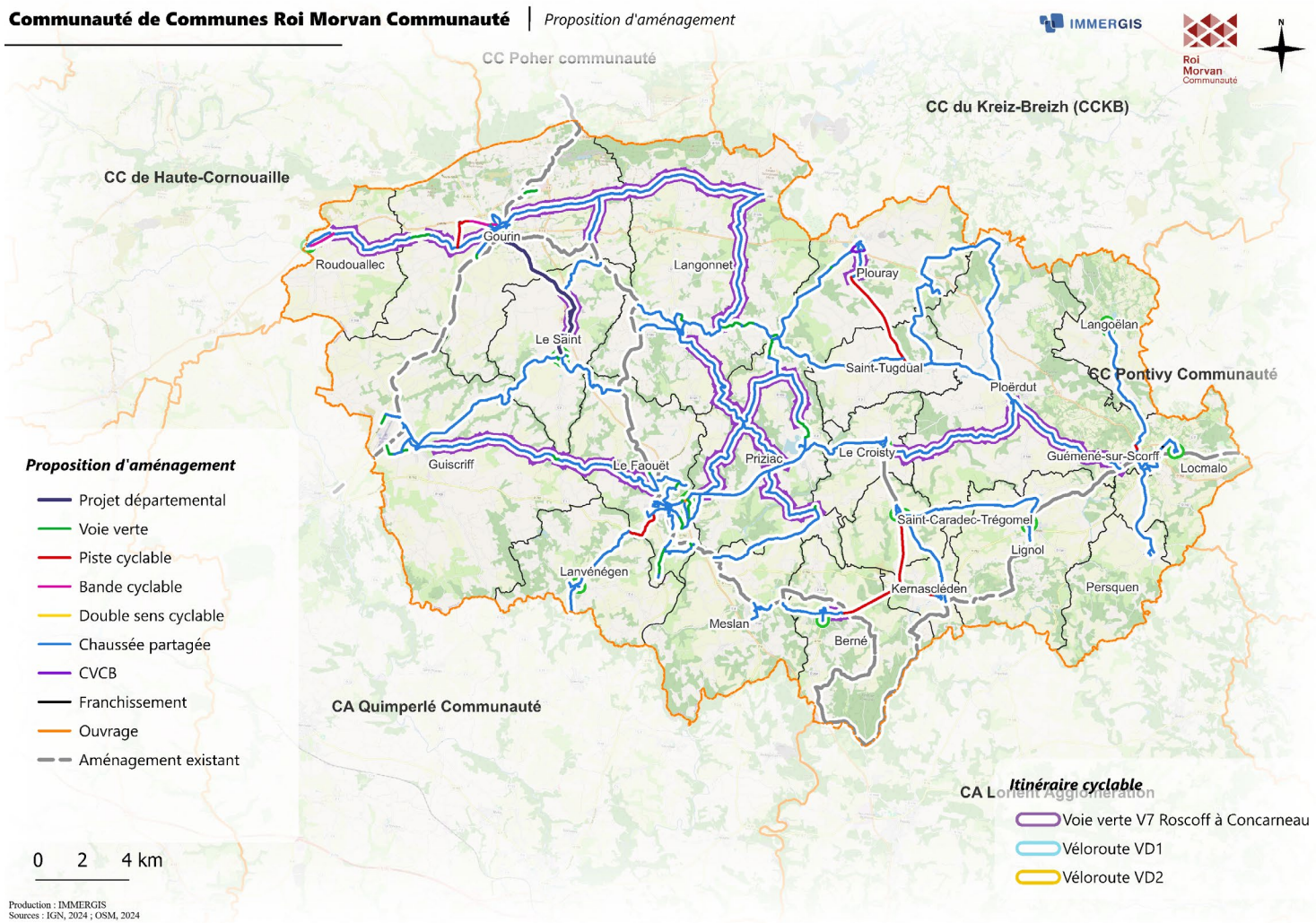


Schéma directeur cyclable : Propositions d'aménagement

L'ensemble des communes fait l'objet de propositions d'aménagement. Lorsque le chiffrage est égal à 0, cela correspond à un simple jalonnement, intégré dans le coût global dédié au jalonnement.

Type de voirie	Financeur	Coût global estimé	% du coût global
Voirie départementale *en agglomération*	Communes	**1 509 889 €**	16 %
Voirie départementale *hors agglomération*	Roi Morvan Communauté	**6 592 115 €**	71 %
Voirie Communale	Berné	**136 €**	0,1 %
	Gourin	**378 261 €**	4 %
	Guémené-sur-Scorff	**19 119 €**	0,1 %
	Guiscriff	**233 047 €**	2 %
	Kernascléden	**0 €**	0 %
	Langoëlan	**0 €**	0 %
	Langonnet	**0 €**	0 %
	Lanvénégen	**4 358 €**	0,1 %
	Le Croisty	**5 552 €**	0,1 %
	Le Faouët	**475 220 €**	5 %
	Le Saint	**3 744 €**	0,1 %
	Lignol	**5 765 €**	0,1 %
	Locmalo	**22 304 €**	0,1%
	Meslan	**215 €**	0,1%
	Persquen	**0 €**	0 %
	Ploërdut	**165 €**	0,1 %
	Plouray	**35 105 €**	1%
	Priziac	**56 €**	0,1%
	Roudouallec	**1 498 €**	0,1%
	Saint-Caradec-Trégomel	**0 €**	0 %
	Saint-Tugdual	**0 €**	0 %
	TOTAL GENERAL	**9 286 549 €**	**100 %**

Schéma directeur cyclable : Propositions d'aménagement - Voie verte sur route

Les *voies vertes sur routes* sont des **axes faiblement circulés** requalifiés en itinéraires cyclables sécurisés, grâce à des **restrictions d'accès** (panneaux « sauf riverains et vélos ») limitant fortement le trafic motorisé.

Elles sont préconisées lorsqu'une alternative existe pour les véhicules motorisés, permettant ainsi de réserver ces axes aux usages locaux et aux mobilités douces. L'infrastructure existante est ainsi valorisée et offre aux cyclistes un environnement plus calme, sûr et agréable, sans nécessiter de travaux lourds.

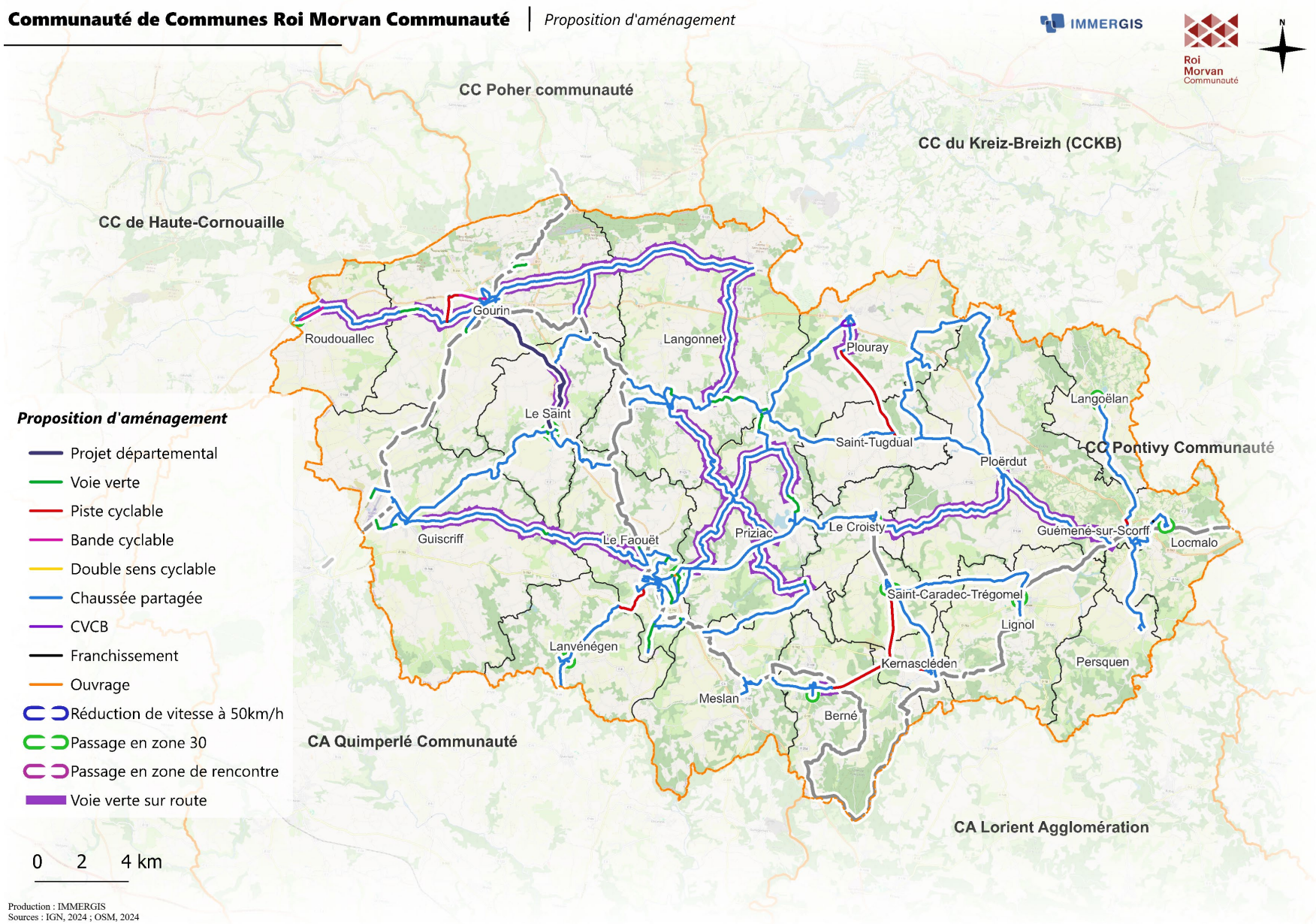
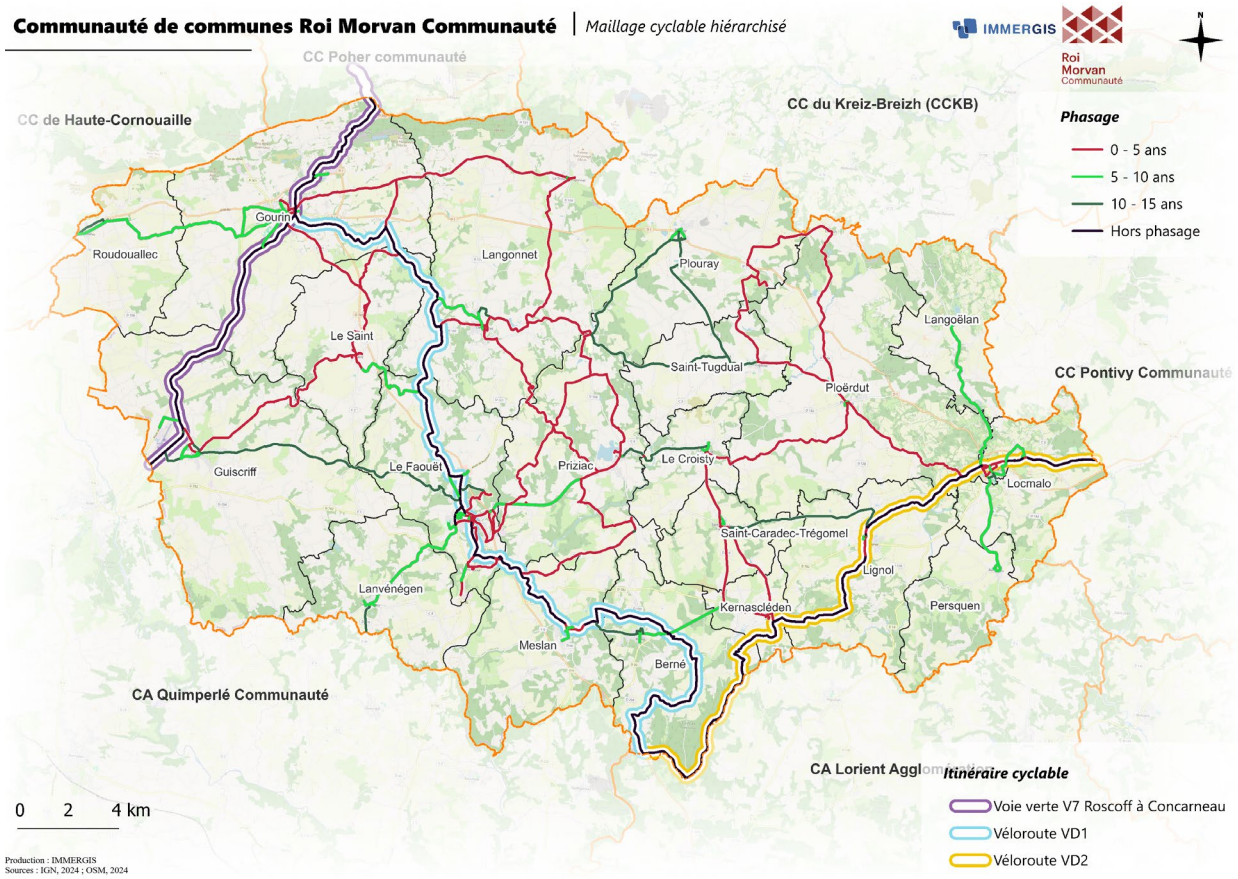


Schéma directeur cyclable : Estimation des coûts par phase



Phase 1
0 – 5 ans

- **158,5 km**
- **2 701 987 €**

Phase 2
5 – 10 ans

- **70,8 km**
- **4 120 672 €**

Phase 3
10 – 15 ans

- **53,8 km**
- **2 463 890 €**

Schéma directeur cyclable : Exemple de fiche aménagement

IMMERGIS

Roi Morvan Communauté

Berné - Aire de Covoiturage



Propositions d'aménagement

Propositions d'aménagement

Proposition aménagement SC1

INFORMATIONS GENERALES

Gouvernance

Départementale hors agglomération
Berné

Longueur de l'itinéraire

3 799 ml

Coût général

1 422 550 €

Coût détaillé par gouvernance

Départementale hors agglomération	1 422 550 €
Berné	/

Phasage	Gouvernance	Aménagement à prévoir	Longueur par tronçon	Coût par tronçon	Numéro
1	Départementale hors agglomération	ANNEAU AUTOUR DU GIRATOIRE	105 m	115 500 €	87
2	Berné	JALONNEMENT UNIQUEMENT	778 m	-	239
-	Départementale hors agglomération	PISTE CYCLABLE UNI DOUBLE	1 931 m	868 950 €	308
-	-	TRAVERSEE CYCLABLE	1 m	2 500 €	309
-	-	PISTE CYCLABLE UNI DOUBLE	356 m	160 200 €	310
-	-	PISTE CYCLABLE UNI DOUBLE	612 m	275 400 €	307

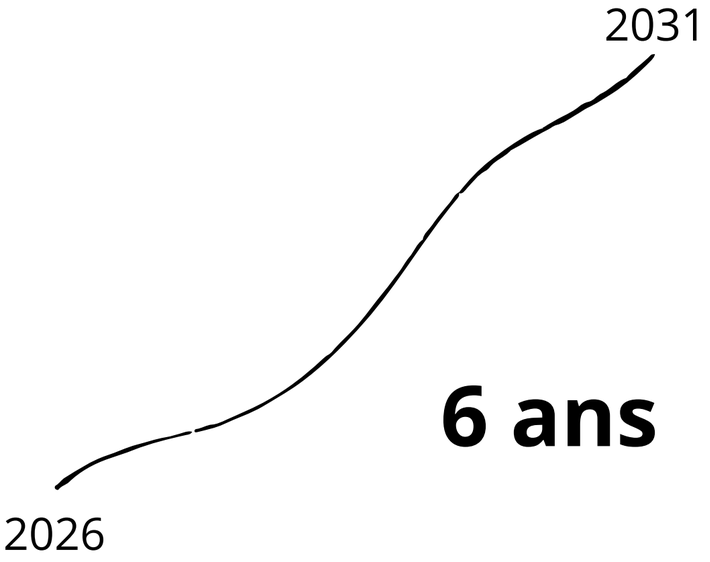
HABITAT

Programme Local de l'Habitat

2026-2031



QU'EST CE QU'UN PLH ?



Le Programme Local de l'Habitat définit une stratégie en matière d'habitat pour une durée de **6 ans**.

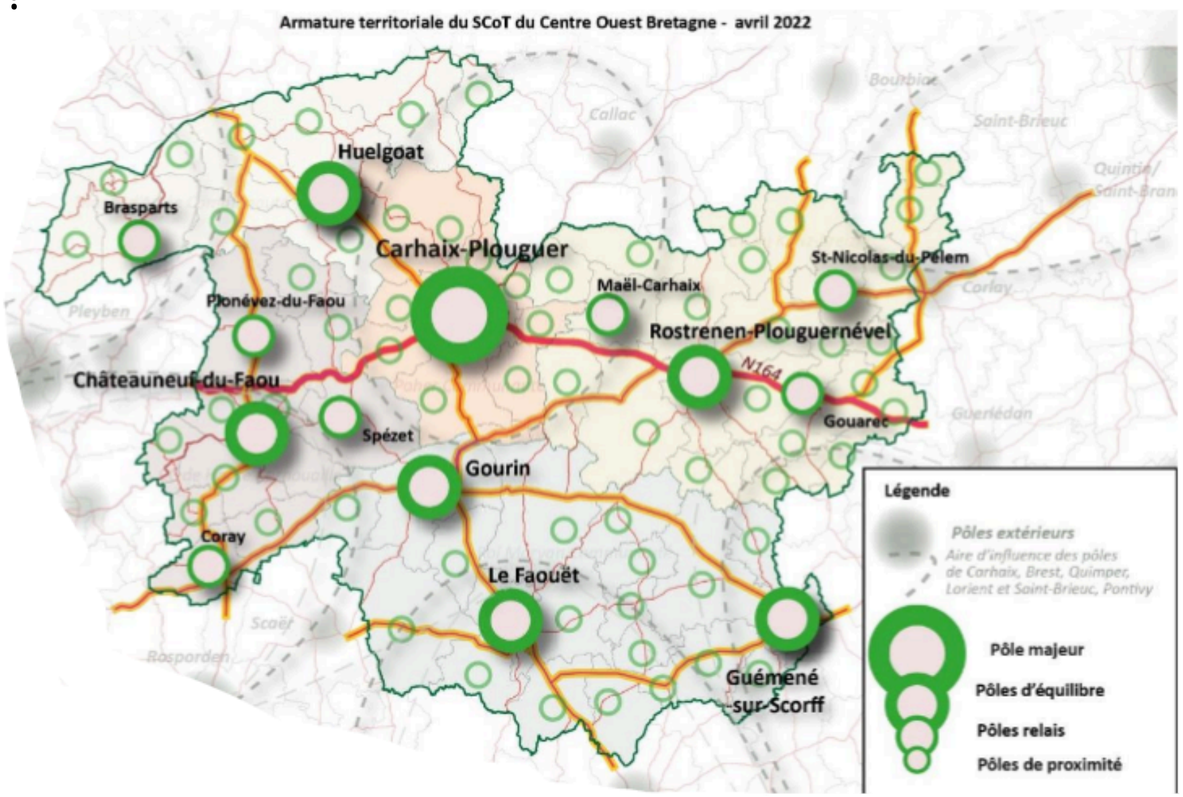
Il fixe l'ensemble des **interventions à mener et les moyens à mobiliser pour les mettre en œuvre**.

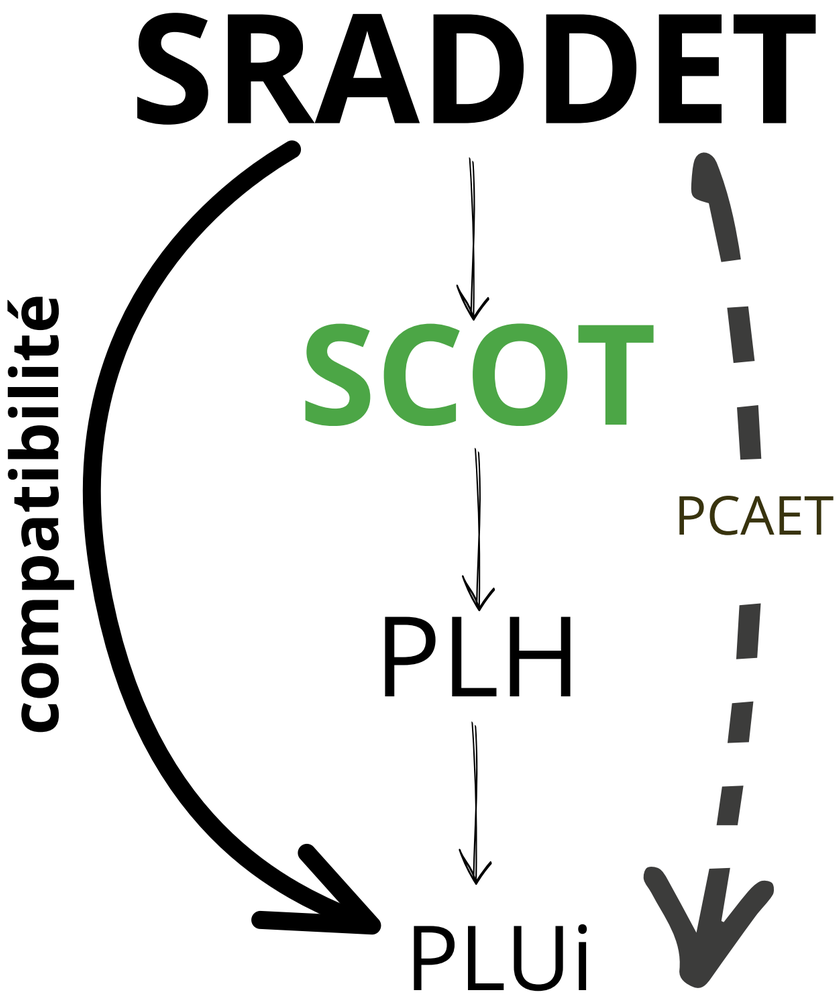
Il définit des interventions en matière :

- De création de nouveaux logements (social, privé, locatif ou accession),
- D'amélioration des logements existants,
- De réponse aux besoins spécifiques en logements ou hébergements des personnes défavorisées, personnes âgées ou handicapées, jeunes, gens du voyage…
- De politique foncière.



QUE DIT LA LOI ?





Roi Morvan Communauté a élaboré un PLH volontariste.

Le PLH doit s'harmoniser avec les différents documents cadres.

Plus précisément il doit être **compatible** avec le SCoT du Pays Centre Ouest Bretagne et **s'impose** au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

ETAPE D'ÉLABORATION DU PLH

2024-2026

JANVIER

JUIN

Phase I - Diagnostic

Objectif : disposer d'un état des lieux complet de la situation de l'habitat et des dynamiques en cours pour évaluer les besoins actuels et futurs.

JUILLET

OCTOBRE

Phase II - Orientations

Objectif : faire émerger une stratégie partagée en matière d'habitat.

NOVEMBRE

MARS

Phase II - Programme d'actions

Objectif : fixer l'ensemble des actions à mettre en oeuvre et définir précisément les outils et moyens à mobiliser.

SEPTEMBRE

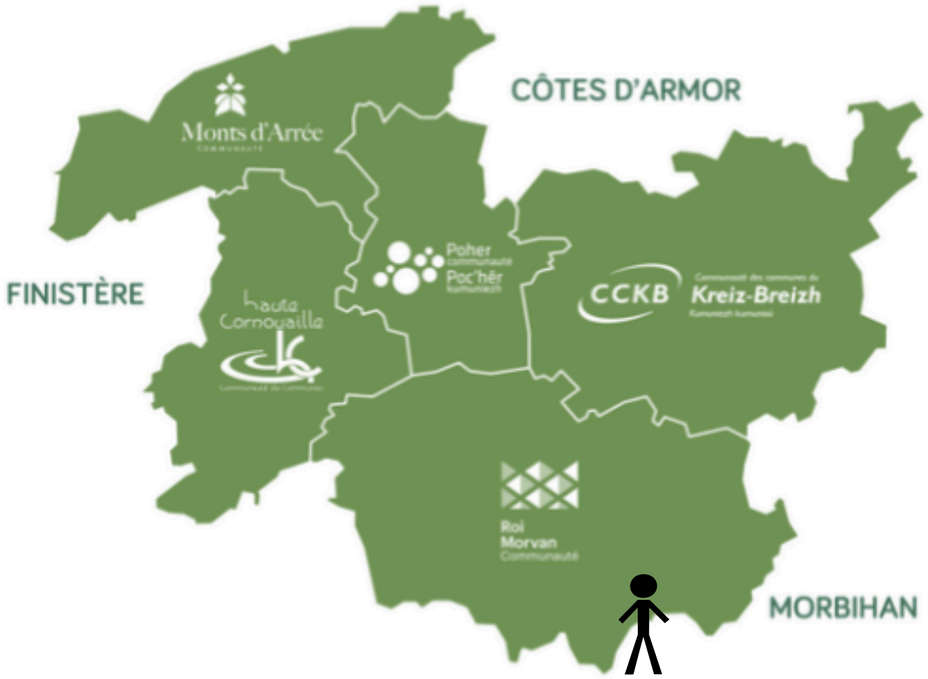
Phase d'adoption

Pour être adopté, le PLH doit être validé par chacune des communes membres et par le PETR.



Démographie

- Solde migratoire positif qui ralentit la baisse démographique due au solde naturel négatif
- Vieillissement de la population
- Une taille des ménages en baisse
- Un territoire attractif, notamment pour les couples sans enfant



25 059 habitants

Économie et niveau de vie

- Une majorité d'emplois concentrés sur quelques communes
- Un nombre d'habitants actifs supérieur au nombre d'emplois situés sur le territoire
- Un niveau de vie relativement faible

Transport

- Un usage de la voiture indispensable
- De nombreux équipements publics situés à proximité des principaux axes routiers

Parc de logement

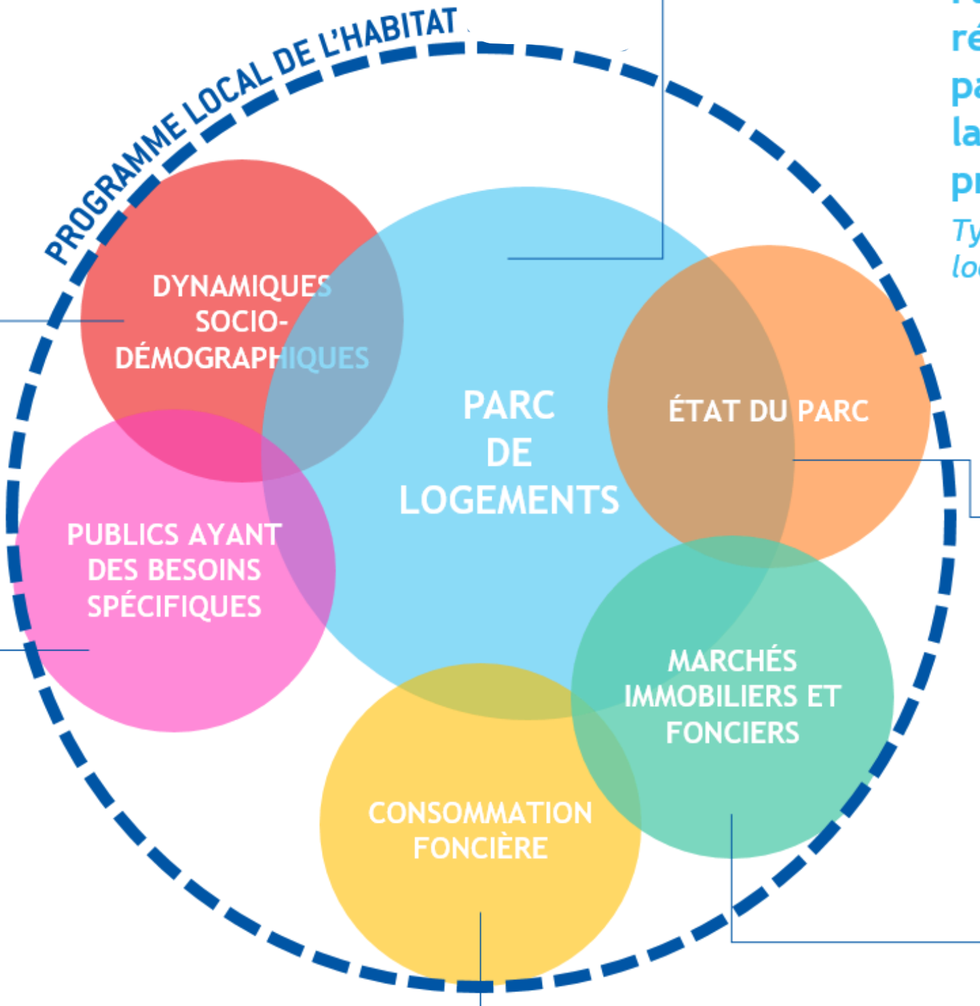
- La présence de très nombreuses maisons de grande taille et anciennes
- Les situations de mal-logement sont en augmentation
- L’accès à la propriété est facilité par l’attachement des résidents au territoire et au faible coût d’acquisition d’un bien
- L’offre disponible à l’achat est inadaptée aux besoins de la population
- L’offre locative est insuffisante
- Une part importante de logements vacants

Populations spécifiques

- Des Résidences Habitat Jeunes sont en cours de réalisation
- De nombreux services à destination des personnes âgées ou en situation de handicap existent
- Les saisonniers et les personnes défavorisées ont recours à des solutions alternatives pour pouvoir se loger
- Le territoire ne dispose officiellement pas d’offre à destination des gens du voyage



LES ENJEUX



1. Maintenir la population et accueillir de nouveaux ménages en fluidifiant les parcours résidentiels

Croissance démographique, desserrement des ménages, nouveaux emplois, diversification de l'offre, etc.

2. Faciliter les parcours résidentiels en diversifiant le parc de logements, en réduisant la vacance structurelle et en produisant du logement social

Typologie, granulométrie, prix, localisation, qualité d'habiter, etc.

3. Amplifier la réhabilitation du parc de logements et lutter contre la précarité énergétique et le changement climatique

Amélioration des parcs, reprise du parc, diminution de la vacance, dispositifs d'aides, etc.

4. Développer une offre accessible et diversifiée pour tous les ménages

Production, diversification, logement abordable, logement social, prix, etc.

5. Mettre en œuvre une stratégie foncière pour accompagner la diminution de la consommation foncière

Zéro Artificialisation Nette, stratégie foncière, densification, tissu urbain, sobriété, etc.

6. Répondre aux besoins diversifiés des publics ayant des besoins spécifiques en développant l'offre de logements et d'hébergements

Vieillissement, situations de handicap, précarité, jeunes, saisonniers, gens du voyage

LES ORIENTATIONS

4 AXES | 18 ACTIONS







AXE 1 :

Développer l'offre existante et développer l'offre locative

AXE 2 :

Conduire des poltiques ciblées à destination des publics spécifiques

AXE 3 :

Veiller à l'attractivité et à la qualité des pacrs de logements existants

AXE 4 :

Assurer la gouvernance et la mise en oeuvre du PLH









LES ACTIONS

18 actions pour mettre en place la politique communautaire

Le PLH 2026-2031

Favoriser la réalisation du parcours résidentiel

Adapter l'offre existante et développer l'offre locative

Action n°1 : Développer une offre nouvelle en s'appuyant sur l'existant
Action n°2 : Favoriser le développement d'une offre locative sociale nouvelle
Action n°3 : Mettre en place une stratégie foncière pour limiter l'étalement urbain
Action n°4 : Expérimenter des opérations de requalifications
Action n°5 : Imaginer de nouvelles formes bâties

Assurer la gouvernance et la mise en œuvre du PLH

Action n°16 : Mettre en place les observatoires et communiquer
Action n°17 : Accompagner les collectivités
Action n°18 : Assurer le suivi-animation du PLH

Conduire des politiques ciblées à destination des publics spécifiques

Action n°6 : Proposer une offre d'hébergements d'urgence/temporaire
Action n°7 : Accompagner les ménages en difficulté
Action n°8 : Favoriser l'installation des jeunes et des saisonniers
Action n°9 : Disposer d'une offre de logements adaptés pour les personnes âgées/handicapées
Action n°10 : Faciliter l'accession sociale à la propriété/ Encourager l'accession des primo-accédants
Action n°11 : Communiquer sur l'offre existante

Veiller à l'attractivité et à la qualité des parcs de logements existants

Action n°12 : Inciter à la réhabilitation du parc de logements privés
Action n°13 : Soutenir les travaux d'adaptation/amélioration du parc locatif social
Action n°14 : Accompagner et conseiller les propriétaires et particulièrement les propriétaires de logements vacants
Action n°15 : Mettre en place la THLV

ACTION N°1

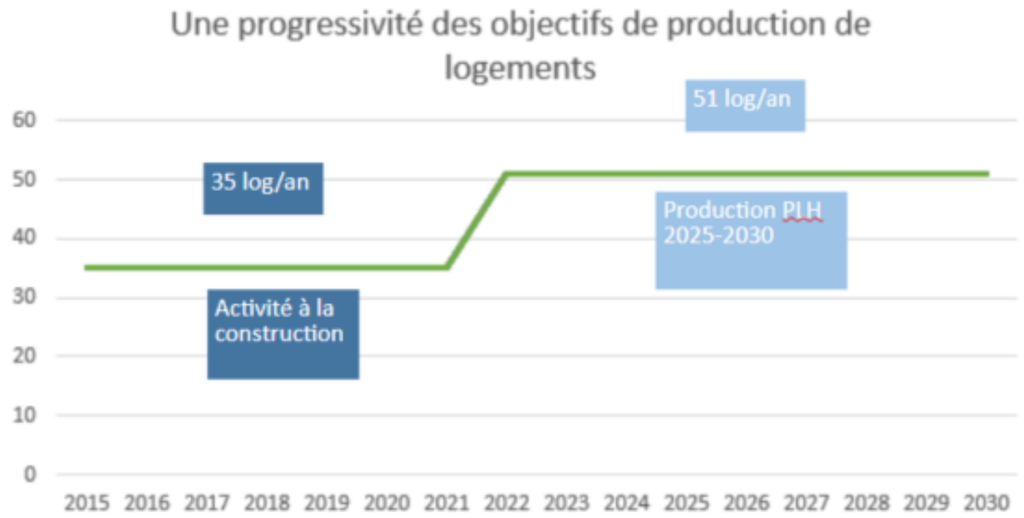
Le besoin en nouveaux logements a ainsi été défini de **308 logements sur la période 2026-2031, soit 51 logements par an (logements produits entre 2015 et 2021 : 35 logements par an).**

Ce chiffre repose sur les axiomes suivants :

- **Taux annuel d'accroissement de population : +0,1 %**
- **1,96 personne par logement en 2031** (dans l'hypothèse d'un ralentissement du phénomène de desserrement des ménages).
- Un **taux de renouvellement du parc à hauteur de 1 %** par an.
- La **poursuite de l'évolution 2015-2021 des résidences secondaires**
- Une **diminution du taux de vacance à 12 %**

Le volume de nouveaux logements ne constitue pas un plafond mais un objectif.

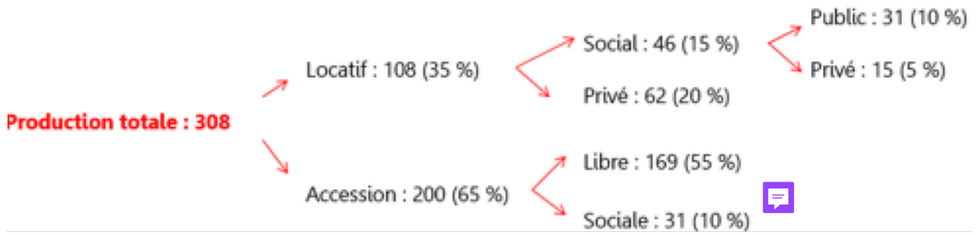
ACTION N°1 : RÉPARTITION DES OBJECTIFS





	Activité construction 2015-2021	Répartition des objectifs PLH 2025-2030
BERNE	15	25
GOURIN	41	47
GUEMENE/S	4	10
GUISCRIFF	15	24
KERNASCLEDEN	3	6
LANGOELAN	3	6
LANGONNET	11	24
LANVENEGEN	6	12
LE CROISTY	4	9
LE FAOUET	44	53
LE SAINT	4	6
LIGNOL	2	3
LOCMALO	6	12
MESLAN	31	29
PERSQUEN	1	3
PLOERDUT	9	12
PLOURAY	9	12
PRIZIAC	1	3
ROUDOUALLEC	0	3
SAINT-CARADEC-TREGOMEL	3	6
SAINT-TUGDUAL	0	3
TOTAL	212	308

ACTION N°1 : RÉPARTITION DES OBJECTIFS



	Locatif social public	Locatif social privé	Locatif privé	Accession libre	Accession sociale/aidée	Total
BERNE	3	1	5	12	4	25
GOURIN	8	3	8	21	7	47
GUEMENE/S	2	0	2	4	2	10
GUISCRIFF	3	1	4	13	3	24
KERNASCLEDEN	0	0	1	5	0	6
LANGOELAN	0	0	1	5	0	6
LANGONNET	3	1	4	13	3	24
LANVENEGEN	0	1	3	8	0	12
LE CROISTY	0	0	2	7	0	9
LE FAOUET	8	3	11	24	7	53
LE SAINT	0	0	1	5	0	6
LIGNOL	0	0	1	2	0	3
LOCMALO	0	1	3	8	0	12
MESLAN	4	2	6	12	5	29
PERSQUEN	0	0	1	2	0	3
PLOERDUT	0	0	3	9	0	12
PLOURAY	0	1	2	9	0	12
PRIZIAC	0	1	1	1	0	3
ROUDOUALLEC	0	0	1	2	0	3
SAINT-CARADEC-TREGOMEL	0	0	1	5	0	6
SAINT-TUGDUAL	0	0	1	2	0	3
TOTAL	31	15	62	169	31	308

Orientations	Actions	Descriptif	Phasage	Coûts
Orientation n°1 : Adapter l'offre existante et développer l'offre locative	Action n°1 : Développer une offre nouvelle en s'appuyant sur l'existant	Territorialiser la production	Prioritaire (- un an)	Ingenierie (cf. action n°18)
	Action n°2 : Favoriser le développement d'une offre locative sociale nouvelle	Aider les logements HLM	Non prioritaire (+ 3 ans)	160 000,00 €
		Aider les logements communaux	Prioritaire (- un an)	27 000,00 €
	Action n°3 : Mettre en place une stratégie foncière pour limiter l'étalement urbain	Réduire la consommation foncière	Prioritaire (- un an)	Ingenierie (cf. action n°18)
		Accompagner les nouvelles formes urbaines	Non prioritaire (+ 3 ans)	Ingenierie (cf. action n°18)
		Favoriser le recours aux outils réglementaires	Non prioritaire (+ 3 ans)	Ingenierie (cf. action n°18)
		Assurer une veille foncière	Prioritaire	50 000,00 €
	Action n°4 : Expérimenter des opérations de requalifications	Soutenir des opérations pilote	Non prioritaire (+ 3 ans)	10 000,00 €
	Action n°5 : Imaginer de nouvelles formes bâties	Proposer un concours d'idées	Non prioritaire (+ 3 ans)	Ingenierie (cf. actions n°16 et 17)
Orientation n°2 : Conduire des politiques ciblées à destination des publics spécifiques	Action n°6 : Proposer une offre d'hébergements d'urgence/temporaire	Organiser et développer une offre de logements	Prioritaire (- un an)	40 000,00 €
	Action n°7 : Accompagner les ménages en difficulté	Promouvoir les dispositifs d'accompagnement	Non prioritaire	Ingenierie (cf. action n°18)
	Action n°8 : Favoriser l'installation des jeunes et des saisonniers	Développer une offre d'hébergement	Prioritaire (- un an)	30 000,00 €
	Action n°9 : Disposer d'une offre de logements adaptés pour les personnes âgées/handicapées	Informer et proposer un accompagnement technique aux ménages	Prioritaire (- un an)	Cf. action n°12
		Soutenir la construction de logements adaptés	Prioritaire (- un an)	30 000,00 €
	Action n°10 : Faciliter l'accession sociale à la propriété/ Encourager l'accession des primo-accédants	Encourager le PSLA	Non prioritaire (+ 3 ans)	10 000,00 €
		Encourager l'accession sociale dans l'ancien	Prioritaire (- un an)	20 000,00 €
	Action n°11 : Communiquer sur l'offre existante	Créer un guide du logement	Prioritaire (- un an)	Ingenierie (cf. action n°16)
Orientation n°3 : Veiller à l'attractivité et à la qualité des parcs de logements existants	Action n°12 : Inciter à la réhabilitation du parc de logements privés	Abonder les aides de l'Anah	Prioritaire (-un an)	387 904€
		Participer au dispsitif de Tiers Financeur	Non prioritaire (+ 3 ans)	Ingenierie (cf. action n°18)
		Mettre en place le Permis de Louer	Non prioritaire (+ 3 ans)	Ingenierie (cf. action n°18)
	Action n°13 : Soutenir les travaux d'adaptation/amélioration du parc locatif social	Proposer une aide financière aux bailleurs sociaux	Non prioritaire (+ 3 ans)	40 000,00 €
	Action n°14 : Accompagner et conseiller les propriétaires et particulièrement les propriétaires de logements vacants	Reperer, communiquer et accompagner les propriétaires	Prioritaire (- un an)	Cf. action n°12
		Aider financièrement les propriétaires	Prioritaire (- un an)	150 000,00 €
	Action n°15 : Mettre en place la Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants	Instaurer la taxe	Prioritaire (- 3 ans)	-
Orientation n°4 : Assurer la gouvernance et la mise en œuvre du PLH	Action n°16 : Mettre en place les observatoires et communiquer	Créer les tableaux de bords et les diffuser	Prioritaire	24 000,00 €
	Action n°17: Accompagner les collectivités	Proposer un appui en ingenierie aux communes	Prioritaire	Ingenierie (cf. action n°18)
	Action n°18 : Assurer le suivi-animation du PLH	Réaliser les actions et échanger avec les partenaires	Prioritaire	150 000,00 €
				1 129 000€

Budget global 6 ans

1 129 000€

Dont 387 904€ de dépenses via le Pacte territorial
Reste à charge RMCom de 142 000€

Soit 188 000€ par an

Budget des actions prioritaires - 3 ans

Action 1	77 000€
Action 2	120 000€
Action 3	279 000€
Action 4	174 000€

Carmen JAFFRELOT
Chargée de mission Mobilités et Habitat
Tél. 02 97 23 36 96
c.jaffrelot@rmcom.bzh

13, rue J. Rodallec
BP 36 - 56 110 Gourin
Tél. : 02 97 23 36 90

rmcom.bzh



Economisez de l'encre et du papier : n'imprimez ce message que si c'est nécessaire

Roi
Morvan
Communauté